

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)
Conférence des Institutions d'Enseignement et de Recherche
Economiques et de gestion en Afrique (CIEREA)
Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire en Economie (PTCI)
11^{ème} Promotion



FASEG



PTCI

MEMOIRE DE FIN D'ETUDE

Pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)
Spécialité Macroéconomie Appliquée/Option Finances Publiques

THEME :

LES DETERMINANTS DE LA PAUVRETE EN MILIEU RURAL DU NIGER

Présenté par :
NOUFOU Insa
E mail : abary1@yahoo.fr

Sous la Direction du Professeur:
Pirrhim Bouna NIANG Agrégé des sciences économiques
Directeur du CREFDES

Avril 2007

LEDI CASSES

A

Mon père et ma mère

REMERCIEMENTS

Grâce à Dieu nous avons pu réaliser ce document.

Je remercie notre maître le Pr Moustapha KASSE, Directeur national PTIC-Dakar, et le Pr Amoussouga GERO, PCA/CIERECA, avec eux le PTIC a vu le jour.

L'idée de ce thème est partie des discussions avec mon Professeur d'Analyse et Politique Economiques SAVADOGO Kimseyinga de l'Université de Ouagadougou lors du Campus Commun des Cours à Option (CCCO 2005) à BOBO Dioulasso. Les idées ont été approfondies avec mon directeur de mémoire le professeur NIANG Bouna. Je leur exprime ma profonde gratitude.

L'élaboration du présent mémoire aurait été difficile sans les précieuses collaboration et contribution matérielles et morales, du Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté SP/SRP, du CODESRIA et de l'Institut National de la statistique (INS), à qui nous exprimons nos sincères remerciements.

Plusieurs personnes ont généreusement accepté de partager leurs expériences et conseils, des informations nécessaires qui ont été très utiles pour la réalisation de ce document, qu'il nous soit permis de remercier tout particulièrement Mme TAKOUBAKOYE Aminata BOUREIMA Responsable Suivi et Evaluation/SRP, Ali BEIDI Conseiller du Premier Ministre/SRP, Oumarou HABI

Directeur des Enquêtes/INS, KOUNTCHÉ Boubacar ISE/INS, Ousseyni HAMIDOU Coordonnateur UAAP/INS, Soumaila IBRAHIM Directeur de la Coordination et le développement de la Statistique/INS.

La réalisation de ce document a également profité dans une large mesure du soutien et orientation de nombreux parents, je tiens ainsi à remercier toute ma famille, la famille MABEYE ; la famille feu Seydou NIANDOU et Mr GANDA Hamidou DCF/MEF.

Ce document est un aboutissement de tout un processus académique à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Le climat était favorable grâce aux amis et aux enseignants à qui j'adresse mes remerciements les

plus sincères. Plus particulièrement les étudiants nigériens à Dakar et la 11^{ème} promotion du PTCI pour le partage d'idées et tous les enseignants du PTCI pour avoir nous ouvrir le chemin de l'intelligence économique. Mes remerciements vont à tout le personnel de la faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université Cheik Anta Diop de Dakar pour m'avoir gardé dans leur Temple du savoir avec toute la « Téranga sénégalaise », et en fin j'exprime ma profonde gratitude et reconnaissance à la famille Alassane N'DOUR.

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCR	Bureau Central du Recensement Général de la Population
APD	Aide Publique au Développement
ASS	Afrique Sub Saharienne
BIT	Bureau International pour le Travail
BM	Banque Mondiale
CE	Commission Européenne
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CPAP	Country Programme of Actions Plan/ Plan-Cadre du Programme de Pays
DDC	Direction du Développement et de la Coopération Suisse
DRSP	Document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DSCN	Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux
ENBC	Enquête sur le Budget et la Consommation des Ménages
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FCFA	Francs de la Communauté Franco-Africaine
FED	Fonds Européens de Développement
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissements Directs Etrangers
IDH	Indice de Développement Humain
INS	Institut National de la Statistique
IPH	Indice de Pauvreté Humaine
MICS	Multiple Indicators Cluster Survey / Enquête à Indicateurs Multiples
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OMDs	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondial pour la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCLCP	Programme Cadre de Lutte Contre La Pauvreté
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	Parité des Pouvoirs d'Achat
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRP	Projet de Réduction de la Pauvreté
QUIBB	Questionnaire sur les Indicateurs du Besoins de Base
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SP/SRP	Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
SPA	Seuil de Pauvreté Alimentaire
SPNA	Seuil de Pauvreté Non Alimentaire
UNFPA	United Nations Population Fund/ (Fonds des Nations Unies pour la population)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux Net (%) de Scolarisation et d'Alphabétisation par milieu de résidence, selon le sexe et région administrative.....	6
Tableau 2 : Indicateurs nutritionnels des enfants, par milieu de résidence, région administrative.....	9
Tableau 3 : L'accès au confort de l'habitat et à l'eau potable selon le milieu de résidence (en %)......	11
Tableau 4 : Evolution du Taux de croissance du PIB et du Taux de pauvreté au Niger (en %)......	14
Tableau 5 : Ratios de soutenabilité et de durabilité de la dette extérieure.....	23
Tableau 6 : Le taux de pauvreté au Niger (QUIBB 2005).....	59
Tableau 7 : Les mesures de la pauvreté suivant les régions*.....	62
Tableau 8 : Les mesures de la pauvreté en milieu rural selon le sexe du chef de ménage.....	65
Tableau 9 : Les mesures de pauvreté selon la taille du ménage.....	67
Tableau 10 : Les mesures de pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage.....	68
Tableau 11 : Test de validité du modèle : Hosmer and Lemeshow Test.....	70
Tableau 12 : L'estimation du modèle Logistique (dernière étape).....	71

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique1 : Répartition de la population selon le mode de l'emploi.....	10
Graphique 2 : Evolution des taux de croissance et de pauvreté.....	14
Graphique 3 : Evolution de la composition sectorielle du PIB de 2002 à 2005 (en millions de FCFA)......	18
Graphique 4 : La pauvreté selon le milieu de résidence.....	62
Graphique 5 : Répartition des chefs de ménage selon le sexe.....	64
Graphique 6 : Les indices de pauvreté selon le sexe du chef de ménage.....	65
Graphique 7 : Les indices de pauvreté selon le statut matrimonial du chef de ménage.....	66
Graphique 8 : Pauvreté et taille du ménage.....	67

RESUME ANALYTIQUE

La pauvreté est une réalité en Afrique et frappe durement le monde rural. La CEA dans son rapport de 2005 relève que les individus qui souffrent de l'extrême pauvreté se chiffrent à plus de 46% de la population, plus élevé que dans les années 1990. La pauvreté n'a donc pas réagi à l'amélioration significative de la croissance en Afrique ces dernières années.

Dans ce contexte, le Niger est considéré comme l'un des pays les plus menacés et « étranglés » par la baisse des revenus des ménages, surtout ruraux, ce qui conduit impérativement à une détérioration des conditions de vie des populations. Le revenu annuel moyen était de 190 dollars par habitant en 2002. Cette tendance peut s'expliquer par le fait que la majorité des populations n'a pas accès à un emploi décent et une source sûre de revenu. Selon les données disponibles issues des enquêtes Budget-consommation, réalisées par la Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux (DSCN) en 1992 et 1998, le Niger compte 63% de pauvres dont 83% vivent en milieu rural et 34% des nigériens vivent dans l'extrême pauvreté. Aussi, les différents rapports sur le développement humain (RDH) révèlent du point de vue de l'indice de pauvreté humaine, l'état de pauvreté dans lequel se trouve la population nigérienne. Il était de 64,31% en 1997 ; 66,73% en 1998, 62,16% en 1999. En effet, la crise alimentaire de 2005 confirme que les facteurs favorisant la pauvreté et la paupérisation des couches les plus vulnérables, surtout en milieu rural ne sont guère maîtrisés. C'est de ce contexte que nous nous sommes inspiré pour aborder la pauvreté en milieu rural du Niger. Notre problème fondamental dans cette situation était la définition même de la pauvreté en milieu rural, à savoir qui sont les pauvres et pourquoi sont-ils pauvres ? Plus spécifiquement il s'agit de tracer une ligne de pauvreté afin de déterminer une maquette des déterminants qui en résultent.

Nous avons à cet effet abordé la pauvreté à partir des dépenses annuelles (alimentaires et non alimentaires) des ménages à partir des données de l'enquête QUIBB (Questionnaire sur les Indicateurs des Besoins de Base, réalisée par l'Institut National de la Statistique en 2005), ce qui a conduit à l'élaboration d'un seuil de pauvreté monétaire. Par conséquent, nous avons retenu un seuil de 105 827 FCFA pour le milieu rural et 144 750 FCFA pour le milieu urbain, ressortant ainsi 62,1% de pauvres au plan national et 65,7% de pauvres en milieu rural et 44,14% de pauvres urbains. Les indices de pauvreté FGT nous ont permis de mesurer la pauvreté par région et suivant les caractéristiques socioéconomiques des ménages. Pour

ressortir les déterminants de la pauvreté nous avons opté pour une régression Logistique binaire en considérant les caractéristiques des ménages comme des déterminants potentiels, et il se trouve que en milieu rural du Niger, la pauvreté s'avère une parfaite réalité et que la pauvreté est plus probable dans un ménage de grande taille, de sexe masculin, de niveau d'instruction inférieur et analphabète, les ménages polygame. Suivant les secteurs d'activité le pauvre c'est l'agriculteur, l'ouvrier minier et ceux qui disposent peu de ressources productives.

Cependant, une politique de réduction de la pauvreté passe nécessairement, par l'amélioration des revenus des pauvres et par le renforcement de leurs moyens d'existence et de travail. Il convient alors, d'encourager expressément la croissance des revenus des pauvres. La question qui se pose à ce niveau est la suivante: dans quelles conditions et par quels mécanismes, peut-on accroître les revenus des pauvres afin que la croissance des revenus ait axée sur les besoins des pauvres?

SOMMAIRE

Introduction générale	3
Chapitre I : La situation socio-économique du Niger	5
I.1 Les indicateurs socioéconomiques au Niger	5
I.1.1 Le niveau des taux de scolarisation et de l'alphabétisation.....	6
I.1.1.2 La situation sanitaire et nutritionnelle.....	8
I.1.1.3 La situation de l'emploi au Niger.....	10
I.1.1.4 L'accès au confort de l'habitat et à l'eau potable.....	11
I.1.1.5 La ruralité de la population.....	12
I.1.2 Le cadre macroéconomique.....	13
I.1.2.1 La situation de la croissance économique et de la pauvreté au Niger.....	13
I.1.2.2 Les tendances économiques.....	15
I.1.2.2.1 Les résultats macroéconomiques récents.....	15
I.1.2.2.2 Les tendances sectorielles et extérieures.....	16
I.1.2.3 Les coûts des réformes et des programmes mis en œuvres.....	19
I.1.2.3.1 Bref aperçu des résultats des programmes et des réformes structurelles.....	19
I.1.2.3.2 Les coûts socio-économiques des réformes.....	20
I.1.2.3.3 Les résultats des réformes et des transformations structurelles.....	21
I.1.2.3.4 Le poids considérable de la dette relativement à la structure de l'économie.....	21
I.2 Le sort du monde rural dans cette situation de fragilité du tissu économique	23
I.2.1 Les risques et les crises dans le secteur agro-sylvo-pastoral.....	24
I.2.1.1 Les risques liés à la production et aux prix.....	24
I.2.1.2 Les crises dans le secteur rural.....	26
I.2.2 La vulnérabilité de la population rurale à la pauvreté.....	28
I.2.2.1 L'accès difficile aux services sociaux de base.....	28
I.2.2.2 Les inégalités dans l'accès aux opportunités économiques.....	29
I.2.2.3 Le cercle vicieux de la pauvreté en milieu rural.....	29
Chapitre II : Cadre théorique et revue de la littérature	30
II.1 Les théories de la pauvreté et les observations empiriques	30
II.1.1 Les analyses traditionnelles de la pauvreté.....	31
II.1.1.1 minimum physiologique et minimum social.....	31
II.1.1.2 Seuils fixes ou Seuils mobiles.....	32
II.1.1.3 Risque de pauvreté et poche de pauvreté.....	33
II.1.1.4 Poches de pauvreté:.....	34
II.1.1.5 Le débat autour de la culture de pauvreté:.....	35
II.1.2 La conception actuelle de la pauvreté.....	36
II.1.2.1 Les caractères multidimensionnel et complexe de la pauvreté.....	37
II.1.2.2 Les définitions de la pauvreté multidimensionnelle et complexe.....	39
II.1.2.2.1 Bien être et pauvreté.....	39
II.1.2.2.3 Pauvreté et besoins essentiels.....	40
II.1.2.2.4 La pauvreté humaine selon le PNUD.....	41
II.1.3 Les observations empiriques.....	41
II.1.3.1 La pauvreté, un phénomène rural.....	42
II.1.3.2 La pauvreté, un phénomène multiforme.....	43
II.1.3.3.1 Politiques sociales et pauvreté : le rôle de l'éducation et de la santé.....	45

II.1.3.3.2 La diversité des méthodes d'analyse	47
II.2 Les limites des politiques actuelles de réduction de la pauvreté	48
II.3 Les avantages et les limites des Modèles Logistiques	51
II.3.1 Les avantages de la modélisation logistique	51
II.3.2 Les critiques et les limites liées à la modélisation logistique	52
Chapitre III : Méthodologie de la recherche et les résultats obtenus	54
III.1 La méthodologie de la recherche	54
III.1.1 Les sources des données et échantillonnage	54
III.1.2 Le choix d'un seuil de pauvreté monétaire	55
III.1.3 Seuil de pauvreté et politique économique	57
III.1.4 Estimation du seuil de pauvreté Z en milieu rural du Niger	59
III.1.5 Les modèles Logit-Probit : cadre d'analyse des déterminants de la pauvreté	60
II.1.5.1 Présentation du modèle	60
III.2 Présentation et discussion des résultats	61
III.2.1 Les instruments de mesure de la pauvreté	61
III.2.1.1 La Pauvreté en milieu rural suivant les régions	62
III.2.1.2 La pauvreté selon le sexe du chef de ménage	64
III.2.1.3 La pauvreté selon le statut matrimonial du chef de ménage	65
III.2.1.4 La pauvreté selon la taille du ménage	67
III.2.1.5 La pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage	68
III.2.2 Les déterminants de la pauvreté en milieu rural du Niger :	69
III.2.2.1 Les résultats d'une estimations logistique	69
III.2.2.2 Les facteurs structurels et ségrégatifs de la pauvreté	72
III.2.2.2.1 L'effet spatial.	72
III.2.2.2.2 Le statut matrimonial	72
III.2.2.2.3 La taille du ménage	73
III.2.2.2.4 Les secteurs d'activité	73
III.2.2.3 Les facteurs liés aux ressources productives et les services sociaux de base	74
III.2.2.3.1 La possession de bétail	74
III.2.2.3.2 L'accès aux services de la micro finance	74
III.2.2.3.3 Le niveau d'instruction du chef de ménage	75
III.3 Les recommandations de politique économique	75
III.3.1 ciblage des pauvres et politique de réduction de la pauvreté	76
III.3.1.1 Les régions prioritaires	76
III.3.1.2 Les secteurs d'activité prioritaires	77
III.3.1.3 Les ressources productives à valoriser	77
III.3.1.4 L'amélioration des conditions du statut matrimonial	78
III.3.1.5 L'utilisation du système de suivi	78
III.3.1.6 Schéma d'un cadre institutionnel performant	80
Conclusion générale	81
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	83
ANNEXE 1 : Les résultats de l'estimation Logistique	86
ANNEXE 2 : Les indices de pauvreté FGT	99
ANNEXE 3: Les cartes de pauvreté	110

Introduction générale

La pauvreté frappe beaucoup plus durement l'Afrique que les autres régions en développement et revêt un caractère chronique et progressif. La population vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1 dollar (USA) par jour est passée aujourd'hui à 46% plus élevé qu'en 1980 et 1990 (cf. C.E.A, Rapport 2005). Au plan global du développement humain, les défis de l'Afrique au Sud du Sahara apparaissent considérable malgré un certain nombre de progrès manifestes. Les indicateurs sanitaires et éducatifs expriment des déficits importants. Les taux de mortalité et de morbidité sont actuellement plus élevés en Afrique que dans le reste du monde. La pauvreté n'a donc pas réagi à l'amélioration significative de la croissance en Afrique ces dernières années. Cette tendance peut s'expliquer par le fait que la majorité des populations n'a pas accès à un emploi décent et une source sûre de revenu.

Dans ce contexte de pauvreté le Niger est considéré comme l'un des pays les plus menacés et « étranglés » par la baisse des revenus des ménages, surtout ruraux. En plus les statistiques soulignent la détérioration des conditions de vie des populations. Toutefois, le Niger est classé parmi les pays les moins avancés et les pays à faibles revenus et à déficit alimentaire chronique au 173^e rang sur 174 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2003 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et dernier selon le même indice en 2006. Le revenu annuel moyen est de l'ordre 190 dollars par habitant depuis 2002. Selon les données disponibles issues des enquêtes Budget-consommation, réalisées par la Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux (DSCN) en 1992 et 1998, le Niger compte 63% de pauvres dont 83% vivent en milieu rural et 34% des nigériens vivent dans l'extrême pauvreté. Aussi, les différents rapports sur le développement humain (RDH) révèlent du point de vue de l'indice de pauvreté humaine, l'état de pauvreté dans lequel se trouve la population nigérienne. Il était de 64,31% en 1997 ; 66,73% en 1998, 62,16% en 1999, 62,8% en 2000 et 63,3% en 2001. En effet, la crise alimentaire de 2005 confirme que les facteurs favorisant la pauvreté et la paupérisation des couches les plus vulnérables, surtout en milieu rural ne sont guère maîtrisés. Le Niger traverse actuellement une situation économique et sociale, ne favorisant pas un bien être pour de nombreux ménages.

La rupture des principaux équilibres économiques au Niger est intervenue au début des années 1980 et trouve son origine principale dans le retournement du marché de l'uranium. S'ajoutent à

ce facteur la crise persistante de l'agriculture affectée par les périodes de sécheresse, la dévaluation du Franc CFA, l'instabilité politique, etc. Par ailleurs, les mesures prises depuis 1993 en vue d'établir une meilleure gestion macro-économique ont certainement accru la pauvreté par les coupes sombres faites par le gouvernement dans les dépenses sociales (éducation et santé par exemple). Cette crise n'a fait qu'aggraver les disparités économiques existant déjà entre ville et campagne. Des études récentes ont souligné les écarts en montrant que 80% des nigériens vivaient d'une agriculture de subsistance, alors que le revenu urbain à la capitale (Niamey) était le double du revenu rural. Ces écarts entre la campagne appauvrie et la ville qui accapare les richesses et les privilèges peuvent être à l'origine de la croissance de la pauvreté rurale. Selon les résultats définitifs du recensement général de la population effectué en 2001, la population est de 11.060.291 habitants. Elle croît au rythme moyen de 3,3% par an, soit l'un des plus élevés d'Afrique. Majoritairement jeune (les moins de 25 ans constituent plus de la moitié de l'effectif total) et rurale (à 83%), la population se concentre dans la frange méridionale du pays, qui est aussi la plus arrosée : un quart du territoire national accueille 75% de la population totale. Ces caractéristiques démographiques sont à l'origine d'une forte pression sur les ressources naturelles et donc contribuent à la baisse du revenu par habitant. De ce fait, on peut s'attendre alors au Niger, à l'existence **d'une extrême pauvreté surtout en milieu rural**. Mais le problème fondamental dans cette situation est la définition même de la pauvreté en milieu rural au Niger. **Qui sont les pauvres et quelles sont leurs caractéristiques? Pourquoi sont-ils pauvres?** La réponse à ces questions conduit à rechercher les déterminants de la pauvreté dans ce milieu. En tout cas au Niger, des femmes et des enfants souffrent chaque année de faim. Ils sont certainement ceux des familles les plus pauvres. C'est-à-dire les familles qui sont incapables de subvenir aux besoins les plus élémentaires. Il serait alors, intéressant de comprendre les causes de la pauvreté des ces individus. C'est pourquoi nous nous sommes intéressés à mesurer la pauvreté en milieu rural du Niger et à analyser les déterminants qui en découlent.

Pour atteindre cet objectif, notre travail s'articule au tours de trois chapitres fondamentaux à savoir : une analyse générale des indicateurs socioéconomiques du Niger (Premier chapitre) ; une revue de la littérature dans laquelle nous exposerons les concepts et définitions de la pauvreté, mais aussi des analyses récentes sur le phénomène de la pauvreté nous permettant de retenir un cadre théorique des déterminants de la pauvreté en milieu rural au Niger. Enfin, un (troisième chapitre) abordera notre méthodologie, les résultats et les recommandations de politiques économiques dans un cadre de lutte contre la pauvreté en milieu rural.

Chapitre I : La situation socio-économique du Niger

Le Niger est un pays enclavé, le port le plus proche est à environ 900km de la frontière avec le Bénin, ce qui rend très difficiles ses relations commerciales avec le reste du monde. L'économie nigérienne est principalement agricole mais surtout informelle, d'où un système fiscal peu performant ; les industries sont rares et les autres activités (le tourisme, l'artisanat, les services, etc.) ne sont pas développées. Ce qui appelle à une structuration et équipement, avant tout de l'économie nigérienne, car il serait difficile pour le système économique du Niger aussi fragile et désarticulé qu'elle est, de pouvoir faire face à ce système mondial contrôlé par les grandes puissances économiques.

Le système économique du Niger peut être vu en filigrane à l'image de sa structure sociale et politique. Ce pays connaît une croissance démographique explosive qui ne va pas de pair avec l'évolution de la production de richesse nécessaire aux besoins de la population. Les séries de rebellions armées et de coups d'Etat ont certainement contribué à la situation économique et sociale actuelle que connaît le Niger. Les relations diplomatiques et la coopération internationale à l'heure actuelle ne semblent pas être trop bénéfiques, car le visa pour les candidats à l'immigration est très difficile, on peut aussi noter la rareté des Investissements Directs Etrangers (IDE) dans le pays. Ces différentes remarques nous conduisent dans ce chapitre à analyser les Indicateurs de Développement Humain (IDH) afin de dégager la problématique et les défis de la pauvreté au Niger.

I.1 Les indicateurs socio-économiques au Niger

La situation sociodémographique du Niger est inquiétante au regard des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs) d'ici 2015. La situation des enfants et des femmes, surtout en milieu rural n'est pas du tout satisfaisante. Le pays est caractérisé par un tissu économique fragile et peu compétitif, mais le constat ci-dessous provenant de l'enquête QUIBB réalisée en 2005, fait remarquer quelques efforts ces dernières années.

I.1.1 Le niveau des taux de scolarisation et de l'alphabétisation

Le Niger connaît un fort taux de croissance démographique moyen estimé à 3,3% par an, entre le recensement général de la population de 1988 et celui de 2001. Cette croissance démographique entraîne de nouveaux besoins en services essentiels de base, ce qui oblige un taux de croissance économique conséquent. En outre ce taux est jugé fort non seulement du fait de son niveau élevé mondialement, mais aussi relativement au taux de croissance économique de l'ordre de 4% en moyenne, qui malgré les efforts considérables de ces dernières années est jugé faible et insuffisant. A cet égard, en considérant la position de Malthus, qui postule qu'une croissance démographique forte dans un contexte de faible production est source de pauvreté, ce taux de croissance démographique peut constituer un facteur d'appauvrissement pour certains ménages nigériens. A cette situation s'ajoutent des niveaux de scolarisation et d'alphabétisation très bas, et une situation sanitaire et d'emploi très précaires.

Tableau 1 : Taux Net (%) de Scolarisation et d'Alphabétisation par milieu de résidence, selon le sexe et région administrative

Niveau	Primaire	Secondaire	Alphabétisation
Ensemble du pays	41	19,9	28,7
Milieu de résidence			
Rural	36,8	13,7	23,4
Urbain	64,2	42,7	52,0
Région de résidence			
Agadez	50,5	27,7	43,1
Diffa	30,9	15,3	25,8
Dosso	46,6	20,9	28,4
Maradi	38,7	18,8	26,1
Tahoua	37,5	12,3	22,6
Tillabéri	41,5	16,6	22,4
Zinder	33,4	15,9	29,2
CU Niamey	72,4	47,1	57,0
Sexe de la personne			
Masculin	46,9	24,4	42,9
Féminin	35,6	15,4	15,1

Source : ME/F/INS/QUIBB-2005

Le taux net de fréquentation scolaire au primaire ou le taux net de scolarisation (TNS) pour l'année scolaire 2004-2005 se situe à 41,0%, il était de l'ordre de 34% en moyenne en 2002 et représente le plus faible de la sous région. Cependant, de fortes disparités sont enregistrées d'une part, entre les sexes (46,9% pour le sexe masculin et 35,6% pour le sexe féminin) et d'autre part, entre les zones urbaines (64,2%) et les zones rurales (36,8%).

Le taux d'accès au primaire est appréciable (86,1%), il est de l'ordre de (84,5% en milieu rural et 95,2% en milieu urbain). Mais le problème fondamental de ces chiffres est le fait que le système de double flux qui les a occasionnés est contesté, car le niveau des élèves et la compétence des enseignants du système (volontaires et les contractuels) sont remis en cause. Au niveau du secondaire, le taux net de scolarisation est de 19,9 % (24,4 % pour les garçons et de 15,8 % chez les filles). Le niveau du taux net de scolarisation au secondaire est très faible en milieu rural (13,7 %) et se situe à hauteur de 42,7 % au niveau des centres urbains. Le taux d'accès est également très faible par rapport à celui enregistré au primaire et se chiffre à 21,1 %. Le déséquilibre est très net entre le milieu urbain et le milieu rural (75,1% et 10,0%, respectivement). Ce qui explique que, du point de vue de capital humain qualifié, que beaucoup de choses restent à faire dans ce domaine au Niger, quand on sait que la population nigérienne est à plus de 80% rurale, mais aussi des difficultés que connaît l'Université du Niger pour permettre un taux de réussite acceptable au niveau supérieur. Le Niger est un pays à plus de 70% d'analphabètes, en effet, le taux d'alphabétisation, pour l'ensemble du pays, est estimé à 28,7 % en 2005, soit une nette hausse par rapport au taux de (14,4%) donné par le RGP/H 2001. Ce taux est très faible en milieu rural (23,40%) mais relativement élevé en milieu urbain (51,89%).

Selon le milieu de résidence, le taux d'alphabétisation en milieu urbain est assez élevé. En effet, ce taux est de 52%, ce qui pourra expliquer l'effort accompli par les autorités en charge de l'alphabétisation. Ce taux varie selon la région de résidence. En effet, le taux d'alphabétisation varie de 22,4% à Tillabéry à 57,0% à la Communauté urbaine de Niamey. Il faut noter qu'en dehors de la Communauté Urbaine de Niamey (avec 57,0%) et Agadez (avec 43,1%), le taux d'alphabétisation des autres régions tourne autour de la valeur moyenne (28,7%).

I.1.1.2 La situation sanitaire et nutritionnelle

Au Niger, comme dans beaucoup de pays africains, la population se fait consulter dans les dispensaires publics (37,8% au Niger). Le recours à un guérisseur/marabout est également observé dans une moindre mesure, surtout en milieu rural. Cette faible fréquentation des centres de santé est principalement due au coût de la consultation mais aussi du fait de l'éloignement des centres de santé pour la majorité des populations surtout rurales.

Le nombre de femmes bénéficiaires de consultations prénatales est relativement appréciable mais demeure insuffisant, ce qui constitue un grand risque pour beaucoup de femmes en sainte à l'accouchement. En effet, parmi les femmes qui ont donné une naissance vivante au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête QUIBB 2005, 61,1% ont bénéficié de soins prénatals (près de 56% pour le milieu rural et 91,1% pour le milieu urbain).

Le taux d'accès de la population aux services de santé est relativement faible (39,5%). En matière d'accès aux services de santé, les disparités sont frappantes tant au niveau du milieu de résidence qu'au niveau régional. Sur l'ensemble des personnes ayant consulté, seulement 6,2% ont estimé être satisfaites de la prestation des services de santé reçus. Elles sont légèrement plus nombreuses en milieu rural (6,5%) qu'en milieu urbain (4,6%).

Tableau 2 : Indicateurs nutritionnels des enfants, par milieu de résidence, région administrative

	Emacié (%)	Retard de croissance (%)	Insuffisance pondérale (%)	Participation à programme	
				nutrition	Suivi croiss.
Ensemble	24,7	54,6	52,6	14,9	32,5
Milieu de résidence					
Rural	24,8	57,2	54,5	6,2	11,6
Urbain	24,2	39,7	41,6	43,4	71,8
Région de résidence					
Agadez	31,4	42,8	52,2	3,4	23,8
Diffa	28,2	56	60,7	13,4	37,4
Dosso	16,5	55,2	44,9	17,4	55,5
Maradi	29,1	65,5	65,4	3,8	28,2
Tahoua	29,5	50,4	53	12,3	22,8
Tillabéri	21,7	52,4	49,7	17,5	26,9
Zinder	22,8	55,6	50	14,7	21,8
CU Niamey	20,1	32,9	31,5	63,6	79,4
Sexe de l'enfant					
Garçons	24,1	55,2	20,9	14,6	32,5
Filles	25,4	54	20,7	15,2	32,4

Source:/MEF/INS/QUIBB-2005

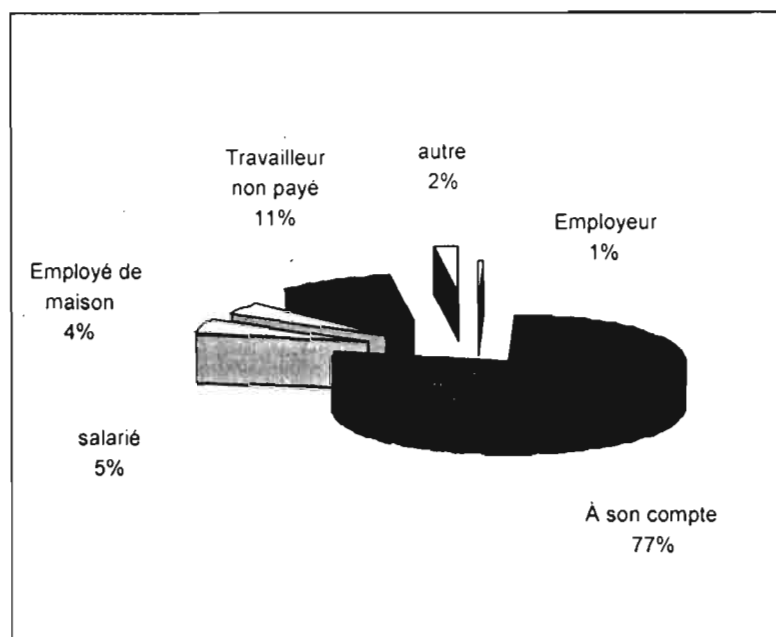
Les résultats montrent que 24,7% des enfants âgés de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition aiguë. La prévalence de retard de croissance concerne 58,5% de garçons et 55,2% de filles en considérant les enfants âgés de moins de 5 ans. Comparée aux résultats de l'enquête MICS2 de 2000, (39,8% de s enfants de m oins de 5 a ns), la m alnutrition c hronique e nregistre une forte hausse, d'où un fort taux d'incapacité mentale et /ou de mortalité infantile. Le QUIBB révèle néanmoins, que 47,4% des enfants âgés de moins de 5 ans et pour lesquels des mensurations ont été effectuées ont participé à un programme : 14,9% suivent un programme de nutrition et 32,5%, un programme de suivi de croissance.

L'insuffisance pondérale concerne 52,6% des enfants âgés de moins de 5 ans. Sa prévalence a augmenté de manière significative (le taux était de 39,6% au cours de l'enquête MICS2 de 2002).

I.1.1.3 La situation de l'emploi au Niger

La population occupée est répartie en salariés (personnes qui sont employées à plein temps), employés à la tâche (personnes qui travaillent à temps partiel), travailleurs non payés ou apprentis (personnes qui exercent une activité économique dans le cadre de l'apprentissage et qui ne reçoivent pas de salaire), employés non payés ou aides familiaux (personnes travaillant dans une entreprise familiale sans aucune rémunération) et personnes travaillant à leur propre compte (indépendants).

Graphique1 : Répartition de la population selon le mode de l'emploi



La population active occupée est principalement constituée d'indépendants appelés travailleurs à leur propre compte (77%) et d'aides familiaux (11%). Les salariés ne représentent que 5%, et le secteur public ne compte que quarante mille employés avec une masse salariale de moins de cinq milliards de FCFA le mois. Ce qui explique un niveau de vie relativement faible au Niger, d'où des niveaux faibles de consommation et de production aboutissant à une croissance faible et un développement retardé. Cette position très élevée des travailleurs indépendants signifie un niveau de chômage déguisé très élevé, dès lors que nous savons que le secteur privé est peu développé au Niger. On peut alors comprendre que la majorité des travailleurs indépendants est absorbée par l'agriculture. Par ailleurs, la répartition des travailleurs dénombrés par branche

d'activité montre que 59,1% des travailleurs sont occupés dans l'agriculture, 20,2% dans le commerce et 18,7% dans les autres branches d'activité. On note également un niveau de sous-emploi relativement important dans le pays. Il concerne 18% de la population active (19% pour les hommes et 16% pour les femmes). Le sous-emploi touche particulièrement les individus âgés de 30-49 ans. La population active sous-employée est plus présente en milieu rural (21,4% contre 18,3% en milieu urbain). Même à ce niveau on constate une forte disparité entre les régions et les sexes. En effet, la région de Tillabéry se distingue avec une proportion de travailleurs sous-employés plus importante (41,6%), tandis que Agadez (1,6%), Dosso (7,7%) et Tahoua (12,9%) sont les régions où le sous-emploi est moins marqué. Quel que soit le statut de l'emploi considéré, on compte toujours plus d'hommes que de femmes, à l'exception des aides familiaux, c'est à dire ceux qui travaillent sans rémunération.

1.1.1.4 L'accès au confort de l'habitat et à l'eau potable

Au Niger tout ce qui est facile, c'est obtenir un terrain pour se loger. Mais le problème fondamental réside dans l'obtention de se doter du confort de l'habitat, faute de moyens. En milieu rural, plus de neuf ménages sur dix (94,2%) sont propriétaires de leur logement et en milieu urbain, un peu plus de la moitié des ménages (52,4%) sont propriétaires des logements qu'ils occupent d'après les résultats de l'enquête QUIBB 2005. Cette situation d'accès facile au logement se traduit par l'inexistence ou le non développement du secteur immobilier qui est l'un des services les plus rentables dans un système capitaliste.

Tableau 3 : L'accès au confort de l'habitat et à l'eau potable selon le milieu de résidence (en %)

	Eau potable	Mode d'éclairage		Habitat		Nature toilettes	
		Electricité	Pétrole, bois et autres	propriétaire	non	chasse	autres
Rural	60,3	0,8	99,2	94,4	15,6	1,4	98,6
Urbain	96,7	38,7	61,3	52,4	47,6	7,8	92,2
Ensemble	68,7	7,2	92,8	87,1	12,9	2,5	97,8

Source : MEF/INS/QUIBB 2005

Le taux d'accès à l'eau potable au niveau de l'ensemble du pays est de 68,7%. Cependant de fortes disparités sont observées entre le milieu urbain (96,7%) et le milieu rural (60,3%). Alors que l'eau potable est l'un des besoins les plus élémentaires pour l'homme et qu'elle doit faire l'objet des nombreux programmes d'investissements, elle reste encore une préoccupation pour plus de 30% de nigériens. Ceux qui ne peuvent exposer les populations non axées à des risques considérables à beaucoup de maladies liées à la consommation de l'eau insalubre. Ce n'est pas tout, au Niger l'utilisation de l'électricité reste et demeure un luxe. En effet, la principale source d'éclairage des ménages nigériens demeure le pétrole/paraffine, 80,1% des ménages s'éclairent avec ce combustible (84,4% en milieu rural et 59,1% en milieu urbain). En plus au niveau national la quasi-totalité des ménages (96,4%) utilise le bois/charbon comme principal combustible pour faire la cuisine. L'électricité et le pétrole sont très peu utilisés par les ménages (0,1% et 0,9% respectivement). Par ailleurs 2,6% des ménages font recours à d'autres sources d'énergies pour la cuisine. Parmi ces autres sources, on peut citer la bouse de vache, les coques d'arachides qui sont généralement utilisés en milieu rural (2,7%). Il s'en suit alors une faible exploitation de l'énergie au Niger, on voit alors une situation obligeant la construction du barrage de Candadji qui est en projet depuis les années 1960.

1.1.1.5 La ruralité de la population

L'enquête QUIBB estime à 1.983.460 le nombre total de ménages au Niger en 2005. Le recensement général de la population et de l'habitat organisé en 2001 estime ce nombre de ménages à 1 632 346. Au Niger un ménage est constitué de 7 personnes en moyenne. La répartition des ménages par milieu de résidence fait apparaître une nette inégalité entre les zones rurales et urbaines. En effet 83,0% des ménages nigériens sont en zone rurale. Au niveau du milieu rural ce sont les régions de Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder qui regroupent la majorité des ménages ruraux (83,5%) avec respectivement 21,3%, 22,6%, 18,1% et 21,5%. Les régions d'Agadez, Diffa et Dosso ne comptent que 2,1%, 3,9% et 10,4% des ménages respectivement.

I.1.2 Le cadre macroéconomique

Au Niger comme dans la plus part des pays africains, il est constaté une amélioration de la croissance économique ces dernières années, alors que la situation de pauvreté des populations semble inquiétante. On peut alors parler dans ce cas de croissance appauvrissante, et on verra dans ce qui suit que la croissance évolue en sens inverse avec la pauvreté, alors même que la croissance provient des secteurs où exercent les pauvres (l'agriculture par exemple).

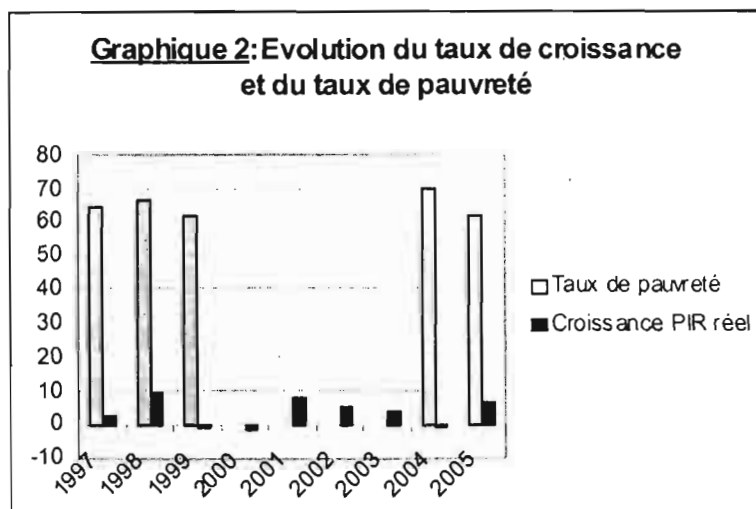
I.1.2.1 La situation de la croissance économique et de la pauvreté au Niger

Au Niger, la pauvreté et la misère revêtent un caractère chronique et progressif. Le nombre des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté de un dollar US par jour est, à 70% (INS, 2004), plus élevée aujourd'hui que dans les années antérieures, elle était de 64,31% en 1997, 66,73% en 1998 et 62,16% en 1999 (DSRP, 2002). Et ce malgré des améliorations significatives de la croissance du PIB au Niger ces dernières années. La pauvreté n'a donc pas réagi à la croissance économique. Qu'est ce qui explique ce phénomène ? C'est certainement parce que la majorité de la population n'a pas accès à un emploi décent ni à une source sûre de revenu pour bénéficier des fruits de la croissance. On peut aussi dire que c'est parce que la croissance était insuffisante. Mais, on remarque aussi que entre 2001 et 2003, le Niger a enregistré un taux de croissance moyenne de l'ordre de 6%, et que cela n'a pas pu compensé la récession de 2004 (taux de croissance de -6%) qui a sombré le pays en 2005 dans une crise alimentaire aigue. Plus surprenant encore, le taux de croissance réel du PIB était de 7,7% en 2001 et de 7,1% en 2005, sur une croissance démographique de l'ordre de 3,3%. Cette situation doit susciter de nombreuses interrogations sur les critères des OMDs pour réduire la pauvreté de 50% au Niger à l'horizon 2015 sur la base d'un taux de croissance de 7%. Il est alors nécessaire de définir d'autres critères complémentaires ou peut être des objectifs intermédiaires accompagnants la croissance. Une lecture prudente des évolutions ci-dessous (tableau 6) de la croissance et du taux de pauvreté au Niger, appelle à une prudence quant à l'idée de réduire la pauvreté par la croissance.

Tableau 4 : Evolution du Taux de croissance du PIB et du Taux de pauvreté au Niger (en %)

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de pauvreté	64,31	66,73	62,16	-	-	-	-	70	62,1
Croissance PIR réel	2,4	9,6	-0,4	-1,4	7,7	5,3	3,8	-0,6	7,1

Source : INS, 2005



Source : INS 2005

On voit clairement que la pauvreté au Niger est plus forte que l'économie nigérienne, compte tenu de cette situation il est mieux de définir la dose de croissance nécessaire pour un taux de pauvreté précis. Car l'observation de ce cas précis du Niger, où la pauvreté peut augmenter avec la croissance, ne donne pas de bonnes apparences quant à la relation entre croissance et pauvreté. Ce-ci peut s'expliquer par la nature et la structure de l'économie qui semble ne pas être articulée et structurée, ou mieux encore caractérisée par une forte inégalité. Il serait alors évident de ne pas pouvoir décrire une relation précise entre beaucoup de variables économiques pour expliquer les mécanismes de transmission des politiques économiques tels décrits par la théorie économique. Ce qui oblige des réformes structurelles des différents secteurs au plan macroéconomique (entreprises privées et publiques, l'agriculture, l'élevage, l'artisanat...) pour permettre des mécanismes de transmission des fruits de la croissance à tous les niveaux.

I.1.2.2 Les tendances économiques

Le Niger, comme beaucoup de pays africains doivent s'attaquer à des problèmes politique, institutionnels et structurels avant de pouvoir transformer leurs économies et parvenir de façon durable au taux de croissance nécessaire à la réalisation des objectifs de développement du millénaire qui est aussi celui retenu dans le cadre du NEPAD. Le premier objectif étant réduire la pauvreté de moitié par une croissance conséquente, stable, durable et équitablement répartie afin d'atteindre les pauvres. Cela implique de poursuivre activement des stratégies de développement favorables aux pauvres.

I.1.2.2.1 Les résultats macroéconomiques récents

L'évolution de l'économie nigérienne sur la décennie 1999-2000 a été caractérisée par une faible croissance avec un taux réel annuel moyen de 1,9%. Cette tendance n'a pas été uniforme au cours de la période. A partir de 1994, année de début d'application des réformes, la croissance s'est établie à 2,5%. Cet accroissement peu satisfaisant, inférieur au rythme de progression démographique (3,3%), n'a pas permis d'améliorer significativement le revenu réel par habitant. Au cours de la période 2000-2005, la croissance réelle du PIB a été en moyenne de 4% légèrement au dessus du taux de croissance démographique alors que le taux de pauvreté se situe encore à un niveau très élevé 70% en 2004. Après deux années consécutives de récessions, l'économie nigérienne a enregistré un taux de croissance réel de l'ordre de 7,7% en 2001, de 5,3% en 2002 en 3,8% en 2003 et se retrouve à 7.1% en 2005. Ces performances s'expliquent pour une large part par les bons résultats de la production agricole, grâce à la pluviométrie abondante enregistrée au cours de la période. Elles peuvent aussi s'expliquer par les efforts enregistrés dans l'amélioration de la gestion économique et financière. L'inflation quant à elle, dessine une tendance à la baisse. La variation en glissement annuel de l'IHPC est passée de 2,7% en 2000, à 4% en 2001. Le taux s'est situé en suite à 2,6% en 2002 et à 3% en 2003. Malgré tous ces efforts la situation des conditions de vie des ménages ne fait que se dégradée, la crise alimentaire de 2005 en est témoin. Ce qui dénote la faiblesse des performances enregistrées. On peut alors admettre que la situation de pauvreté et de misère au Niger dépasse la seule condition de croissance.

Cette croissance, bien qu'elle marque une amélioration par rapport aux années précédentes, n'est pas à la hauteur du potentiel socio-économique du pays et ne permet pas de créer davantage d'emplois et de redresser les inégalités. Ce qui explique l'insuffisance de la croissance et/ou de l'existence de fortes inégalités, qui se traduit par l'absence de mécanismes de transmission des fruits de la croissance à tous les niveaux.

Cette contre-performance peut être liée explicitement aux conditions climatiques peu favorables, la forte dualité de l'économie où coexistent un secteur informel dominant et un secteur moderne peu performant, des politiques économiques inappropriées caractérisées par des retards dans les réformes, un environnement extérieur défavorable, voire hostile et un climat social et politique souvent instable.

1.1.2.2 Les tendances sectorielles et extérieures

L'économie nigérienne connaît bien des progrès ces dernières années, mais des progrès relativement insignifiants au plan mondial mais aussi au regard des besoins actuels des populations nigériennes. En effet, le Produit Intérieur Brut (PIB) aux prix du marché enregistrerait une progression nominale très vive passant de 1474,9 milliards de FCFA en 2004 à 1711,5 milliards en 2005, soit une variation de 16%, et cette progression résulte essentiellement de l'augmentation des prix des principaux produits de consommation en liaison avec la crise alimentaire de 2005 en réponse au déficit de la production alimentaire enregistré en 2004. Ce qui se confirme par un taux d'inflation galopant de 7,8% en 2005 contre 0,2% en 2004. Par ailleurs la forte progression du PIB nominal entraînerait un relèvement du PIB par tête. Celui-ci passerait de 120 976 à 135 894 FCFA, soit une progression de 12,3%, on retient à ce niveau une augmentation du taux d'épargne nationale qui se situerait à 10,3% dont 8% pour le taux de l'épargne intérieure. On acceptera alors une faiblesse de l'épargne tant au plan global que intérieure. L'investissement en termes réels connaît un rebond de 52,2% contre -14,1% en 2004, cette hausse serait certainement imputée aux grands travaux réalisés à l'occasion des 5^{ème} jeux de la Francophonie de 2005 (routes, infrastructure privés et publics,..) mais aussi de la mise en œuvre du programme spécial du Président de la République avec les fonds issus de l'initiative PPTE et certains allègements de la dette. La consommation finale quant à elle a connue une

baisse de 1,0% contre une baisse de 2,4% en 2004. Ce qui se comprend par le déficit de 2005 qui a considérablement réduit les disponibilités des ménages.

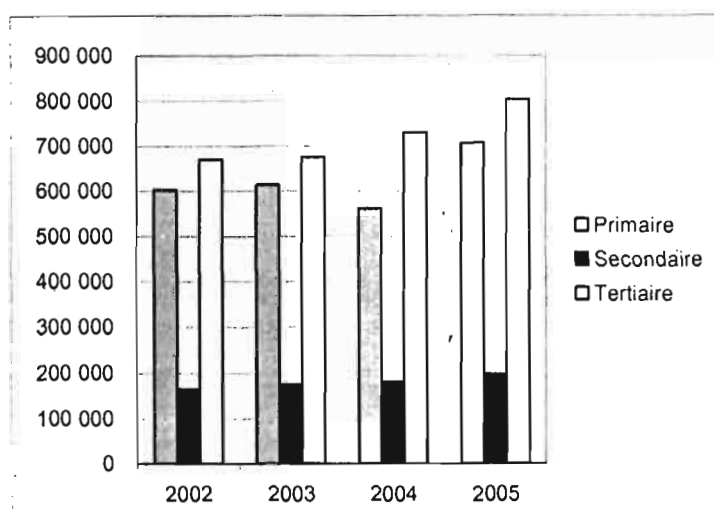
La situation du secteur primaire connaît une nette amélioration par rapport aux années antérieures, il a enregistré une hausse de 12,6% en 2005 contre une baisse de 9,3% en 2004. Cette progression résulterait principalement des performances enregistrées dans l'agriculture qui progresserait de 20,2% au cours de la période, les autres secteurs (élevage, pêche), ont connu une progression stable et modérée de l'ordre de 1,6%. Il est à préciser que les performances observées au niveau du secteur primaire sont imputables à l'abondance de la pluviométrie jugée favorable en 2005. Ce qui appelle à la prudence quant à la considération de ces résultats positifs qui ne peuvent pas rassurer une croissance durable dès lors qu'elle est conditionnée par la pluviométrie, qui n'est pas une source sûre de providence du fait des aléas qui peuvent intervenir. Ce qui rend nécessaire le développement des cultures irriguées au Niger pour réduire la dépendance vis-à-vis de la pluviométrie.

Le secteur secondaire a connu une légère amélioration signalant une hausse de 4,5% en 2005 contre 4,3% en 2004 alors qu'il enregistrerait une hausse de 5,9% en 2003. Cette évolution relativement meilleure s'explique fondamentalement par le renforcement des capacités de production dans les branches construction (BTP) et distribution d'eau et énergie (électricité et gaz) qui ont augmenté en 2005 leur production respectivement de 9,2% et 5,2% contre 7,0% et -6,8% en 2004 ; cette situation est imputable aux effets directs de la privatisation que ont connue ces unités.

Le secteur tertiaire enregistrerait une baisse considérable de sa croissance en 2005, il a connu une croissance de 3,5% en 2005 contre 6% en 2004. Cette décélération est imputable à toutes les unités du secteur à l'exception des services de la communication qui a enregistré une légère amélioration allant de 22,6% en 2005 contre 21,5% en 2004, et dans une moindre mesure le transport qui se stabiliserait au tour de 3,7%. Paradoxalement le pouvoir d'achat des ménages a connu une baisse significative en raison des déficits céréaliers de 2004, ce qui d'ailleurs expliquerait la faible progression de la branche commerce qui se caractérise par une baisse allant de 4,3% en 2004 à 1,8% en 2005.

En définitif, la composition sectorielle du PIB serait quelque peu modifiée. La part du secteur primaire passerait de 38% à 40%. Celle du secteur secondaire se situerait à 13,7% en 2005 contre 14% en 2004. Le secteur tertiaire enregistrerait un recul de 1,7 point de pourcentage par rapport à l'année 2004 où elle serait de 46,3%.

Graphique 3 : Evolution de la composition sectorielle du PIB de 2002 à 2005 (en millions de FCFA)



Source : INS, 2005

Au niveau du secteur extérieur, les échanges restent toujours marqués par la faible diversification de l'économie qui maintient encore la part de l'uranium à un niveau élevé. Toutefois, le solde du compte courant (hors transfères officiels) de la balance des paiements s'est largement amélioré entre 1999 et 2003 en passant de -84,6 milliards en 1999 à -74,2 milliards en 2000 et -67,7 milliards en 2001. Il s'est dégradé en 2002 en se stabilisant à -114,9 milliards avant de tomber à 99,1 milliards en 2003. Rapporté au PIB ce solde s'établit à -9,7% en 1999, -9,3% en 2000, -8,6% en 2001 et -10,6% en 2002. Les échanges extérieurs se caractériseraient en 2005 par une baisse des importations 1,4% et une hausse relative des exportations de 4,6% au cours de la période, ce qui expliquerait un replis de la consommation finale dans le PIB en passant de 92,6% en 2004 contre 85,6% en 2005. Par contre les investissements progresseraient considérablement pour se situer à 18,5% contre 13% en 2004.

Au plan de la monnaie et du crédit, les efforts tendant à restreindre le recours de l'Etat au financement bancaire se poursuivent. Ainsi, la variation du crédit bancaire net à l'Etat a été limitée à 5 milliards de FCFA en 2001, 5,1 milliards en 2002 et 4,3 milliards en 2003.

Globalement l'économie nigérienne enregistre des efforts considérables ces dernières années au plan des agrégats, mais malheureusement les conditions de vie des populations nigérienne ne sont pas sensibles à cette amélioration de la croissance économique. Les résultats n'ont guère compensé le déficit alimentaire chronique, ce qui appelle à une réflexion sur la situation. On peut d'ailleurs tout de suite dire que l'économie nigérienne souffre au moins d'un problème structurel

ou même de l'insuffisance de capacité à produire de la richesse, malgré la série de réformes et programmes que a connu l'économie ces dernières années. Il y'a lieu de se demander ce qui ne va pas réellement dans l'économie nigérienne ?

I.1.2.3 Les coûts des réformes et des programmes mis en œuvres

L'ère des réformes structurelles et les programmes n'était pas gratuit, il faut nécessairement que certaines populations et secteurs payent des coûts dus à la mise en œuvre des programmes intervenus dans les années 80.

I.1.2.3.1 Bref aperçu des résultats des programmes et des réformes structurelles

Les Programmes d'Ajustement Structurels ont vu le jour dans un souci de réparer les déséquilibres macroéconomiques constatés dans les années 80. Ces déséquilibres étaient marqués par un déficit insoutenable du compte courant, des problèmes financiers internes et une croissance très lente. Pour se faire deux principaux objectifs sont visés à savoir : la stabilisation de l'économie nationale par des politiques de la réduction de la demande et la structuration de celle-ci en vue de rétablir la croissance. Quels sont les résultats ? Le contexte de l'ajustement a pu contribué à assainir les finances publiques et occasionné une chaîne de privatisations qui a abouti dans une certaine mesure à accélérer la croissance du PIB par habitant. Il y avait tout lieu de penser que cette croissance allait améliorer le sort des couches les plus défavorisées. Mais malheureusement le recul de la pauvreté n'a pas été constaté, tout simplement parce que le but des réformes n'est pas de réduire la pauvreté mais d'accélérer la croissance. Comme l'a démontré le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), nombre de programmes d'ajustement lancés n'ont pas mis suffisamment l'accent sur la prestation des services sociaux adéquats aux groupes les plus défavorisés et n'accordait parfois aucune importance au ciblage des plus démunis. C'est à cet égard que le Programme des Nations pour le Développement (PNUD) considère qu'il importe de mettre en œuvre des stratégies spécifiques de réduction de la pauvreté à fin de palier aux lacunes et insuffisances des réformes structurelles.

Depuis, le Niger à l'instar de tous les pays africain aspire au maintien d'un environnement macroéconomique stable, combinant à la faiblesse de l'inflation celles des déficits budgétaires et

de la balance des paiements, et cherchant à mettre en place une structure économique garantissant leur compétitivité à l'échelle mondiale, ce qui semble devoir passer par une modification de la structure des dépenses publiques, des investissements et de la production.

I.1.2.3.2 Les coûts socio-économiques des réformes

Les pouvoirs publics ont réagi par des mesures qui ont pénalisé les plus défavorisés. Les populations des zones rurales ont été les premières à ressentir les effets défavorables du fait du ralentissement général de l'activité économique et de la baisse de rentabilité de leurs productions, résultant notamment d'une détérioration interne des termes de l'échange mais aussi du désengagement quasi-total de l'Etat dans les secteurs sociaux même ceux considérés comme prioritaires. Au Niger, la souffrance du monde rural s'est accompagnée d'un effondrement littéral du marché urbain du travail et les citoyens de classes moyennes ont subi un recul plus marqué de leur niveau de vie. En effet, les entreprises et le marché du travail ont mis du temps à s'adapter au processus d'ajustement : le chômage et le sous-emploi se sont aggravés pendant cette période et les revenus du travail ont baissé. Plusieurs programmes de construction ou de réhabilitation de maternités, de centres de santé, d'achats de médicaments, de formation et d'éducation ont diminué de plus de 30%. Ce qui a occasionné des grèves et des soulèvements sociaux qui ont davantage sombré le pays dans une récession totale. Malgré des efforts pour adoucir l'impact social des ajustements, notamment par la mise en œuvre des projets type Dimension Sociale de l'Ajustement (DSA), et le maintien d'un flux d'assistance important dans les secteurs sociaux, la situation de la santé et de l'éducation n'a pas pu être significativement améliorée. En résumé, les réductions budgétaires et les réformes ont fait émerger une pauvreté latente au niveau de la consommation et des capacités de production des ménages et des entreprises.

I.1.2.3.3 Les résultats des réformes et des transformations structurelles

La réforme de la fonction publique est un volet important des réformes structurelles. Conformément à la volonté du gouvernement de contenir sa masse salariale ainsi que les effectifs de la fonction publique, cette réforme n'a bénéficié qu'au trésor national, qui s'est retrouvé avec des dépenses salariales et de bourses d'étudiants très réduites, résultant de la réduction des salaires et des bourses, mais aussi du gèle de l'effectif de la fonction publique à travers la cessation des recrutements et les départs volontaires avec des maigres indemnités sur des délais trop longs. C'est de la modernisation aveugle et non nécessaire à l'époque qui prend le devant avec des dépenses d'équipements très élevées qui ne bénéficient qu'aux entreprises de l'occident qui fournissent les biens d'équipement (voitures de luxe, les ordinateurs, les équipements très sophistiqués de lutte contre le terrorisme,...), bref au lieu d'une masse salariale conséquente pour un niveau de vie décent pour les populations on a préféré le confort dans l'administration.

Le secteur des entreprises publiques a connu un programme de privatisation dans un souci d'améliorer la situation financière et l'efficacité, ainsi que de l'élargissement du champ d'activités du secteur privé. Cette série de privatisation a entraîné le rattachement des entreprises concernées, et plus surprenant les entreprises les plus significatives et relativement compétitives sont cédées à des multinationales. C'est le cas de la société de textile, les télécommunications, la société des eaux et bientôt les sociétés pétrolière et d'électricité. C'est maintenant la vraie phase de paupérisation des couches les plus vulnérables du fait de l'augmentation des prix des produits les plus élémentaires (eau, électricité, etc.), pire les recettes de ces unités sont rapatriées dès lors qu'elles ne sont plus nationales ni pour des résidents. Ce qui appelle à la prudence en ce qui concerne les entreprises en voie de privatisation.

I.1.2.3.4 Le poids considérable de la dette relativement à la structure de l'économie

Depuis le début des années 80, les finances publiques du Niger connaissent des tensions permanentes de trésorerie, d'accumulation d'arriérées de paiement, et de la faiblesse de la mobilisation des ressources internes et externes. Le taux de pression fiscale reste très faible et le solde budgétaire de base constamment négatif. A cela s'ajoutent un faible recouvrement des recettes publiques au même que les dépenses publiques sont considérables et la dette publique

insupportable. Le véritable problème de la question de la dette est effectivement lié aux difficultés financières que connaît le pays. En effet, le développement de l'exploitation de l'Uranium, source d'énergie pour de nombreux pays industriels, a encouragé l'Etat dans une position d'endettement excessif pour financer d'ambitieux programmes d'investissement. Mais le retournement du marché de l'Uranium a conduit le pays dans une situation d'incapacité de faire face à ses engagements internes et externes. L'encours de la dette extérieure ainsi que le service de la dette ont enregistré des niveaux très lourds compte tenu de la situation financière que connaît le Niger. La dette continue de s'explorer et le Niger devient de plus en plus insolvable. Pour éviter le pire, l'Etat s'est engagé à partir de 1982 dans un processus de stabilisation et d'ajustement à partir de 1986 en accord avec les institutions de Bretton Woods avec comme objectif le rétablissement des équilibres macroéconomiques et financiers. Malgré les ajustements successifs et les différents allègements du service et de la dette négociés, le niveau de la dette extérieure est en perpétuelle croissance. Cette progression a été accentuée à partir de 1994 suite à la dévaluation du FCFA intervenue en Janvier de la même année. Jusqu'en 1999, les causes de l'insolvabilité de la dette peuvent être imputées à la détérioration du tissu économique, la faiblesse de la mobilisation des ressources et à la mauvaise gestion.

A la veille de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés), voulue par la communauté financière internationale, en vue de ramener la dette des pays très endettés à un niveau viable, la dette publique du Niger se chiffre à 1321,3 milliards de FCFA. Et à la suite de son admission à l'initiative PPTE, le Niger a mis en œuvre deux programmes de redressement économique et financiers appuyés par la FRPC 2000-2003 et 2005-2007 et a obtenu de la Banque Mondiale des crédits d'ajustement. Il a élaboré et mis en œuvre la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) adoptée par les conseils d'administration du FMI et de la Banque Mondiale en 2002.

En fin d'importants efforts ont été faits de la parts des bailleurs en matière d'allègement de la dette. Mais du point de vue soutenabilité, il faut signaler que le Niger est loin du compte malgré la mise en œuvre de toutes les opportunités fournies par l'initiative PPTE et les allègements de la part du Club de Paris et les créanciers multilatéraux. En effet, les ratios de soutenabilité demeurent encore préoccupants.

Tableau 5 : Ratios de soutenabilité et de durabilité de la dette extérieure

variables	Normes	1990-1999	2002	2003	2004
VAN en % du PIB	≤ 150	$256 \leq \text{VAN} \leq 322,4$	221,7	217,6	428
VAN en % des recettes	≤ 250	$392 \leq \text{VAN} \leq 569,1$	301,6	262,8	528

Source : DGEP/MEF à partir des données de la DDP/MEF

I.2 Le sort du monde rural dans cette situation de fragilité du tissu économique

La pauvreté, frappe durement au Niger, mais le monde rural est le plus étranglé par la baisse du niveau des revenus et la détérioration des conditions de vie qui en suivent. Il convient avant tout de le rappeler que l'économie nigérienne est fortement agricole. L'environnement naturel, austère, est marqué par un régime climatique caractérisé par une pluviométrie faible, variable dans l'espace et dans le temps, et des températures élevées qui ont tendance à accentuer son aridité. Le secteur agricole malgré ces contraintes naturelles contribue à plus de 40% du PIB et plus de 45% des exportations nationales, et est le premier pourvoyeur d'emploi : agriculture, élevage, exploitation forestière, pêche,... sont pratiqués par la majorité des ruraux qui représentent près de 83% de la population totale. L'économie rurale au Niger est caractérisée par une grande diversité de spéculations, correspondant aux spécialités du milieu des différentes régions. Elle repose essentiellement sur des structures de type familial et des techniques traditionnelles peu productives. La description des risques et les crises auxquelles le monde rural et son économie font face, mais aussi des conséquences désastreuses de leur pauvreté peut permettre d'aboutir à quel point ils sont abandonnés à leur sort, alors qu'ils constituent le moteur du développement économique et social du Niger.

I.2.1 Les risques et les crises dans le secteur agro-sylvo-pastoral

Au Niger, le secteur agro-sylvo-pastoral est le secteur le plus vulnérable et le plus exposé aux risques et crises de plusieurs natures du fait de la fragilité de l'économie rurale.

I.2.1.1 Les risques liés à la production et aux prix

Les risques pesant sur la production ou sur les rendements agricoles sont souvent liés à des conditions climatiques défavorables, à des maladies animales ou végétales ou à des organismes nuisibles. La production animale est généralement considérée comme étant moins vulnérable que la production végétale, étant donné que l'environnement de production est à maints égards plus facile à contrôler. Toutefois, les crises sanitaires peuvent entraîner des pertes de revenus importantes.

Au Niger, les principales espèces cultivées sont les céréales (mil, sorgho, riz, manioc, maïs,...) et des cultures de rente (niébé, arachide, sésame, oseille, souchet, coton,...). La taille moyenne des exploitations d'agriculture pluviale est de 5 hectares pour environ 6 actifs agricoles. Les pratiques culturales paysannes sont caractérisées par un faible niveau d'intensification et reste très majoritairement manuelles. Ce qui se traduit par des faibles rendements très fluctuants. La faiblesse de la fertilisation, la réduction des jachères et l'extension des terres de culture par le défrichage de terres marginales favorisent le développement de l'érosion hydrique et éolienne et ne permettent plus d'assurer la reproduction de la fertilité des sols. On estime que moins de 4% de la superficie d'agriculture pluviale reçoive de l'engrais : en l'an 2000, sur 20 000 tonnes d'engrais utilisées dans l'ensemble du pays, les cultures pluviales n'ont bénéficié que de la moitié.

La sous-exploitation des eaux (fleuve, mars, lacs,...) constituent un grand manque à gagner sur le secteur rural. Les cultures irriguées sont généralement pratiquées sur des petites superficies. Les périmètres irrigués sont conçus pour les parcelles de 0,25 à 0,50 hectares par famille. L'exiguïté des parcelles rend l'exploitation non viable et non rentable au plan économique lors des divisions de successions. Et en fin les dysfonctionnements dans la gestion collective de l'eau et difficultés d'entretiens des ouvrages hypothèquent la pérennité de ces systèmes. Le Niger dispose des ressources halieutiques appréciables dans de nombreux plans d'eau du pays estimées à 40 000 hectares. Le potentiel halieutique dépend en grande partie des conditions hydrologiques (crues et inondations,...) et de l'équilibre des écosystèmes. La faible prise en compte des

investissements dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture contribue à la précarité du secteur, mais aussi des conditions de vie des communautés vivant de ces activités.

L'élevage et la production forestière, malgré leur place stratégique dans l'économie, rencontre énormément de problèmes de structuration mais aussi de manque d'investissements sérieux permettant de les rendre plus compétitifs. En effet, l'élevage, le plus courant en milieu rural est de type extensif à semi-extensif. L'effectif du cheptel national est estimé à 7 millions d'UBT en 2002, et est composé de bovins, ovins, caprins, camelins, équins et asins. Mais, malheureusement ce secteur connaît une négligence contestable qui l'expose à une banalisation des activités relatives. Ce qui rend le secteur peu productif et non rentable, d'où la précarité des revenus des acteurs. Toutefois, il est à préciser que ce secteur ne connaît pratiquement pas de développement : d'une part l'alimentation du cheptel provient essentiellement de l'exploitation des parcours naturels et reste tributaire de la pluviométrie, d'autre part on note l'inexistence des grands fermiers pouvant rendre le secteur compétitif. Il est alors condamné à une exploitation traditionnelle.

Les activités rurales non agricoles constituent des sources significatives de revenu, car il contribue pour 4% au PIB. Il s'agit notamment de l'artisanat, de la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux, de la fabrication du matériel agricole et ménager, de la construction, du petit commerce,... Ces activités qui doivent constituer une dimension importante des stratégies de diversification des revenus, constituant des « filets de sécurité », face à la variabilité de la production agro-sylvo-pastoral, sont malheureusement non structurées et ne reçoivent pas assez de soutiens financiers.

Les risques pesant sur les prix sont ceux d'une chute des prix à la production et/ou d'une augmentation des prix des moyens de production à la suite d'une décision en matière de production. Dans le secteur agricole, l'inélasticité de la demande contribue à la volatilité accrue des prix des produits agricoles. L'argument de la volatilité des prix a souvent été avancé pour justifier des mesures de stabilisation des revenus dans le cadre des politiques agricoles.

Les marchés revêtent une importance capitale pour la sécurité alimentaire au Niger. La majorité de la population devait, en avril et mai de chaque année, acheter sur le marché du mil (principal produit consommé en milieu rural) destiné à leur consommation personnelle. Vu que les prix des céréales flambent chaque fois à partir des périodes des récoltes, les populations sont obligées de dépenser nettement plus pour satisfaire leurs besoins en céréales, se traduisant dans un risque élevé d'insécurité alimentaire pour les couches vulnérables de la population. C'est dans ce cadre

que le PAM a lancé en 2005 une analyse approfondie des marchés céréaliers au Niger. Il relève de cette étude que les prix mensuels du mil, principal aliment de la population, du sorgho et du maïs pendant la campagne agricole 2004–2005 sont nettement plus élevés que la moyenne des cinq campagnes précédentes et dépassent même les prix records enregistrés lors de la dernière mauvaise récolte, en 2000–2001. Selon les données de juin 2005, le prix de la « tasse » du mil sur les marchés nationaux est de 236 FCFA, soit 74 FCFA plus élevé que la moyenne sur cinq ans (45 pour cent). Ce qui explique nettement que les marchés ruraux constituent un goulot d'étranglement pour les plus vulnérables. Ce qui implique une implication directe de l'Etat dans la prévention et la sécurisation des populations en cas de catastrophes. La position du petit producteur et du consommateur en milieu rural sur les marchés n'est pas idéale en raison: i) d'un manque d'influence sur le prix ; ii) des coûts de transaction/commercialisation élevés ; iii) de l'absence ou très faible offre des produits agricoles, par un nombre limité des commerçants, aux marchés éloignés, pendant certaines périodes de l'année ; iv) des besoins d'achat des céréales élevées pendant les années caractérisées par des prix élevés et des basses besoins pendant les années caractérisées par des bas prix ; v) d'une absence d'une forte capacité visant l'atténuation des chocs de prix et de production ; et vi) d'une recherche de sécurité alimentaire et non pas d'une maximisation des revenus. En somme, le problème des prix résulte du faible niveau de la production agricole, la diminution des importations et l'augmentation de la demande exprimée sur les marchés, ce qui conduit aux tensions accrues sur les marchés résultant à une flambée des prix. (Cf. le 'Profil des marchés céréaliers, PAM 2005 pour les détails).

Tous ces éléments de risque peuvent avoir et ont des répercussions sur les revenus, variable fondamentale de la politique agricole. Toutefois, les différentes facettes des risques peuvent également être liées entre elles de telle manière que le risque qui pèse sur le revenu est réduit. Par exemple, de faibles rendements peuvent être liés à des prix élevés et inversement, bien que la libéralisation des échanges en réduisent la probabilité.

1.2.1.2 Les crises dans le secteur rural

Si le risque peut avoir un résultat soit positif, soit négatif, une **crise** est toujours supposée avoir d'importantes conséquences négatives. Dans le présent travail, par «crise», on entend une situation imprévue qui met en péril la viabilité des exploitations agricoles, à l'échelle locale, dans tout un secteur de production ou à une échelle géographique plus grande. Dans le secteur agricole, une crise peut être imputable aux facteurs suivants:

. **Catastrophes naturelles:** sécheresse, famine, inondations, pluies torrentielles, tempêtes, tremblements de terre, etc. Dans le cas précis du Niger, les paysans sont le plus souvent confrontés à des crises d'ordre alimentaire causées par les sécheresses. Plus grave, au Niger ces phénomènes sont chroniques et dévastateurs. Ce qui oblige une réflexion approfondie sur la situation. On ne peut pas comprendre, dans un pays où plus de 80% de la population vit des activités impérativement liées aux conditions climatiques et que jusqu'à présent malgré les expériences de crises vécues et les possibilités d'orientation de nature à réduire la dépendance totale de ces activités aux aléas climatiques, rien n'est pratiquement fait. Rien qu'en 2005 plus de 60% de la population rurale était sans nourriture. Pire encore malgré l'intervention massive de la communauté internationale l'année 2006 risque d'être la plus difficile pour les paysans et les éleveurs nigériens, car les caprices pluviométriques continuent.

. **Maladies et organismes nuisibles** pour la santé des animaux ou des végétaux ou **contamination** de la chaîne alimentaire (par exemple, les criquets pèlerins, la grippe aviaire,); ces risques sont aggravés par l'augmentation du nombre de mouvements d'animaux, et l'accroissement du volume des échanges de marchandises. Les crises de ce type peuvent gravement perturber les marchés agricoles; en particulier les éleveurs et agriculteurs risquent de connaître de graves difficultés économiques;

. **Facteurs économiques (conjoncturels)** ayant des effets à court terme, mais importants, sur les revenus agricoles; une perturbation imprévisible de l'**accès au marché** due, par exemple, à la fermeture inattendue d'importants marchés d'exportation. Par exemple au Niger les producteurs d'arachide l'ont vécu avec la fermeture de la SONARA dans les années 80 et tout récemment avec la crise ivoirienne de 2002, le marché de l'oignon.

Contrairement aux **problèmes structurels** de plus longue durée et souvent prévisibles, une crise est caractérisée par un choc soudain ayant des conséquences négatives très importantes. Toutefois, une crise de courte durée peut entraîner des problèmes structurels à long terme. On voit alors la nécessité pour le Gouvernement de mettre en place un système accordant des aides particulières à la restructuration dans le cadre de certaines organisations communes de marché et fournit un soutien général à l'amélioration des structures de production dans le cadre des mesures de développement rural.

I.2.2 La vulnérabilité de la population rurale à la pauvreté

La vulnérabilité est une situation dans laquelle un individu ou un groupe d'individus sont considérés comme incapables de ne pas tomber dans une situation de calamité faute de moyens qui peuvent être d'ordre économique ou social. Cette incapacité résulte d'une insuffisance, d'inaccessibilité, de la disponibilité, ou carrément des inégalités existantes en ce qui concerne les services sociaux de base, les dotations en facteurs de production. Ces questions sont bien entendu liées à l'élaboration des politiques dans ces secteurs qui influencent grandement la qualité et l'efficacité de ces accès.

I.2.2.1 L'accès difficile aux services sociaux de base

L'accessibilité et la disponibilité des secteurs sociaux essentiels influencent directement l'accès des ruraux aux ressources dont principalement les ressources humaines et sociales. Qu'il s'agisse des soins de santé primaire, de l'éducation de base ou de l'accès à l'eau potable, la mauvaise qualité de ces politiques ou leur inadaptation aux besoins des ruraux peuvent nuire gravement aux ressources dont ils disposent et affecter leurs conditions de vie.

Au Niger, l'accessibilité est très mal répartie. Souvent les communautés rurales ont peu d'accès ou pas d'accès du tout, aux services sociaux de base. Contrairement aux couches urbaines. Ainsi, par exemple, selon les résultats de l'enquête QUIBB 2005, le taux net de scolarisation au primaire est de 64,2% en milieu urbain et 36,8% en milieu rural et, le taux net de scolarisation globale est très faible en milieu rural (13,7%) contre 46,7% en milieu urbain. Le taux d'alphabétisation selon le sexe présente une grande disparité. En effet, le taux d'alphabétisation pour le sexe masculin est de 42,9% alors qu'il est de 15,1% chez les femmes, il est de 23,4% en milieu rural et 52% en milieu urbain.

Un accent particulier devra être mis sur l'alphabétisation des adultes surtout en milieu rural compte tenu de la prise en compte de cet indicateur dans le calcul de l'Indice de Développement Humain (IDH). Au Niger, en milieu rural seul 33,8% de la population a accès aux services de transport public, contre 76,4% en milieu urbain.

En ce qui concerne les services de santé, seul 14% de la population rurale a accès facile mettant moins de 30 minutes pour se rendre à l'hôpital le plus proche contre 74,6% en milieu urbain. On voit à travers les chiffres que beaucoup reste à faire dans la satisfaction des populations en

services sociaux de base en milieu rural, cette situation peut entraver d'avantage à l'amélioration des conditions de vie des ménages et peut être une source importante de leur pauvreté.

I.2.2.2 Les inégalités dans l'accès aux opportunités économiques

L'identification des causes liées aux ressources économiques et à la dotation en capital permet d'approfondir cette problématique fondamentale. Une analyse en termes d'accessibilité et de disponibilité des opportunités économiques est nécessaire dans le cadre de la recherche de la vulnérabilité des ruraux à la pauvreté. Une attention particulière doit être portée sur la situation suivante : Le taux faible d'accès au micro-crédit, l'opportunité d'accès facile au marché, l'analyse des déséquilibres des prix proposés pour les biens et services produits par les ruraux et leur faible opportunité d'accès à l'emploi.

Si la terre est un facteur essentiel de la pauvreté rurale, il en va de même de l'habitat rural. C'est souvent à partir d'un logement qu'il est possible d'établir des activités génératrices de revenus et de développer un emploi. Dans ce cadre, les droits relatifs au logement, les types de logement devront faire l'objet d'une attention particulière en milieu rural.

Du point de vue des infrastructures, on constate un manque certain d'opportunités d'accès pour les groupes et les régions ruraux; difficulté liée à la fois à l'enclavement et à la distance et aussi à la faible disponibilité de ces infrastructures. En milieu rural, au Niger, les réseaux d'adduction d'eau potable, les routes, l'électricité... constituent une énorme préoccupation.

I.2.2.3 Le cercle vicieux de la pauvreté en milieu rural

Le cercle vicieux de la pauvreté à ce niveau se caractérise par le fait qu'en milieu rural, la pauvreté est chronique et depuis très longtemps. Ce qui explique le fait qu'il existe dans ce milieu un mécanisme de transmission de la pauvreté de génération en génération. Il est alors clair qu'un enfant issu d'une famille pauvre est très exposé au risque de devenir pauvre, dès lors que l'accès à beaucoup de facteurs et d'opportunités (l'éducation, la santé, même la nourriture,...) lui permettant de s'épanouir peut être difficile. C'est ce qu'on a appelé la culture de pauvreté. Ce concept a soulevé de nombreuses polémiques puisque l'on suppose que le pauvre hérite de sa pauvreté et la transmet à ses propres enfants. Il y aurait un cercle vicieux dont on ne pourrait sortir, ce qui a heurté nombre de chercheurs et praticiens en sciences sociales. La culture de pauvreté transcenderait les frontières pour caractériser la nature profonde d'un système économique qui ne prévoit rien pour les perdants dans la compétition.

Chapitre II : Cadre théorique et revue de la littérature

Dans les pays en développement, particulièrement en Afrique Subsaharienne, le taux de pauvreté est très élevé. Ce qui freine tout processus de croissance voire de développement dans ces pays. Mais le problème fondamental dans cette situation est la définition même de la pauvreté. C'est pourquoi, (Ravallion 1996), recommandait que : « l'économiste qui procède à des recherches appliquées doit cependant répondre à certaines questions fondamentales avant d'analyser l'ampleur de la pauvreté, notamment: comment évalue-t-on le «bien-être économique»? A quel niveau considère-t-on qu'une personne ne soit pas pauvre? De quelle manière peut-on synthétiser ces informations en un indicateur de pauvreté? Les deux premières questions sont parfois qualifiées de «problème d'identification» (quels sont les personnes qui sont pauvres, et dans quelle mesure?) et la troisième de «problème d'agrégation» (quelle est l'étendue de la pauvreté?) ».

Il existe une abondante revue de littérature abordant ces thèmes pouvant nous donner certaines précisions sur le phénomène de pauvreté du point de vue théorique et empirique.

II.1 Les théories de la pauvreté et les observations empiriques

Malgré la prolifération des écrits, la pauvreté est un concept qui reste globalement vague et peu précis. Pour essayer de le cerner, sur les deux plans théorique et pratique, un certain degré de subjectivité, des hypothèses simplificatrices et des approximations est inévitable. Nous présentons dans ce travail une synthèse critique de certains des problèmes conceptuels et statistiques que pose l'approche de ce concept.

II.1.1 Les analyses traditionnelles de la pauvreté

Les analyses traditionnelles de la pauvreté se basent sur des concepts de mesure et des approches du minimum vital.

II.1.1.1 minimum physiologique et minimum social

C'est de cette notion élémentaire de minimum physiologique que sont partis les premiers chercheurs pour définir la pauvreté. On retenait ainsi comme critère de pauvreté le revenu monétaire correspondant à la satisfaction des besoins vitaux indispensables à la survie (essentiellement la nourriture). Cette conception de la pauvreté absolue est tant néammoins trop étroite, le concept de minimum physiologique au sens strict s'est peu à peu élargi pour inclure d'autres éléments que la seule nourriture : logement, habillement....ce qui posait de nouveaux problèmes, à savoir comment satisfaire tout ce cocktail de besoins.

En effet, le minimum physiologique avait eu la faveur des premiers auteurs au début du XXIème siècle (Booth ; Rowntree...voir Gouguet1978) pour qui, on peut définir scientifiquement la pauvreté sur les bases de la science nutritionnelle. Or, la pauvreté contemporaine ne pouvant plus se limiter aux besoins vitaux, elle doit se définir par rapport aux normes couramment admises dans une société donnée à un moment donné. C'est ainsi que les chercheurs ont tenté de définir la notion de **minimum social** par opposition à la notion de **minimum physiologique** : quantité minimale de biens et services considérée comme normale par la société et dont devrait disposer n'importe lequel de ses membres, ce qui renvoie à la notion de Seuil de Pauvreté Non Alimentaire (SPNA). La difficulté est toujours de déterminer ensuite le revenu correspondant nécessaire pour couvrir ces besoins, c'est-à-dire la définition d'un seuil de pauvreté. Ce qui explique la très grande diversité des montants proposés traduisant une ambiguïté :

- Dans la conception des besoins minima qui varient selon les instances qui calculent ces seuils,
- Dans le fait de savoir si les individus disposant d'un tel montant d'argent peuvent effectivement satisfaire les besoins précédents. On peut s'interroger ainsi sur le seuil des 1\$ ou 2\$ par jour utilisé par la Banque Mondiale ou le PNUD. Si cela donne une image de la répartition géographique de la pauvreté la plus extrême et de son ampleur globale, un tel seuil n'est guère opérationnel.

II.1.1.2 Seuils fixes ou Seuils mobiles

Les seuils fixes de pauvreté présentent l'énorme inconvénient de ne pas refléter le caractère essentiel de relativité de la pauvreté. Voilà pourquoi des propositions ont été faites pour définir la pauvreté selon une base relative et non plus absolue. On prend par exemple (Union Européenne) un pourcentage (40% ou 50%) du revenu moyen disponible dans un Etat comme critère du montant dont devrait disposer tout individu pour s'intégrer normalement dans la société. On voit donc ici commencer à se dessiner tous les débats qui auront lieu sur les inégalités de revenus. Le problème est de déterminer la dose d'inégalité qu'une société est prête à tolérer en son sein : quel écart est considéré comme acceptable entre les pauvres (ceux au bas de l'échelle des revenus) et les autres groupes sociaux, ou, à l'inverse, quel écart maximum entre les plus pauvres et les plus riches est tolérable pour correspondre à une certaine idée de la justice sociale. Il faut bien reconnaître à l'heure actuelle que l'ampleur des inégalités de richesse à l'intérieur des pays du Sud ou entre le Nord et le Sud est indécente (PNUD. 1998). Ce rapport note par exemple que les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays en développement les plus pauvres de la planète ! Là encore, des indicateurs plus ou moins sophistiqués et composites sont utilisés pour dresser un état des lieux de la pauvreté planétaire. Pour Jean-Jacques Gouguet: «Faire comprendre que ces inégalités sont structurelles. Néanmoins, pour comprendre l'origine même de la pauvreté et agir efficacement, d'autres indicateurs sont nécessaires. En effet, étudier la pauvreté selon la seule référence monétaire revient à se priver de l'explication de l'origine de ces flux qui est déterminante dans l'élaboration d'une politique de lutte efficace. C'est dans cette optique que depuis une trentaine d'années, un discours sur la réalisation de l'égalité des chances s'est progressivement imposé, y compris au niveau des organisations internationales ».

II.1.1.3 Risque de pauvreté et poche de pauvreté

La pauvreté doit être donc analysée selon les capacités des individus, comme la suggère Sen (1973). Il s'agit de déterminer le stock de capital humain (éducation, santé, qualification...) dont tout individu a besoin pour s'intégrer dans la société. Pour respecter la justice sociale, il suffirait ensuite d'améliorer la dotation en capital humain des plus démunis. C'est le sens profond du deuxième principe de la justice de J.Rawls (1971) : une société est juste si elle permet l'amélioration des aspirations de ceux qui sont au bas de l'échelle sociale. Lutter contre la pauvreté revient ainsi à promouvoir une politique d'égalité des chances, ce qui implique la connaissance de la relation entre capital humain et pauvreté : la pauvreté d'être ou de devenir pauvre dépend du fait de posséder ou non certaines caractéristiques socio-démographiques : sexe, âge, localisation géographique, éducation....La corrélation établie entre ces caractéristiques et la pauvreté donne une mesure du risque de pauvreté et permet d'établir des profils de pauvres. Ce genre de calcul peut être intéressant comme première approche mais la première critique qui peut être adressée à ce critère concerne le fait que les variables retenues (santé, éducation..) avaient une dimension individuelle. Cela présente l'avantage de personnaliser la pauvreté, de descendre au niveau microéconomique mais, à l'inverse, cela a l'inconvénient de masquer l'aspect macroéconomique de la pauvreté (Gouquet 1998). Si le risque de pauvreté évite de considérer le pauvre comme véritablement responsable de sa situation, on en reste quand-même aux causes individuelles de pauvreté, les facteurs extérieurs à l'individu sont négligés. Il est donc nécessaire de remonter aux causes macroéconomiques de la pauvreté : un individu peut être au chômage et cela va entraîner pour lui un risque de pauvreté mais le vrai problème est de savoir pourquoi il est au chômage, et de même qu'il existe un chômage involontaire, il y a aussi une pauvreté involontaire. Une telle analyse macroéconomique se fera à travers l'étude des poches de pauvreté.

II.1.1.4 Poches de pauvreté:

Ce concept est né du constat que le risque de pauvreté varie dans l'espace : les individus qui naissent et vivent dans certaines zones ont un risque élevé de devenir pauvres. D'une certaine façon, leur pauvreté devient involontaire. A partir de cette constatation, on a pu définir les poches de pauvreté : ce sont les zones où le niveau de vie est particulièrement bas, où les possibilités d'emploi sont limitées, l'éducation précaire, les logements insalubres...C'est un véritable risque de pauvreté au niveau régional ou local. Néanmoins, ce n'est pas la localisation géographique en soi de la pauvreté qui est importante. Il s'agit en fait d'analyser la relation entre certaines caractéristiques concentrées géographiquement (emploi, santé, éducation, activité, logement...) et les caractéristiques personnelles correspondantes. Bien sûr il faut dépasser ce seul constat de la concentration géographique des pauvres en analysant la structure économique de ces zones ainsi repérées. En caractérisant les principales insuffisances en services de base (santé, éducation, logement, emploi...), le concept de poche de pauvreté acquiert une certaine opérationnalité. Néanmoins, une question importante se pose : l'efficacité du concept dépendra de la capacité à analyser la relation qui existe entre chaque élément de la structure économique de la zone et la pauvreté des individus qui y résident. Il faut connaître les relations particulières emploi - pauvreté, éducation -pauvreté...c'est-à-dire connaître les différents risques de pauvreté et leur cumul.

De plus, va se poser le problème de la hiérarchisation des objectifs. A l'intérieur d'une poche de pauvreté, quel facteur vaut-il mieux privilégier :

- Une politique de création d'emploi peut s'avérer inefficace si les individus ne sont pas formés,
- Une politique d'éducation et de formation peut échouer si les débouchés n'existent pas. Une telle analyse pose en fait la nécessité d'une approche globale, intégrée et dynamique de la pauvreté qui remet en cause les politiques sociales traditionnelles.

II.1.1.5 Le débat autour de la culture de pauvreté:

Le risque de pauvreté ne faisait que constater froidement une certaine probabilité de devenir pauvre à un moment donné. Or, on peut penser à priori que ce risque est d'autant plus fort que l'on naît dans un milieu pauvre et qu'il y a transmission de la pauvreté de génération en génération. C'est ce qu'on a appelé la culture de pauvreté. Ce concept a soulevé de nombreuses polémiques puisque l'on suppose que le pauvre hérite de sa pauvreté et la transmet à ses propres enfants. Il y aurait un cercle vicieux dont on ne pourrait sortir, ce qui a heurté nombre de chercheurs et praticiens en sciences sociales. C'est certainement O. Lewis qui doit être considéré comme l'inventeur du concept dans son ouvrage: « réaction et adaptation des pauvres à leur situation marginale ». S. Latouche dirait plus simplement que la culture est une réponse que les groupes humains apportent au problème de leur existence sociale. Mais le point intéressant chez Lewis est la tentative de généralisation qu'il a essayé de faire en comparant les pauvres de pays différents pour aboutir à la conclusion qu'ils se comportaient de la même façon, que l'on soit dans un bidonville de Niamey ou un ghetto de New York. La culture de pauvreté transcenderait les frontières pour caractériser la nature profonde d'un système économique qui ne prévoit rien pour les perdants dans la compétition. De façon générale cette théorie a été fortement contestée sur la base de deux éléments :

Son degré d'intériorisation par les individus et le fait de savoir si l'on acquiert cette culture par héritage ou par basculement.

• Degré d'intériorisation

Il s'agit de savoir avec quelle intensité certaines normes de conduite persisteraient si certaines opportunités économiques se présentaient. L'approche de l'exclusion par la culture de pauvreté revient à essayer de découvrir :

- La rapidité avec laquelle les pauvres vont changer leur conduite si on leur offre de nouvelles opportunités économiques,

- Le type d'opportunités qu'il faudrait éventuellement proposer pour que les pauvres, compte tenu de leur culture, puissent en profiter. Dans le premier cas, on suppose que le degré d'intériorisation de la culture de pauvreté n'est pas trop élevé et qu'il existe des possibilités réelles d'insertion sociale. Dans le second cas, on suppose que les valeurs des plus pauvres ne sont pas modifiables à court terme. Il serait donc plus facile d'adapter des opportunités économiques à

cette culture, ce qui n'est pas véritablement envisageable dans une société productiviste où chaque facteur de production doit être rentable.

- **Héritage ou basculement**

Il n'est pas simple de répondre à une telle question : pourquoi des individus se sortent-ils de la pauvreté alors que d'autres n'y arrivent pas ? Voilà pourquoi la culture de pauvreté a soulevé de vives controverses dans la mesure où la thèse de la transmission inter-générationnelle de la pauvreté condamnait le pauvre à être exclu à tout jamais de la société. A l'inverse, les études en Europe sur les « nouveaux pauvres » soutenaient la thèse du basculement : des individus bien intégrés dans la société basculaient dans la pauvreté à la suite d'un événement personnel malheureux (perte d'emploi, divorce...). Il est difficile de trancher entre les deux thèses mais nous mentionnerons seulement les conclusions du rapport Wresinski qui rappelait que la pauvreté ne frappait pas au hasard dès lors que, quand on remonte dans la lignée familiale des plus pauvres, on arrive à trouver des éléments de fragilisation sociale qui permettent de douter de la thèse du basculement. Cela ne veut pas dire que cette explication est dénuée de tout sens mais que, en règle générale, les éléments constitutifs de l'histoire des individus sont déterminants pour comprendre leur trajectoire sociale.

II.1.2 La conception actuelle de la pauvreté

Le problème de la définition du concept de pauvreté est jusqu'à présent complexe du fait de son caractère multidimensionnel et complexe. A cet effet, les institutions internationales et des éminents chercheurs tentent de définir la notion de pauvreté afin de retenir les dimensions mesurables ou saisissables pour des raisons pratiques.

II.1.2.1 Les caractères multidimensionnel et complexe de la pauvreté

La caractéristique première du concept de pauvreté concerne sa **dimension intrinsèquement comparative**, notamment dans ses aspects d'identification, de mesure et de perception. Une première approche implicite de la pauvreté se développe au sein des organisations internationales par le biais de l'identification de critères relatifs à la croissance, à la richesse ou encore au développement des différents pays du monde. Deux des principaux indicateurs de développement des pays, le Produit Intérieur Brut (PIB) par tête et l'Indice de Développement Humain du PNUD ont de valeur en soi. Ils valent surtout de leur fonctionnalité comparative, à l'échelle mondiale ou régionale. Même s'il ne s'agit pas de leur objectif premier, l'établissement de ces indicateurs induit un classement implicite des pays, repartis entre des pays dits « pauvres », d'autres « moins pauvres » et, enfin, d'autres encore, considérés comme « riches ». Il en va ainsi de l'établissement de la catégorie des « Pays les Moins Avancés » (PMA) qui n'existent tout simplement, que parce que d'autres pays sont considérés comme plus avancés.

Le classement mondial des pays en fonction de leur Indice de Développement Humain par le PNUD aboutit au même résultat : cet exercice consiste à l'établissement d'une hiérarchie en terme de développement, aboutissant à qualifier les pays de pauvres ou de prospères.

Au-delà de ces comparaisons mondiales, la compréhension du phénomène de la pauvreté s'appréhende aussi au sein de chaque pays en particulier. Il s'agit d'identifier et d'appréhender le concept et le phénomène de la pauvreté selon une seconde approche, où les indices, comparateurs et autres mesures s'établissent au regard de comparaisons internes, de construction d'indices spécifiques et dans l'élaboration d'une définition de la pauvreté spécifique au pays considéré. En effet, ce raffinement est nécessaire au niveau national aussi bien pour la précision de l'analyse que l'élaboration des stratégies.

C'est ainsi que tous les seuils et profils de pauvreté réalisés au Niger revêtent des dimensions à la fois comparatives et spécifiques. Les dimensions comparatives concernent essentiellement les aspects géographiques (urbain/rural ; national/région), la question du genre et les générations ainsi que la dimension socio-professionnelle. Au niveau spécifique, tout profil de pauvreté insiste sur les caractères propres et spécifiques de la pauvreté rurale à la pauvreté urbaine ou encore sur les aspects féminins de la pauvreté. On va encore voire au-delà de cette dimension comparative, une deuxième caractéristique essentielle du concept, à savoir :

La pauvreté multidimensionnelle. A ce niveau, la volonté d'identifier les populations touchées par la pauvreté et de mesurer celle-ci occulte le fait que la pauvreté est un phénomène trop complexe pour être ramené à une dimension unique, notamment monétariste, de l'existence humaine. Comme le Niger, la plupart des pays africains ont pris l'habitude de définir des seuils de pauvreté en se fondant sur les niveaux de revenu ou de consommation. Bien que cette approche mette en valeur une dimension importante de la pauvreté, elle donne une vision incomplète des phénomènes susceptibles de caractériser la pauvreté. Telle personne peut jouir d'une bonne santé et vivre relativement longtemps, mais être analphabète et ainsi privée d'accès à la connaissance, de contacts et de rapports humains. Telle autre peut savoir lire et écrire, avoir reçu une bonne éducation, mais être vouée à décéder prématurément pour raison de santé. Telle autre personne encore, peut se trouver privée d'un précieux pouvoir décisionnel dans des événements affectant son existence. Dans chacun de ces trois cas, le niveau de revenu seul ne saurait donner une image juste de la misère humaine.

D'autre part, la perception de la misère varie d'un individu à l'autre, chaque personne et chaque communauté se réfère en effet à la détresse et aux handicaps qui affectent sa propre existence. En effet, la pauvreté des existences et le déficit d'opportunités ou pauvreté humaine sont de caractères pluridimensionnels et leur contenu est varié plutôt qu'uniforme.

Au-delà de ses caractéristiques sociales, économiques ou géographiques, l'approche de la pauvreté dépend aussi du point de vue adopté pour appréhender le phénomène. Que l'on se place dans une optique utilitariste ou non, que l'on définisse la pauvreté en fonction du revenu, de la consommation des ménages, des besoins essentiels ou du point de vue des capacités, et l'on obtient des définitions fort différentes.

Ces aspects multiples de la définition de la pauvreté tiennent sans aucun doute à la jeunesse du concept et des préoccupations y relatives. Le processus de conceptualisation de la problématique est encore en marche et aboutit donc à des contradictions et des tiraillements relatifs à la définition qui ne fait pas encore de consensus. En fait, la définition de la pauvreté relevant prioritairement d'objectifs opérationnels, il est important de la saisir en relation avec l'étude et l'analyse de ses caractéristiques et de ces déterminants spécifiques à chaque continent, pays ou région concernés.

II.1.2.2 Les définitions de la pauvreté multidimensionnelle et complexe

Les différents concepts et notions décrits ci-dessus ne sont pas exclusifs. En effet, c'est souvent suite à une combinaison de différents points de vue, à l'articulation de plusieurs définitions qu'il a été possible de réaliser des profils de pauvreté par pays et que le PNUD a pu élaborer le concept de pauvreté humaine.

II.1.2.2.1 Bien être et pauvreté

Concernant le bien être, on retient deux approches émergentes, à savoir :

-**Les utilitaristes** qui définissent le bien être comme le niveau de la satisfaction atteint par un individu. Ce niveau est fonction des biens et services qu'il consomme. Ce courant attache donc une grande importance aux perceptions de la personne quant à ce qui lui apporte de l'utilité, c'est-à-dire du bien être. En termes de mesure de niveau de bien être, il s'agit de se servir d'indicateurs plus neutres, c'est-à-dire qui ne privilégient pas un type de bien sur un autre, l'important étant que la personne en retire de l'utilité, voire de la satisfaction.

-**A l'opposée, les non utilitaristes** définissent le bien être de manière plus indépendante des perceptions individuelles en se basant sur ce qu'ils estiment être souhaitable pour l'individu du point de vue social. En termes de mesure, ils vont se servir alors d'indicateurs sélectifs portant sur des biens et services jugés socialement utiles.

Les analyses de pauvreté au Niger se sont tout autant inspirées des courants utilitaristes que non utilitaristes. Ainsi, par exemple, la réalisation d'enquêtes participatives relatives aux dimensions de la pauvreté fait partie du courant utilitariste alors que les études qui mettent l'accent sur les aspects nutritionnels de la pauvreté et du bien être se fonde sur une approche essentiellement non utilitariste. L'une et l'autre approche apportent un éclairage important et complémentaire sur la problématique de la pauvreté et ne s'excluent donc pas. De ce fait, il n'est pas opérationnel d'appréhender la pauvreté en fonction de cette opposition. Il est préférable de la cerner en fonction des grandes thématiques qui ont été retenues au fil de l'évolution de la réflexion et de la pratique.

II.1.2.2.2 Les niveaux de revenu et de consommation : la pauvreté monétaire

La première approche conceptuelle de la pauvreté s'est surtout basée sur le concept de pauvreté monétaire, que celle-ci soit mesurée à partir des revenus ou de la consommation des ménages. Dans le cadre de cette définition, une personne est pauvre dès qu'elle ne dispose pas d'un revenu suffisant pour satisfaire à un certain niveau de bien être. Ainsi, du point de vue des revenus ou de la consommation des ménages, une personne est donc considérée comme pauvre si son niveau de revenu ou de consommation est inférieur à un seuil de pauvreté prédéfini. A la base, cette conception monétariste, conforme au paradigme de développement de la Banque Mondiale relève de l'école utilitariste. En effet, on considère le revenu ou la consommation des ménages sans se préoccuper de l'usage qui en est fait. Néanmoins, dès lors que le seuil de pauvreté est fixé de manière arbitraire, et que l'alimentation est considérée comme déterminant prioritaire, la fixation d'un seuil de pauvreté qu'elle soit liée à la consommation ou aux revenus, se rattache au courant non-utilitariste.

II.1.2.2.3 Pauvreté et besoins essentiels

Ici, il s'agit de préciser un certains nombre de besoins de base à satisfaire absolument pour ne pas être pauvre : se nourrir, se vêtir, se loger, etc. Ces besoins sont considérés comme identiques où que l'on se trouve, même si la manière de les satisfaire varie d'un milieu à un autre, selon le climat, la culture ou la situation socio-économique. Cette définition proposée par l'UNICEF estime que la pauvreté est le fait d'être privé des moyens permettant de satisfaire le minimum vital. Ce concept a servi de modèle de base dans le cadre du sommet social de Copenhague et la mise en œuvre de l'Initiative 20/20. C'est à partir de cette définition que des seuils de pauvreté intègrent l'approche des besoins essentiels.

En se référant d'une part à la pauvreté monétaire et d'autre part à la satisfaction des besoins essentiels, on assiste à un premier élargissement du concept de pauvreté, qui inclut à la fois les éléments monétaires et non monétaires et s'intéresse à l'alimentation, les services sociaux de base mais des droits humains.

II.1.2.2.4 La pauvreté humaine selon le PNUD

Au-delà de cette esquisse des différentes approches de la pauvreté, les travaux du Sommet Social de Copenhague ont tenté de clarifier et d'unifier le concept de pauvreté. Il est retenu que la pauvreté est multidimensionnelle. *« La pauvreté se manifeste sous divers formes : absence de revenu et de ressources productives suffisantes pour assurer des moyens d'existence viables, faim et malnutrition ; mauvaise santé ; morbidité et mortalité accrues du fait des maladies ; absence ou insuffisance de logements ; environnement insalubre ; discrimination sociale et exclusion. Une autre caractéristique est que les pauvres ne participent pas à la prise de décision dans la vie civile, sociale et culturelle ».*

La notion de pauvreté humaine élaborée par le PNUD s'appuie donc sur les acquis des définitions antérieures, en reprend les éléments fondamentaux et enrichit ce processus en basant plus particulièrement son analyse sur la privation des capacités.

En règle générale, pour la plus part des pays africains, la pauvreté est généralement abordée en fonction des trois grandes préoccupations du PNUD :

- pauvreté monétaire et croissance économique ;
- satisfaction des besoins essentiels et ;
- participation aux prises des décisions.

Il serait alors, nécessaire d'harmoniser les points de vue des pays et de tenter de livrer une définition homogène, claire et opérationnelle qui prendrait bien évidemment ces trois aspects essentiels du concept de pauvreté humaine.

II.1.3 Les observations empiriques

Depuis juillet 1987, 30 pays ont officiellement demandé à participer au projet Dimension Sociale de l'Ajustement Structurel (DSA), qui vise un triple objectif :

- Créer et tenir à jour des bases de données sur les dimensions sociales de l'ajustement structurel ;
- Réaliser des études à caractère opérationnel sur les dimensions sociales de l'ajustement structurel ;
- Elaborer et suivre dans leur évolution des politiques sociales ainsi que des programmes et projets de lutte contre la pauvreté dans le cadre des futures opérations d'ajustement structurel.

En Afrique Subsaharienne, la pauvreté reste un phénomène massif touchant près de 250 millions de personnes avec une tendance à l'aggravation (Kankwenda et al. 1999). Cette situation est sans doute plus alarmante dans les pays du Sahel caractérisés par une situation écologique fragile qui, dans un contexte de forte croissance démographique, engendre une menace latente de rupture des équilibres naturels (Naudet, 1998). Ainsi la pauvreté, de par son ampleur, sa progression relative et ses conséquences désastreuses apparaît comme un phénomène rural, multiforme et complexe.

II.1.3.1 La pauvreté, un phénomène rural

Appréhendée à partir de la qualité du cadre de vie, la pauvreté apparaît comme un phénomène purement rural dans les pays du Sahel affectant plus de 80% de ménages. Les ménages burkinabés (83%) et nigériens (81%) semblent être davantage touchés par le phénomène comparativement aux ménages maliens (80%) et sénégalais (77%), (FALL et SYLLA 2000). Dans le Sahel, les ménages ruraux sont dans leur quasi-totalité touchés par la pauvreté comme le montre les résultats ci-dessus.

Cette situation reflète outre le faible niveau de développement des pays sahéliens, l'existence d'inégalités socio-économiques selon le milieu de résidence. Et c'est au Burkina Faso et au Niger, pays présentant les niveaux de pauvreté les plus élevés que ces inégalités socio-économiques sont plus marquées. (Soukhainata FALL et al, FNUAP 2000).

Cette situation est en partie imputable non seulement à la crise économique mais aussi à la sécheresse qui a réduit considérablement la capacité de production des ménages ruraux dont l'activité économique repose essentiellement sur l'agriculture. Assurant à peine leur subsistance, les masses rurales démunies se trouvent ainsi enfermées dans des trappes de pauvreté auto-entretenues (Razafindrakoto et Roubaud, 2001). Ces inégalités entre les populations urbaines et rurales sont le reflet d'un modèle de développement essentiellement centré sur le milieu urbain avec des opportunités d'accès aux services sociaux de base relativement limitées en milieu rural. Elles confirment l'hypothèse selon laquelle la pauvreté est un phénomène essentiellement rural dans les pays sahéliens même si des études récentes ont mis en exergue l'importance et l'évolution du phénomène en milieu urbain (DIAL, 2000). SAVADOGO Malick et al, ont montré dans le cas du Burkina Faso que les inégalités sont un phénomène principalement urbain tandis que la pauvreté demeure essentiellement rurale. Contrairement à ce qu'on peut penser, les

ménages dirigés par des femmes sont moins pauvres que ceux dirigés par des hommes (SAVADOGO Malick et al, 1999). Dans le cas du Niger, du point de vue profil, les personnes les plus touchées par l'amenuisement des conditions de vie sont en majorité des femmes, des jeunes et des vieux. Il s'ensuit, que la pauvreté est plus étendue et plus accentuée en milieu urbain car la pauvreté rurale alimente régulièrement la pauvreté urbaine. Les personnes affectées par la pauvreté s'activent à 38% dans les activités marginales (Bosari, 2002).

II.1.3.2 La pauvreté, un phénomène multiforme

Comme le soulignent Baulch et Hoddinott (2000), il existe très peu d'études sur la dynamique individuelle de la pauvreté dans les Pays en Voie de Développement (PED), même si ce champ de recherche a commencé à se développer récemment. La majorité des travaux sur les aspects inter-temporels de la pauvreté se place dans une optique de statique comparative. Or, Chaudhuri et Ravallion (1994) ont montré que les indicateurs statiques de pauvreté ne permettent que de manière très imparfaite de distinguer les pauvres chroniques des pauvres transitoires. Ces études diffèrent entre elles non seulement quant à l'ampleur de la période analysée, mais aussi par leur couverture géographique. Elles présentent par ailleurs une grande diversité d'options méthodologiques et de thèmes abordés. Un point important porte sur la manière de définir pauvreté chronique et transitoire, où deux types d'approches coexistent. Pour la première, c'est le fait de passer la ligne de pauvreté, dans un sens ou dans l'autre, qui permet de définir les états de pauvreté. Pour la seconde, au lieu de distinguer les individus ou les ménages en situation de pauvreté chronique et transitoire, on cherche à isoler une composante chronique et une composante transitoire des revenus. Cette approche a été initiée par Jalan et Ravallion (1998, 2000) dans leur étude sur les ménages ruraux du Sud de la Chine, puis suivie par exemple par McCulloch et Baulch (1998, 1999) au Pakistan. Ces deux manières de définir la pauvreté, chronique et transitoire, comme le signale Yaqub (2000), ne sont pas équivalentes. Ainsi, dans le cas de l'Inde étudié par Gaiha et Deollikar (1993), parmi les ménages dont le revenu permanent se situait en dessous de la ligne de pauvreté, seulement un tiers avait des revenus courants situés en deçà de cette ligne pour chacune des 9 périodes couvertes par l'enquête (Yaqub, 2000). Au bout du compte, l'extrême hétérogénéité des données et des méthodes rend difficile la comparaison des résultats, la mise en évidence de régularités et partant de politiques à proposer, différenciées selon la nature chronique ou transitoire de la pauvreté.

Ainsi, appréhendée, la pauvreté est synonyme de privations en terme d'accès des populations à un cadre de vie propice à leur santé et à leur épanouissement. Même si cette approche ne se limite qu'à la dimension non monétaire de la pauvreté, les travaux de recherche ont prouvé la complémentarité des différentes définitions du concept de pauvreté et des mesures qui leur sont associées (DIAL, 2000). Une étude réalisée au Sénégal a montré que 70% des ménages urbains ayant une consommation journalière inférieure à un dollar évoluent dans un cadre de vie précaire (Fall et Sylla, 2000). Au Niger, l'étude participative de la pauvreté réalisée par le cabinet Bosari (2002) révèle que les effets et impacts induits par la pauvreté sont entre autres : la précarité de l'habitat, la malnutrition, les mauvaises conditions d'hygiène, le manque de capital et de biens. Plus spécifiquement les personnes affectées par la pauvreté sont victimes de l'exclusion et de marginalisation sociale. D'après les bénéficiaires et selon les résultats des études de cas au Niger, les déterminants ou causes suivants semblent conduire à la paupérisation :

- L'explosion démographique non accompagnée d'une croissance économique;
- Les sécheresses récurrentes qui compromettent particulièrement les efforts des paysans ;
La dégradation du potentiel productif qui affecte considérablement les facteurs de production ;
- L'insuffisance d'investissement qui rétrécit l'espace d'opportunités,
- Par ailleurs, les facteurs tels que : le veuvage, le divorce, le manque d'opportunités d'emploi, la vieillesse, l'exode, certaines croyances et attitudes socio-culturelles, exposent une frange non négligeable des couches sociales aux risques de pauvreté.

II.1.3.3 Politiques macroéconomiques et lutte contre la pauvreté

Pour être efficaces, les stratégies de lutte contre la pauvreté doivent reposer sur une bonne connaissance du phénomène. Diverses approches objectives ou subjectives fondées sur le bien-être, les besoins de base, la pénurie des capacités et l'exclusion sociale sont généralement utilisées pour appréhender la pauvreté en termes absolus ou relatifs. Phénomène complexe du fait de son caractère multidimensionnel, la pauvreté se définit comme un état de dénuement ou de privation s'appliquant à des individus n'ayant pas la possibilité d'atteindre des niveaux minimums acceptables concernant leurs capacités fonctionnelles. Celles-ci pouvant aller du domaine matériel à des critères sociaux plus complexes telle que la participation à la vie communautaire et l'existence d'opportunités d'amélioration des conditions de vie (Kankwenda et al, 1999). La réduction de la pauvreté exige par ailleurs une forme d'analyse qui identifierait les causes profondes du phénomène et rendrait compte de la manière dont les facteurs interagissent à différents niveaux dans les processus d'enrichissement et d'appauvrissement du ménage et de l'individu (Gore, 2001).

II.1.3.3.1 Politiques sociales et pauvreté : le rôle de l'éducation et de la santé

Le bilan de deux décennies de politique de stabilisation macroéconomique et d'ajustement Structurel en Afrique et la dégradation des conditions de vie des populations africaines ont mis en évidence la nécessité d'intégrer une bonne stratégie de lutte contre la pauvreté dans la définition des politiques publiques de développement. En effet, la formulation de politiques efficaces de lutte contre la pauvreté requiert une bonne compréhension de la nature du phénomène et des mécanismes de transmission des effets des interventions publiques sur le bien-être des ménages.

Van de Walle (1996) a procédé à une revue critique des méthodes d'évaluation des dépenses publiques. Il ressort de son étude qu'il existe de nombreuses approches pour évaluer l'impact des dépenses publiques, mais les méthodes les plus couramment utilisées sont la méthode de l'incidence des avantages (*benefit incidence analysis*) et l'approche basée sur le comportement des ménages (*behavioral approaches*).

Dans les dispositifs mis en place en vue de lutter contre la pauvreté, le développement des ressources humaines est considéré comme un facteur essentiel. L'intérêt pour le facteur humain

dans les stratégies de réduction de la pauvreté trouve ses origines dans les réflexions théoriques et empiriques ces dernières années sur la croissance et le développement économique et social.

En effet, le rôle du capital humain dans le développement n'est plus à démontrer. De nombreuses études montrent que l'investissement dans l'éducation et la santé peut avoir un impact considérable sur la productivité du facteur travail et partant sur la croissance et le bien être des populations. Par exemple, Weir et Knight (2000) ont montré dans une étude réalisée en Ethiopie que l'éducation génère des externalités hautement significatives aussi bien en terme d'accroissement moyen de la production agricole qu'en terme d'élargissement des possibilités de production.

L'approche basée sur l'analyse de l'incidence des avantages des dépenses publiques a été fortement influencée par les études de Meerman (1979) en Malaisie et de Selowsky (1979) en Colombie. Castro-Leala, Dayton, Demery et Merano (1999) ont utilisé cette approche pour étudier l'impact des dépenses d'éducation et de santé dans un échantillon de sept pays africains. Leur travail montre que ces dépenses ne bénéficient pas aux pauvres ; elles favorisent plutôt les plus nantis. Pour ces auteurs, la solution à ce problème ne se limite pas à un simple réajustement des dépenses publiques. Il est important de prendre en compte les contraintes qui empêchent les pauvres de tirer partie des subventions des services sociaux.

Lanjouw et Ravallion (1998) ont montré que les avantages tirés de l'éducation et des programmes de lutte contre la pauvreté en milieu rural en Inde sont accaparés d'abord par les non pauvres. Les populations pauvres n'en bénéficient qu'après l'expansion des programmes. Toutes choses qu'ignorent, selon eux, les approches basées sur l'incidence des avantages.

L'approche basée sur le comportement des ménages utilise généralement des techniques économétriques pour explorer les effets des dépenses publiques sur les biens et services pour lesquels on ne peut pas identifier des ménages spécifiques de même que l'impact sur d'autres dimensions du bien être (VAN de Walle 1996).

En général, les variations compensatoires et/ ou équivalentes du revenu servent de moyen pour mesurer les aspects monétaires du bien-être tandis que les indicateurs sociaux comme le taux de mortalité, le statut nutritionnel sont utilisés comme indicateur non monétaires de l'impact des dépenses publiques. Cette approche offre l'avantage de rendre compte de la réaction des différents groupes socioéconomiques à une variation du prix des services offerts.

Il existe des tentatives visant à combiner l'analyse de l'incidence des avantages et l'approche basée sur le comportement des ménages. Ce procédé peut être un moyen commode pour palier

certaines insuffisances. Par exemple Cox et Jimenez (1995) ont évalué l'impact distributionnel des dépenses gouvernementales aux Philippines en intégrant les transferts nets reçus en absence d'intervention publique dans un modèle de comportements des ménages.

II.1.3.3.2 La diversité des méthodes d'analyse

Cependant, malgré ces efforts, toutes ces approches ignorent les multiples interrelations entre les divers secteurs économiques et les externalités positives liées à l'éducation et à la santé.

Pour prendre en compte ces aspects, on a besoin d'un cadre d'analyse cohérent et global.

Keuning et Thorbecke (1989) ont présenté une méthode d'estimation des effets d'une réduction des dépenses publiques sur la distribution des revenus à l'aide d'une matrice de comptabilité sociale (MCS). Cette approche offre un cadre conceptuel cohérent pour quantifier l'ensemble des effets directs et indirects d'une variation des dépenses de l'Etat en direction des divers secteurs socioéconomiques. Cependant, la possibilité d'une prise en compte des interdépendances entre l'offre, la demande et les revenus à travers MCS ne peut pas masquer les insuffisances liées au caractère statique du modèle. Pour examiner les effets à moyen et long terme des dépenses d'éducation et de santé sans perdre les avantages de la matrice de comptabilité sociale, ces auteurs suggèrent de recourir à un modèle d'équilibre général calculable (MEGC). Depuis le début des années 1990, de nombreux modèles d'équilibre général ont été construits pour étudier les effets des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel dans les pays en développement. Cependant, la méthode de désagrégation des ménages en catégories ou groupes socioéconomiques qu'impose la matrice de comptabilité sociale utilisée dans ces modèles revient en fait à baser l'analyse sur des ménages représentatifs. Cela constitue l'une des faiblesses de cette approche lorsqu'il s'agit d'aborder la question de la pauvreté car, dans ce cas, elle réduit le champ d'analyse à la seule comparaison intergroupe, la question essentielle de la comparaison intra-groupe étant considérée comme impossible (Patry, 2001). Néanmoins, d'importants efforts ont été faits pour combler cette insuffisance grâce à l'introduction dans l'analyse de fonctions de distribution des revenus, permettant d'intégrer la comparaison intragroupe qui fait défaut aux modèles standard. Ainsi, Chia, Wahba et Whalley (1992) ont utilisé un modèle EGC pour évaluer l'impact des politiques macroéconomiques sur la distribution des revenus, l'emploi et la réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire, en adoptant une fonction de distribution

Les consommateurs constituent maintenant un contre-pouvoir qui arrive à se faire entendre lorsqu'il considère que ses besoins sont mal satisfaits. Pour la pauvreté, cet élément essentiel de la régulation sociale est absent : les pauvres n'influencent en rien les décisions qui les concernent, même si ces décisions leur sont complètement inadaptées. Cela est d'autant plus important que, même quand les pauvres arrivent à participer à la vie sociale, ils sont le plus souvent représentés par des associations ou par des organisations dirigées par des non pauvres. Or ces dernières peuvent avoir des ambitions autres que la lutte contre la pauvreté. La conclusion est claire : le non respect des valeurs culturelles spécifiques de certaines populations mène généralement à l'échec des politiques. Il est toujours hasardeux de vouloir faire le bonheur des gens malgré eux, par rapport à des normes qui leur sont extérieures et étrangères. **Comment peut-on sortir de la misère, des gens que l'on ne connaît même pas si ce n'est éventuellement au travers de partis pris plus ou moins idéologiques ?**

Les politiques d'appui au secteur informel rencontrent le même type de difficultés : l'ambition de bon nombre d'organisations internationales est de relire le phénomène de la pauvreté au travers du concept de gouvernance pour montrer l'inefficacité des politiques menées et la nécessité de les repenser en tenant compte des multiples acteurs concernés (institutions, ONG, ...et les pauvres eux – mêmes !). Cela impliquerait en particulier l'invention de nouvelles formes de négociation collective pour éviter d'imposer des modèles inadaptés au contexte local. Dans cette perspective, le secteur informel a retrouvé une nouvelle légitimité vis-à-vis de politiques qui voudraient prendre appui sur lui pour générer du développement économique.

C'est à une véritable critique de ce type de projet que nous invitent certains travaux qui veulent expliquer les raisons de l'échec des politiques d'appui à générer du changement social (MBAYE – 2001). Pour cela, une relecture du secteur informel est nécessaire à partir de la culture effective de ses membres. L'analyse présente ainsi les conséquences d'une tentative de rationalisation des comportements imposée de l'extérieur, au nom de soit disant, valeurs universelles, sous la forme d'un véritable détournement de ces actions pour rester en conformité avec la logique de fonctionnement réelle du secteur informel. Au delà de l'économie et de sa seule rationalité économique, on peut démontrer la nécessité de la prise en compte des règles régissant les réseaux sociaux locaux sous peine de ne pas comprendre la logique de comportement des acteurs qui présente dans ce nouveau cadre une profonde rationalité, contrairement à ce qui est souvent avancé.

La majorité des programmes de lutte contre la pauvreté sont organisés de façon sectorielle et il existe peu de liens entre eux et les politiques de développement.

Une faiblesse générale des programmes de lutte contre la pauvreté est leur manque d'intégration. Une des causes du problème tient à la division artificielle entre les politiques économiques et les politiques sociales. Une autre est l'habitude de penser en termes sectoriels. Une troisième est d'ordre organisationnel : les gouvernements créent les ministères en fonction de critères sectoriels. Mais à quel ministère se rattache la pauvreté, là se pose alors un problème multisectoriel?

La pauvreté extrême reste un problème alarmant dans les régions en développement du monde, en dépit des progrès réalisés dans les années 90. Les progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté se sont concentrés en Asie et surtout en Asie de l'Est. Dans toutes les autres régions, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté. En 1999, l'Afrique subsaharienne comptait 58 millions de pauvres de plus qu'en 1990 et les projections de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2001) montrent que d'ici 2015, la proportion de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté de 1 dollar par jour sera de 12,3% par rapport aux 29,0% de 1990, donc bien inférieure à la moitié de la proportion de 1990. Ces projections reposent sur des taux de croissance économique considérablement plus élevés que ceux des années récentes. Si ces hypothèses se confirment, l'objectif du millénaire de réduire de moitié la proportion de la population mondiale vivant dans la pauvreté entre 1990 et 2015 aura été atteint. Toutefois, même en prenant des hypothèses de croissance optimistes, près de 40% de la population d'Afrique subsaharienne sera encore pauvre en 2015, tandis que l'on dénombre dans le sous-continent 45 millions de pauvres de plus qu'en 1999. La proportion de personnes souffrant de la faim dans les pays en développement a été réduite de 3% dans les années 90, malgré la croissance démographique (FIDA 2000). Ces politiques de réduction de la pauvreté adhèrent dans la plus part des cas aux conclusions et aux recommandations issues des méthodes d'analyse de la pauvreté. Ces méthodes sont nombreuses et, en ce qui concerne le présent travail, nous utiliserons les modèles logistiques pour en savoir plus sur la pauvreté.

II.3 Les avantages et les limites des Modèles Logistiques

La régression logistique combine les avantages de la régression et de l'échelle logistiques, mais elle est souvent critiquée du fait du caractère causal des relations qu'elle décrit et de la difficulté liée à l'interprétation des paramètres issus de la régression.

II.3.1 Les avantages de la modélisation logistique

Elle permet d'estimer « l'effet de chaque dimension explicative » d'un phénomène. Par ailleurs, elle autorise l'estimation de « l'effet pur de chaque variable » toute chose égale par ailleurs au sein du modèle étudié. Le modèle suppose que la propension à avoir le comportement étudié dépend de certaines variables explicatives selon le modèle linéaire sans interactions classiques. Si deux dimensions explicatives sont redondantes ou fortement corrélées, on en supprime une, afin de replacer le modèle étudié dans le cadre d'un modèle classique sans interactions. A chaque valeur estimée pour la propension à avoir le comportement étudié, on associe la probabilité dont cette propension est le Logit. On cherche à estimer l'effet spécifique de chaque dimension explicative en termes de probabilités une fois éliminés les effets des autres dimensions. Beaucoup d'études, à l'instar de celle de Presse & Wilson (1978), ont conclu que la régression logistique est plus intéressante que l'analyse discriminante dans l'objectif de classification. La raison en est que l'hypothèse des caractéristiques multivariées distribuées selon la loi normale n'est pas raisonnable quand on sait que quelques unes des caractéristiques sont de nature qualitative.

Les cadres Logit sont de plus en plus utilisés pour la modélisation de variables qualitatives reflétant un choix entre plusieurs possibilités. Ils permettent la mise en relief et la quantification de la relation existant entre l'occurrence d'un événement pour un individu ou ménage (dans notre cas, être pauvre) et les variables caractéristiques de cet individu ou de ce ménage étudié en milieu rural du Niger. Une probabilité est un nombre compris entre 0 et 1, la spécification du modèle est obligatoirement conforme à cette contrainte. Le modèle permet de saisir la relation entre la variable dépendante et les caractéristiques des ménages à partir d'un échantillon représentatif. Les variables sont associées à des coefficients. Lorsque le coefficient associé à une valeur particulière est positif, on en déduit que les grandes valeurs de cette variable correspondent à une faible probabilité de non occurrence de la variable dépendante.

II.3.2 Les critiques et les limites liées à la modélisation logistique

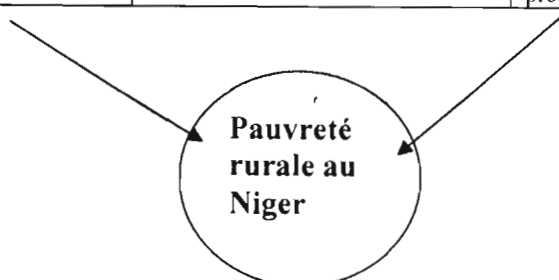
La régression logistique fait l'objet de deux critiques principales. La première c'est que le schéma causal sous-jacent conduit parfois à des modèles artificiels. En effet, certaines dimensions considérées comme explicatives dépendent du comportement étudié. A ce niveau on estime que la dimension détermine l'effet, et inversement. Ainsi les dimensions étudiées ne peuvent être mises sur le même plan dans le modèle. Aussi fondé qu'il soit, cette reproche reste commun à toutes les méthodes de régression (linéaires, analyse de variance, modèles à risques proportionnels, logistique, etc.).

Deuxièmement les paramètres issus des régressions logistiques semblent être difficiles à interpréter. En effet, avec une variable endogène dichotomique, les valeurs possibles sont 0 qui traduit l'absence du comportement étudié ou 1 qui signifie la présence du comportement étudié. Dans le cas de notre recherche, l'intérêt de l'utilisation de la modélisation logistique réside du fait de l'existence simultanée de variables quantitatives (revenus, l'âge, etc.) et qualitatives (caractéristiques des ménages, l'environnement des ménages, etc.) dans les données des enquêtes socio-économiques et démographiques, servant de base de données pour une analyse éloquent du phénomène de pauvreté.

La pauvreté étant définie comme un ensemble de privations matérielles et intellectuelles sera analysée dans un modèle théorique d'explication de la pauvreté relative à partir de notre modèle économétrique exposé ci-dessus. Dans le modèle théorique ici retenu, la pauvreté est une conséquence de certaines vulnérabilités. Elle peut être conçue comme des défauts de ressources ou un ensemble de conséquences négatives structurelles et comportementales. La pauvreté relative demeure une composante de la pauvreté absolue qui est la combinaison de multiples vulnérabilités ayant anéanti toute réversibilité, et résulte d'une situation de dénuement économique s'accompagnant d'un dénuement relationnel.

II.4 Le cadre théorique retenu pour l'analyse de la pauvreté en milieu rural

Variables ou Indicateurs	Espace d'impact	Facteurs de vulnérabilité
1. Revenus agricole et non agricole	<ul style="list-style-type: none"> •Communauté Locale •Ménage 	<p>A. facteurs structurels et stratégies macropolitiques défavorables : à savoir la marginalisation des groupes socioéconomiques par des politiques agricoles, non ciblage des zones agro-économiques par des politiques agricoles, faiblesse et médiocrité des infrastructures et équipements, déséquilibres des grands ensembles géographiques : répartition inégalitaire des ressources à l'échelle régionale, nationale et locale.</p>
2. Accès aux services sociaux de base (éducation, santé, infrastructures routiers, communication, eau potable, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> •Communauté locale. •ménage 	<p>B. Positions conjoncturelles instables et situation d'insécurité : Stratégies de repli ou de résistance peu confortables et à terme susceptibles de compromettre le développement durable, capacités managériales et organisationnelles faibles et soumission à des options de contrôle, faible participation des populations aux efforts de développement et aux interventions, dégradation de l'environnement ou inconscience écologique. Des potentialités non valorisées, sous exploitées, non entretenues, absence ou faiblesse du réseau relationnel pouvant entraîner un esseulement, une absence de coveillance, clientélisme politique et social : segmentation du groupe, fragilisation, partialité, non disponibilité des services sociaux...</p>
3. Disponibilité des ressources productives locales	<ul style="list-style-type: none"> •Individuel •Ménage 	<p>C. Incapacité à se défendre : Division sexuelle du travail surchargeant fortement une catégorie sociale. temps de travail faible, inégale répartition des ressources et l'exclusion sociale. absence de mouvement de défense...</p>
4. malnutrition	<ul style="list-style-type: none"> •Communauté Locale •Ménage 	<p>D. exposition aux risques : les cercles vicieux obligeant à des pertes sévères et à brader les facteurs de production, insécurité alimentaire : feux de brousse, pluviométrie faible, superficies cultivées faibles, non accès aux facteurs de production...</p>



Chapitre III : Méthodologie de la recherche et les résultats obtenus

La méthode de la « remontée des filières bibliographiques » qui consiste, à partir des ouvrages, articles ou études les plus récents touchant notre sujet est utilisée tout long de ce travail. Les données de base de notre recherche sont obtenues à partir de la base de données de la dernière enquête QUIBB 2005 réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS).

Pour mesurer la pauvreté, nous a préféré les indices FGT qui permettent une décomposition de la pauvreté suivant les caractéristiques sociodémographiques, spatiales et économiques des ménages qui seront des déterminants potentiels de la pauvreté. Nous vérifierons ce dernier aspect à l'aide d'une modélisation logistique. Les logiciels SPSS, DAD et Excel nous permettent de faire les traitements nécessaires.

III.1 La méthodologie de la recherche

Il s'agit de décrire les sources de données, la méthode d'analyse et les outils appropriés.

III.1.1 les sources des données et échantillonnage

Le QUIBB est le Questionnaire sur les Indicateurs de Besoins de Base, il est réalisé dans le cadre de fournir des indicateurs nécessaires à la gestion économique et sociale du Niger avec l'appui de la Banque Mondiale sur Fond Fiduciaire Britannique (TF-CWIQ) et Belge (TF-Belge). A partir du QUIBB, des données socioéconomiques de base sur l'essentiel des indicateurs de niveaux de vie de la population (alphabétisation, éducation, santé, nutrition, des enfants de moins de 5 ans emploi, logement,, possession de biens durables, production agricole et possession de bétail) doivent être fournies pour permettre le suivi et évaluation des politiques, programmes et projets de réduction de la pauvreté au Niger dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) ainsi que le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs).

La base de sondage du QUIBB est issue de la liste des Zones de Dénombrement (ZD) du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) réalisé en 2001. L'échantillon a d'abord été stratifié en région, ensuite chaque région est stratifiée en milieu rural et urbain sauf la Communauté Urbaine de Niamey considérée comme essentiellement urbain. Il a été effectué un

tirage au premier degré des ZD proportionnellement à leur nombre de ménages au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H2001).

Dans cette base du QUIBB nous allons isoler les données du monde rural pour un traitement particulier. Ces informations que sont les dotations de richesse du ménage et leurs potentialités à accéder à celles-ci feront l'objet d'une analyse profonde dans notre recherche.

III.1.2 Le choix d'un seuil de pauvreté monétaire

La pauvreté est aujourd'hui une évidence, et des difficultés résident, bien évidemment pour la comprendre afin de pouvoir établir des dispositifs surs de réduction ou d'atténuation du phénomène. La mise en place de dispositifs permettant de réduire l'intensité du phénomène de pauvreté, suscite de nombreux débats. Ces débats sont éclairés par des diagnostics de la pauvreté qui reposent le plus souvent sur l'aspect monétaire de celle-ci pour laquelle de nombreux travaux se sont intéressés à la détermination de la ligne de pauvreté [Ravallion (1994, 1996)] et au calcul des indices de pauvreté [Foster et al. (1984), Davidson et Duclos (1998)]. L'indicateur de niveau de vie utilisé dans ce cadre est fondé sur le revenu ou les dépenses de consommation. Plusieurs autres indicateurs de niveau de vie sont utilisés dans cette perspective: dépenses par équivalent-adulte, part des dépenses alimentaires dans la dépense totale.

Les différents travaux réalisés au Niger ont mis en évidence, les relations entre la pauvreté et les variables sociodémographiques : sexe et âge du chef de ménage, taille du ménage, niveau d'instruction du chef de ménage. Le sens des relations obtenues varie selon la variable considérée et suivant le milieu de résidences.

Le caractère multidimensionnel de la pauvreté est mis en avant pour montrer les limites de l'approche monétaire étant entendu qu'au centre des préoccupations figure au premier chef l'amélioration du bien-être des populations. L'indice composite de pauvreté humaine (IPH) du Programme des Nations Unies pour le Développement répond à la préoccupation de la pluralité du concept de pauvreté puisqu'il intègre, l'accès à l'eau, le taux d'analphabétisme et l'espérance de vie à la naissance. Mais, on voit toujours que le caractère monétaire demeure encore incontournable dès lors qu'il faut nécessairement des moyens monétaires et financiers pour améliorer les conditions de vie des populations. Il suffit tout simplement d'évaluer ces besoins en termes monétaires pour calculer un indice de pauvreté acceptable.

Dans la même perspective, un indice composite de niveau de vie fondé sur les conditions de vie et le patrimoine des ménages est construit sur la base des données d'enquêtes auprès des ménages en utilisant une méthode d'analyse multivariée de type analyse en composantes principales (ACP) [Filmer et Pritchett (1998, 2001), Hammer, (1998), Sahn et Stifel (2001) ; Pradhan, Sahn et Younger, (2002)] ou analyse des correspondances multiples (ACM) [Vodounou et Ahoey (2002)]. Avec cette approche, le premier facteur de variance maximale est retenu pour catégoriser les ménages en groupes socio-économiques.

L'objet de notre travail est purement une reconsidération d'un profil de pauvreté monétaire. Il s'agit de revisiter les différentes relations entre les caractéristique des ménages et la pauvreté monétaire sur la base des données du Questionnaire sur les Indicateurs des Besoins de Bases (QUIBB) réalisé en 2005 par l'Institut National de la Statistique. Nous établirons à cet effet, une carte de pauvreté en exploitant la propriété de décomposabilité des indices FGT.

Dans l'approche monétaire de la pauvreté, la consommation ou le revenu est utilisé comme indicateur du bien être. La consommation est généralement choisie comme indicateur du bien être pour au moins les trois raisons qui suivent, (i) la consommation réelle est plus directement liée au bien être d'une personne, (ii) elle peut être mieux mesurée que le revenu et (iii) elle peut traduire plus fidèlement le niveau de vie réel d'un ménage et sa capacité à couvrir ses besoins fondamentaux. C'est pourquoi, le niveau de consommation a été retenue pour caractériser le bien être des ménages dans le cadre de l'analyse des données du QUIBB.

III.1.3 Seuil de pauvreté et politique économique

Supposons que le gouvernement veuille mettre en place un programme de réduction de la pauvreté en milieu rural. L'existence d'un tel programme nécessite la connaissance des ménages pauvres pour être efficace. A cet effet un ménage est dit pauvre lorsqu'il est incapable d'acquérir un montant d'argent nécessaire pour satisfaire les besoins essentiels lui permettant de mener une vie acceptable par sa communauté de résidence. C'est ce montant **Z** que nous appelons seuil de pauvreté. Ce montant est calculé en fonction des informations concernant les besoins en alimentation et les autres besoins quotidiens en milieu rural au Niger. Une fois le seuil est calculé, nous procéderons à une application aux modèles de Foster Greer Thorbecke pour mesurer et analyser l'ampleur de la pauvreté en milieu rural au Niger. Nous allons nous servir du **logiciel DAD** pour les calculs des indices de pauvreté.

Ainsi considérons **n** ménages ayant des revenus ou des dépenses de $y_1, y_2, y_3 \dots y_h$. Procédons à un classement par ordre croissant afin que le seuil de pauvreté réalise une partition séparant exactement **q** d'entre eux, situé en deçà de ce seuil, et les autres. La situation peut se décrire ainsi qu'il suit :

$y_1 < y_2 < y_3 < y_q < z < y_{q+1} < y_h$, **q** individus ont été identifiés comme pauvres; si **K** représente l'indice numérique de pauvreté, il peut se traduire ainsi :

$$K = q / h$$

Avec, **q** le nombre de pauvres dans la population considérée et, **h** la taille de la population.

Cet indice représente la proportion des ménages ou d'individus pauvres dans une population donnée. Plus cette proportion est élevée, plus l'incidence de la pauvreté est forte.

La profondeur de la pauvreté indique l'écart entre le seuil de pauvreté et les dépenses moyennes des pauvres. Pour un nombre de pauvres constant, plus le niveau des dépenses moyennes des pauvres est inférieur au seuil de pauvreté, plus la pauvreté est profonde.

La Pauvreté Profonde $PP = q / h * (z - y_p) / z$

$$PP = K * ER$$

Où $ER = (z - y_p) / z$, **ER** est le ratio d'écart de revenu moyen des pauvres.

Si on désigne par y_p le revenu moyen des pauvres, une mesure de l'étendue de la pauvreté est fournie par le « ratio d'écart de revenu », **ÉR**. Celui-ci définit l'écart proportionnel de l'individu pauvre moyen par rapport au seuil de pauvreté. Si on prend en compte le produit de **K** et **ER**, on prend en compte à la fois le nombre de pauvres et l'étendue de la pauvreté parmi les pauvres.

L'indice **PP** a pour caractéristique de n'être sensible qu'à la situation moyenne de la pauvreté; il ne tient pas compte de l'inégalité dans la répartition des revenus des pauvres. C'est pourquoi, Foster, Greer et Thorbecke (1984) ont toutefois suggéré un nouvel indice qui peut être sensible à l'inégalité dans la distribution des revenus des pauvres à l'aide d'un paramètre α «d'aversion pour la sévérité de la pauvreté ». Plus il y a dispersion des pauvres autour de leurs dépenses moyennes, plus cette sévérité est forte. A ce niveau y_i n'est plus fixé, et on aura :

$$P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q [(z-y_i)/z]^\alpha, \text{ avec } y_i \text{ le revenu du pauvre } i.$$

Cette définition dépend d'un paramètre α qui prend la valeur 0, 1, 2, 3, 4,5...etc.

Si $\alpha = 0$ on aura $P_0 = K$ c'est-à-dire le taux de pauvreté q/h et si $\alpha = 1$ on aura $P_1 = K*ER$ qui représente la profondeur de la pauvreté, c'est l'Indice de SEN en cas d'égalité parfaite, c'est-à-dire lorsque l'indice de Gini parmi les pauvreté est nul. **Alors, la sévérité de la pauvreté sera constatée à partir de $\alpha = 2$.**

Cette mesure élève l'écart proportionnel par rapport à la ligne de pauvreté à une puissance α dont la valeur exprime le degré de préoccupation causé par cet écart. Elle fait ensuite la somme pour les pauvres et normalise par rapport à l'ensemble de la population.

La famille des P_α a la propriété d'être décomposable dans l'espace (entre régions, villes, quartier,...) et dans le temps (entre des périodes). Cette propriété permet de mesurer la contribution des sous unités à la pauvreté totale.

Au bout de cette analyse nous exposerons des politiques d'atténuation du phénomène de pauvreté dans une situation de parfaite maîtrise du phénomène de pauvreté et de son environnement.

III.1.4 Estimation du seuil de pauvreté Z en milieu rural du Niger

Il ne s'agit pas de mesurer la pauvreté par unité de consommation mais de mesurer la pauvreté par individu décidant de vivre en couple ou avec plusieurs autres personnes. En effet le bien être d'un couple pris ensemble comparé au même couple pris séparément, c'est-à-dire si mari et femme étaient restés célibataires, est nécessairement plus élevé puisque vivre ensemble plutôt que séparément génère des gains liés aux économies d'échelle, à la spécialisation et à la complémentarité des talents entre les divers membres de la famille.

Le profile de la pauvreté est une représentation de l'état de pauvreté. Il s'agit de définir qui sont pauvres et pourquoi ils sont pauvres ? Cette ligne de pauvreté sera obtenue à partir d'un seuil de pauvreté composite. Ce seuil $Z = SPA + SPNA$, avec SPA le seuil de pauvreté alimentaire et SPNA le seuil non alimentaire. Notre seuil composite sera calculer à partir d'un niveau de consommation jugé adéquat dans la communauté. Seront considérés comme pauvres, les ménages qui se retrouvent en dessous d'une situation de richesse permettant de subvenir à ces besoins élémentaires définissant notre seuil. Dans notre exercice, le seuil de pauvreté est estimé à une valeur annuelle de 105 827FCFA en milieu rural du Niger et 144 750

FCFA en milieu urbain. Ces montants correspondent à une dépense journalière de 290FCFA et de 397FCFA respectivement en milieu rural et en milieu urbain. Ces seuils sont tous en de ça du minimum préconisé par la Banque Mondiale (un dollar par jour et par personne) pour l'extrême pauvreté, soit 583FCFA au moment de l'enquête.

Ainsi, il ressort des résultats du QUIBB que 62,1% de la population nigérienne (12.627.063) est pauvre, soit plus de 6 personnes sur 10. C'est ce qu'on appelle le taux de pauvre national.

Tableau 6: Le taux de pauvreté au Niger (QUIBB 2005)

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid : Pauvre	7837841	62,1	62,1	62,1
non pauvre	4789222	37,9	37,9	100,0
Total	12627063	100,0	100,0	

La proportion de pauvres dans une population est certes un indicateur important, mais la localisation et l'identification sont d'une extrême nécessité.

Nous allons à cet effet, nous intéressé particulièrement à la pauvreté en milieu rural afin de mieux identifier les pauvres ruraux et leurs caractéristiques.

III.1.5 Les modèles Logit-Probit : cadre d'analyse des déterminants de la pauvreté

II.1.5.1 Présentation du modèle

Ces modèles permettent de définir l'ensemble des possibilités dans un cadre binaire multivarié, défini par : $P(y_i = 1) = F(X_i\beta_i)$, $i = 1, 2, 3, 4, \dots, n$

Où y_i est égale à une séquence aléatoire dont les variables peuvent prendre la valeur de 1 ou 0, X_i est un vecteur B de variables exogènes, β_i est un vecteur de paramètres inconnus et F est une fonction connue. Le choix de F est acceptable aussi longtemps qu'elle reste une fonction de distribution. F peut prendre les applications suivantes :

- le modèle de probabilité linéaire $F(X) = X$

x

- le modèle probit : $F(X) = \Phi(X) \cong \int_{-\infty}^x \frac{1}{\sqrt{2\pi}} \exp[-t^2/2] dt = \pi(t)$, par définition.

-∞

$\pi(t)$ est la fonction de répartition de la loi normale centrée réduite elle n'est tabulée que pour des valeurs de $t \geq 0$, sa moyenne est nulle et sa variance est unitaire. La probabilité de pauvreté P_i est $\pi\{(s/\sigma) - (X_i\beta/\sigma)\}$, s est le seuil de pauvreté et σ est l'écart type (la racine carrée de la variance).

- le modèle logit : $F(X) = \Lambda(X) \cong \frac{e^x}{1+e^x}$, obéit à la loi logistique de densité

$f(t) = \frac{e^{-t}}{(1+e^{-t})^2}$, où t est un réel. Sa distribution est symétrique et est de moyenne nulle et de variance $\pi^2/3$.

Chacune de ces applications comporte bien des avantages et des inconvénients. Néanmoins, ces modèles permettent de ramener une réalité complexe et composite à une expression binaire (0 et 1, ou oui et non). Ce qui nous permet d'analyser le phénomène de la pauvreté sous son angle de statique comparative, à partir de ces applications. L'estimation de tels modèles est effectuée en maximisant la fonction de vraisemblance :

$\text{LogL} = \sum \{Y_i \text{Log}F(X_i\beta) + (1-Y_i) \text{Log}[1-F(X_i\beta)]\}$ Les valeurs approchées sont des probabilités assignées par le modèle à l'occurrence de l'évènement.

Avant d'exposer le modèle lui-même, il convient de proposer une équation comportementale de la dépense annuelle nécessaire (D_i) des ménages :

$$D_i = Z + \beta X_i + \varepsilon_i$$

Le modèle Logit (proposé par **Golberger en 1964**) ainsi déterminé qui sert de fondement à l'estimation des déterminants de la pauvreté s'écrit :

$$\left\{ \begin{array}{l} Y_i = 1 \text{ si } \beta \cdot X_i + \varepsilon_i < Z \\ Y_i = 0 \text{ si non} \end{array} \right.$$

Y_i est la situation d'un ménage d'être pauvre ;

β est le vecteur des coefficients ou paramètres à estimer ;

X_i est le vecteur des caractéristiques du ménage ;

ε_i représente le terme de l'erreur ;

Z est le seuil de pauvreté.

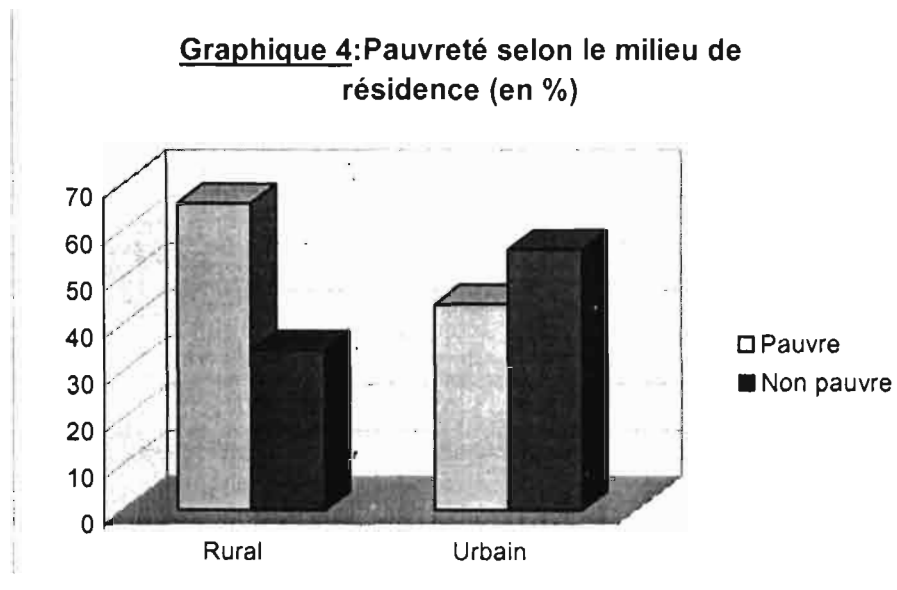
III.2 Présentation et discussion des résultats

Dans tout ce qui suit, un pauvre se définit comme « une personne ne recevant pas les 2100 calories par jour (recommandé par le système des nations Unies pour le Niger) dont son organisme a besoin pour se maintenir ». C'est à partir de cette considération que le seuil de pauvreté a été calculé, et les déterminants de la pauvreté sont retrouvés à partir d'une estimation logistique.

III.2.1 Les instruments de mesure de la pauvreté

Le seuil de pauvreté est estimé à partir de la valeur des dépenses annuelles (alimentaires et non alimentaires), ce qui nous a conduit à retenir un seuil de pauvreté de l'ordre de :

105 827FCFA pour le milieu rural et **144 750FCFA** pour le milieu urbain. Au niveau national, il a été trouvé 62,1% de pauvres sur l'ensemble de la population. Dans cette pauvreté nationale, on évalue les pauvres ruraux à 65,7% de la population rurale. En termes de ménages, on se retrouve avec 53,0% de pauvres au plan national, au même moment on compte 56% des ménages pauvres dans la population rurale. Il résulte également des résultats que le monde rural contribue à plus de 88% à la pauvreté nationale. Ce qui n'est pas étonnant dès lors que le milieu rural représente plus de 83% de la population nigérienne, ce qui appelle à une attention particulière à accorder au milieu rural en matière de réduction de la pauvreté et de ses conséquences.



Source : QUIBB 2005

III.2.1.1 La Pauvreté en milieu rural suivant les régions

Le Niger compte 8 Régions (Niamey, Tillabéry, Dosso, Zinder, Maradi, Tahoua, Agadez et Diffa) et la majorité de la population nigérienne réside en milieu rural de ces régions.

Le croisement des indices de pauvreté avec les différentes Régions a donné les résultats ci-dessous :

Tableau 7: Les mesures de la pauvreté suivant les régions*

Région	Ecart Relatif	P0	P1	P2
Agadez	30,64	51,7000	15,8389	7,0678
Diffa	27,44	17,2000	4,7196	2,0424
Dosso	43,39	69,0000	29,9379	15,9797
Maradi	44,46	81,5000	36,2342	19,6880
Tahoua	31,63	45,7000	14,4540	6,2016
Tillabéry	38,98	69,5000	27,0917	14,1080
Zinder	36,56	70,8000	25,8840	12,6813
Total	39,46	65,6658	27,7492	14,3708

Source : QUIBB 2005

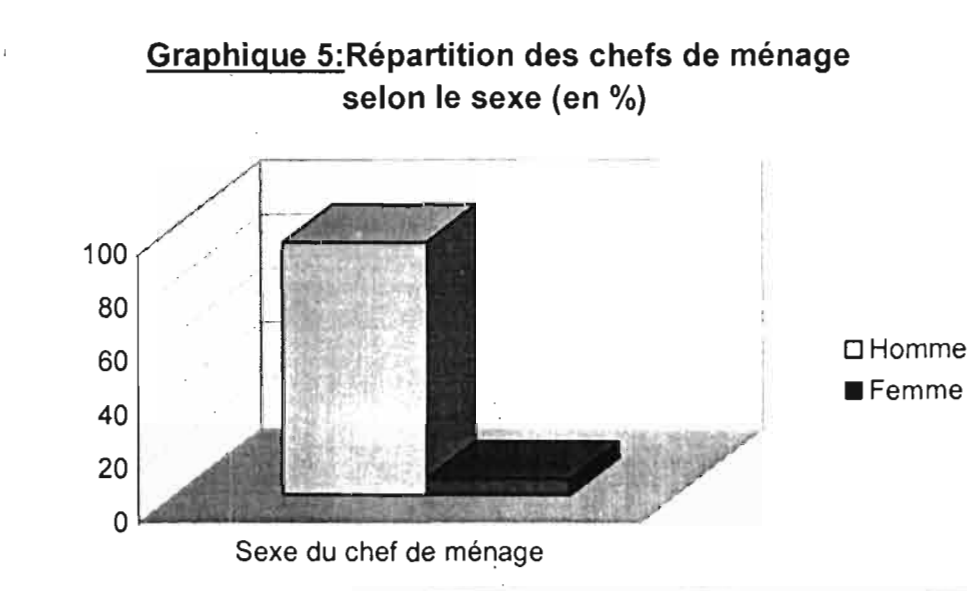
Les pauvres en milieu rural constituent 65,7% de la population. Suivant les indices de pauvreté, le taux de pauvreté (P0) est plus élevé à Maradi (81,5). La région de Diffa est la plus nantie du milieu rural du Niger avec un taux de pauvreté de 17,2 et les régions d'Agadez et Tahoua sont relativement moins pauvres que les régions de Dosso, Zinder et Tillabéry qui tournent au tour de 70% de pauvres.

Si on prend le produit de P0 et de ER, on intègre à la fois et l'étendue et le nombre de pauvres, avec Y_i le revenu du pauvre (i). Ce qui a permis d'améliorer l'indice de pauvreté. L'écart relatif représente la proportion de richesse en termes de seuil de pauvreté, qui permet de sortir un pauvre de sa pauvreté, c'est la distance relative qui sépare le pauvre du seuil de pauvreté. Ainsi pour sortir le milieu rural nigérien de la pauvreté, cela nécessite en moyenne un effort financier de l'ordre de 40% du seuil de pauvreté et pour chaque individu. Ce montant est de 30% à Agadez, 27% à Diffa, 44% à Maradi plus que le national, et 43% à Dosso.

On voit à travers l'introduction de la profondeur de la pauvreté que même si Zinder a plus de pauvres (P0 = 70) que Tillabéry (P0 = 69), la pauvreté est plus profonde à Tillabéry (P1 = 27) qu'à Zinder (P1 = 25), la pauvreté est alors plus sévère à Tillabéry (P2 = 14) qu'à Zinder (P2 = 12). En termes de contribution, la région de Maradi contribue le plus à la pauvreté rurale au Niger avec un apport de 28%, suivie de Zinder (23,8%), Tillabéry (19,2%), Tahoua (15%), Diffa est la Région la plus gentille en matière de pauvreté avec une faible contribution de 0,9% suivie de d'Agadez (1,5%) et Dosso (11,4%). On remarque que le taux de pauvreté et la contribution d'une région ne vont pas de même, la région de Dosso a un taux de pauvreté plus élevé que Tahoua mais Tahoua contribue plus que Dosso à la pauvreté nationale en milieu rural.

III.2.1.2 La pauvreté selon le sexe du chef du ménage

Le Questionnaire sur les Indicateurs des Besoins de Base (QUIBB 2005), a estimé le nombre de ménages à 1 983 460 pour l'ensemble du pays, dont les 7,2% sont dirigés par des femmes. Ces ménages sont au nombre de 1 646 860 en milieu rural dont 94,2% sont dirigés par des hommes. Cela peut s'expliquer par le fait que en milieu rural du Niger, et de manière générale, la femme connaît très rarement la vie de célibataire, à cause des pratiques traditionnelles.



Source : QUIBB 2005

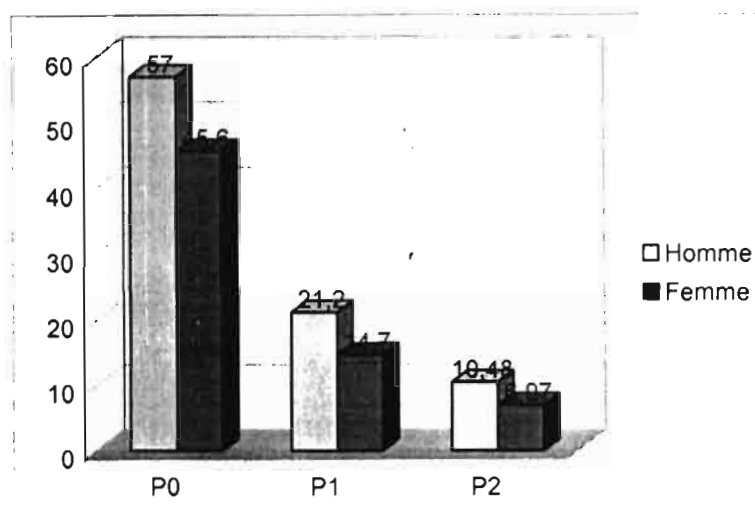
Les résultats du QUIBB montrent que en milieu rural, l'incidence de la pauvreté est plus élevée chez les hommes que chez les femmes, 57% des ménages dirigés par des hommes sont pauvres (P0) et le taux de pauvreté des femmes chefs de ménage est de 45,6% (P0). Du point de vue de la profondeur la pauvreté est moins grave chez les femmes (P1 = 14,70) que chez les hommes (P1 = 21,22). En effet, il faut en moyen et par an, un effort financier (ER) de près de 32% du seuil de pauvreté, soit **33.864 FCFA** pour sortir une femme de la pauvreté, alors qu'un homme réclame 37% du seuil pour être au moins sur la ligne de pauvreté, on peut alors dire que la pauvreté est moins sévère chez les femmes (P2 = 6,97%) que chez les hommes (P2 = 10,48%), autrement dit, les hommes pauvres sont plus pauvres que les femmes pauvres. On a également constaté que les hommes contribuent à hauteur de 95,3% à la pauvreté des chefs de ménages.

Tableau 8 : Les mesures de la pauvreté en milieu rural selon le sexe du chef de ménage

Sexe du chef de ménage	Ecart Relatif	P0	P1	P2
Homme	37,23	57,0	21,2	10,48
Femme	32,24	45,6	14,70	06,97
Total	37,00	56,3	20,9	10,3

Source : QUIBB 2005

Graphique 6 : Les indices de pauvreté selon le sexe du chef de ménage



Source : QUIBB 2005

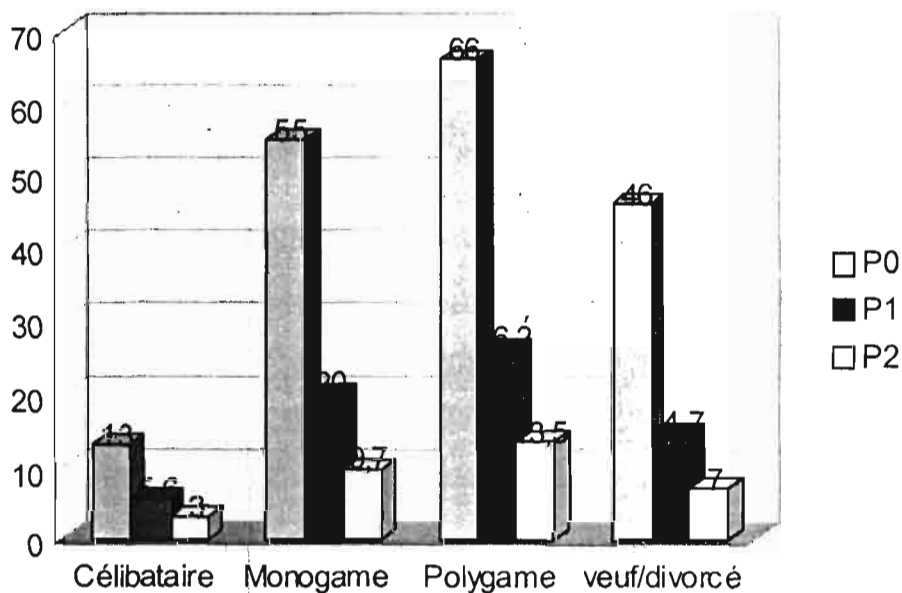
III.2.1.3 La pauvreté selon le statut matrimonial du chef de ménage

La pauvreté d'un ménage est souvent perçue comme caractéristique de sa situation matrimoniale, en effet, il est vérifié dans les résultats du QUIBB, une différence quant à la situation de pauvreté des ménages selon que le chef de ménage est célibataire, marié monogame ou polygame.

La pauvreté, telle qu'elle est ressortie du QUIBB est plus intense dans les familles polygames (P0 = 66), alors que dans la tradition nigérienne, la polygamie est signe de prestige et de fierté, donc une preuve de richesse. Mais, on peut comprendre cette situation en se contentant du seul paramètre que en milieu rural, cette situation n'est valable que lorsque, toute chose égale par ailleurs, les résultats des campagnes agricoles sont bonnes. En d'autres termes cette fierté des familles nombreuses résulte du nombre de bras valides servant de mains d'œuvre au champ et au

pâturage. On peut également constater que polygamie ne signifie pas forcément avoir beaucoup d'enfants servant de mains d'œuvre pour la famille. Il ressort aussi que le taux de pauvreté est relativement faible chez les célibataires jamais mariés (P0 = 13). On voit clairement que la pauvreté augmente selon qu'on est marié au moins une fois et paradoxalement l'effort pour sortir un célibataire de sa pauvreté est le plus considérable (ER = 44% du seuil), ce qui signifie que l'écart qui sépare un célibataire pauvre du seuil de pauvreté est plus grande que dans les autres statuts. Le fait de voir la modalité veuf ou divorcé dans une situation de plus grande pauvreté (P0 = 46) que le célibataire peut s'expliquer par la simple raison que la plus part des célibataires sont sans enfants en charge. En termes de contribution, les monogames apportent plus de 67% tant dis que les polygames n'apportent que 26%, alors que le taux de pauvreté est plus élevé dans ce dernier groupe.

Graphique 7 : Les indices de pauvreté selon le statut matrimonial du chef de ménage

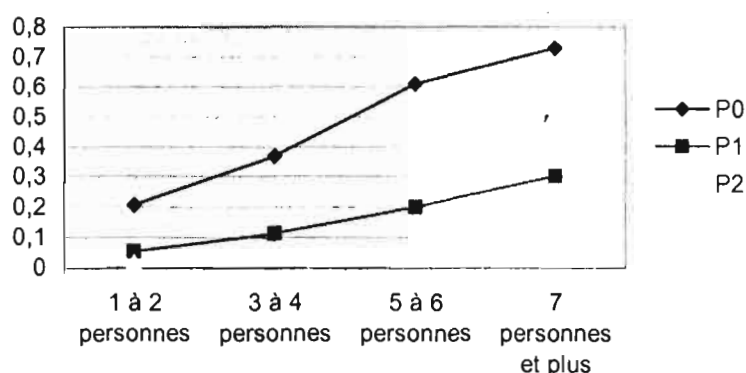


Source : QUIBB 2005

III.2.1.4 La pauvreté selon la taille du ménage

En milieu rural nigérien, la taille de la famille est considérée comme une richesse et un signe de bénédiction de Dieu. Sur le plan monétaire malheureusement, les résultats du QUIBB 2005 montrent tout à fait le contraire. En effet, la pauvreté est moins intense dans les familles peu nombreuses. On constate que plus le ménage est grande plus la pauvreté gagne de terrain. Elle est très profonde si la taille du ménage dépasse 4 personnes. Elle est 3 fois plus sévère dans une famille à 7 personnes et plus, par rapport à une famille de 3 à 4 personnes.

Graphique 8: Pauvreté et taille du ménage



Source : QUIBB 2005

En prenant en compte la profondeur de la pauvreté mesurée par l'écart relatif (ER), on s'aperçoit que la pauvreté est réelle dans les ménages de grande taille, pour sortir un ménage de plus de 7 personnes, de la pauvreté, il faut en moyenne une allocation supplémentaire de 41% du minimum requis pour ne pas être pauvre. Il est tout de même intéressant de préciser que, plus la famille est nombreuse plus l'effort (ER) à fournir est important.

Tableau 9: Les mesures de pauvreté selon la taille du ménage

Taille groupée de ménage	E R	P0	P1	P2
1 à 2 personnes	26,6	21	5,5	2,2
3 à 4 personnes	31,4	37	11,5	5,1
5 à 6 personnes	33,2	61	20,3	9,3
7 personnes et plus	41,2	73	30,3	15,8
Rural national	37,00	56,3	20,9	10,3

Source : QUIBB 2005

III.2.1.5 La pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage

Les performances du système scolaire restent modestes en milieu rural du Niger, parfois même marginales. En dépit d'une longue tradition d'enseignement en français, le niveau de scolarisation demeure encore faible. La scolarisation en milieu rural est parfois remplacée par l'école coranique qui retarde l'entrée d'autres enfants à l'école française, et parfois propose aux enfants une autre forme d'éducation. Parmi les autres facteurs de sous scolarisation on peut citer, l'implication de s e nfants da ns l es t ravaux a gricoles e t do mestiques c omme da ns l es activités commerciales. En fin, la scolarisation est découragée par le fait que certaines localités ne disposent pas d'écoles, il faut alors trouver une famille d'accueil pour son enfant pour puisse aller à l'école, ce qui n'est pas toujours facile.

Les résultats de beaucoup d'études ont montré que le fait de savoir lire, écrire et calculer (éducation fonctionnelle) permet d'accroître la productivité et, par conséquent, la situation matérielle des individus. Il ressort de nos résultats que en milieu rural du Niger, la situation de pauvreté des ménages est indifférente au niveau d'instruction jusqu'au secondaire. En effet, seuls ceux qui ont un niveau d'instruction supérieur sont différemment pauvres que les autres, le taux de pauvreté tourne au tour de 60% dans tous les niveaux sauf au niveau professionnel et supérieur, respectivement ($P_0 = 8$) et ($P_0 = 17$). Mais, nous précisons tout de même que la contribution du niveau supérieur à la pauvreté nationale est nulle. Toute fois, la pauvreté est plus sévère dans la classe alphabétisée ($P_2 = 12$) que dans les autres classes.

Tableau 10: Les mesures de pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage

Niveau d'instruction du CM	Ecart Relatif	P0	P1	P2
Aucun	37,02	58	21,3	10,5
Coranique	38,07	56	21,4	10,7
Alphabétisé	38,29	60	22,7	12,0
Primaire	34,36	59	20,2	09,3
Secondaire	33,29	36	12,1	05,4
Form-prof et technique	20,86	08	1,8	0,5
Sup.	20,52	17	03,4	0,7
Total	37,00	56,3	20,9	10,3

Source : QUIBB 2005

III.2.2 Les déterminants de la pauvreté en milieu rural du Niger :

Les déterminants de la pauvreté sont recherchés parmi les caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages. Il s'agit des facteurs qui permettent d'identifier le pauvre mais aussi qui contribuent soit à aggraver ou à atténuer la situation de pauvreté d'un ménage.

III.2.2.1 Les résultats d'une estimations logistique

Il existe plusieurs méthodes économétriques pour analyser les déterminants de la pauvreté. A cet égard, deux approches sont généralement mises en œuvre : d'une part, les régressions catégoriques telles que les modèles probit et logit et d'autre part, les régressions linéaires. Pour analyser les déterminants de la pauvreté en milieu rural du Niger, nous utilisons des régressions logit pour ressortir les facteurs permettant d'instruments pour agir sur la pauvreté en milieu rural. Le tableau ci-dessous fait ressortir la liste des variables explicatives supposées avoir une relation positive ou négative avec la pauvreté. Les signes des paramètres nous autorisent à décider du sens de la relation et les valeurs des Exp. (B) permettent d'évaluer le risque auquel le ménage est exposé à la pauvreté. La valeur de la statistique (SIG) oriente la significativité des modalités, la modalité est significative si la valeur de (SIG) est nulle ou inférieure à 5% (seuil de significativité). La statistique Wald a la même signification que le Z-stat de Student. Pour chaque variable, une modalité de référence a été choisie pour l'interprétation des résultats.

Tableau 11: La validité du modèle : Hosmer and Lemeshow Test

Hypothèse H0 : si la probabilité (SIG) > 5%, les variables sont adaptées au modèle

Hypothèse H1 : S (SIG) < 5%, les variables ne sont pas adaptées.

Step	Chi-square	df	Sig.
1	0,000	2	1,000
2	7,331	8	0,501
3	6,181	8	0,627
4	8,939	8	0,347
5	14,644	8	0,066
6	10,518	8	0,231
7	14,012	8	0,081

Nous avons choisi de commenter les résultats de la dernière itération (7^{ème}), la validité du modèle est autorisée par les valeurs de la probabilité (SIG) qui sont toutes supérieures à 5%, d'où un bon modèle. Certaines variables considérées dans le modèle ont été systématiquement enlevées du modèle parce qu'elles ne sont pas explicatives, c'est le cas du sexe du chef de ménage et le temps d'accès à une case de santé, (voir annexe, tableau de régression).

Tableau 12: L'estimation du modèle Logistique (dernière étape)

VARIABLES	COEFICIENTS (B)	SE	WALD	DF	SIG.	Exp (B)
BETAIL			29,36	2,00	0,00	
petit bétail	- 0,20	0,14	2,19	1,00	0,14	0,82
gros bétail	- 0,51	0,09	29,25	1,00	0,00	0,60
MICROFINANCE (utilisation)	0,49	0,16	10,09	1,00	0,00	1,64
REGIONS			313,98	6,00	0,00	
Agadez	10,04	0,19	30,32	1,00	0,00	2,84
Diffa	2,40	0,20	144,78	1,00	0,00	11,07
Dosso	0,71	0,15	22,66	1,00	0,00	2,03
Maradi	- 0,55	0,13	19,59	1,00	0,00	0,57
Tahoua	1,23	0,13	85,20	1,00	0,00	3,41
Tillabéry	0,36	0,12	8,62	1,00	0,00	1,43
SECTEUR D'ACTIVITE			35,15	9,00	0,00	
Agriculture	- 0,64	0,42	2,30	1,00	0,13	0,53
mines/carrières	- 0,06	0,47	0,01	1,00	0,90	0,94
production/transformation	- 0,08	0,49	0,03	1,00	0,87	0,92
construction	- 0,57	0,50	1,31	1,00	0,25	0,56
transport	- 0,27	0,67	0,17	1,00	0,68	0,76
commerce	- 0,13	0,43	0,10	1,00	0,75	0,87
services	- 0,81	0,47	3,02	1,00	0,08	0,44
éducation/santé	0,36	0,61	0,35	1,00	0,55	1,44
administration	0,99	1,03	0,92	1,00	0,34	2,69
NIVEAUD'INSTRUCTION			20,55	6,00	0,00	
aucun	- 20,59	16 785,70	0,00	1,00	1,00	0,00
coranique	- 20,40	16 785,70	0,00	1,00	1,00	0,00
alphabétisé	- 20,57	16 785,70	0,00	1,00	1,00	0,00
primaire	- 20,58	16 785,70	0,00	1,00	1,00	0,00
secondaire	- 19,63	16 785,70	0,00	1,00	1,00	0,00
professionnel	- 18,68	16 785,70	0,00	1,00	1,00	0,00
STATUT MATRIMONIAL			20,60	3,00	0,00	
célibataire/jamais marié	1,50	0,59	6,43	1,00	0,01	4,50
monogame	0,54	0,20	7,22	1,00	0,01	1,72
polygame	0,86	0,22	15,12	1,00	0,00	2,35
TAILLE DU MENAGE			398,24	3,00	0,00	
1 à 2 personnes	3,17	0,21	227,88	1,00	0,00	23,79
3 à 4 personnes	1,99	0,12	291,71	1,00	0,00	7,32
5 à 6 personnes	0,83	0,10	65,57	1,00	0,00	2,29
CONSTANTE	4,66	2 397,96	0,00	1,00	1,00	105,90

Légende : DF est le degrés de liberté, WALD est la statistique de Wald, elle a la même signification que la statistique de student, SE est l'écart type associé, SIG est la probabilité de significativité de la relation, Ex (B) mesure le risque auquel la modalité est exposée à l'événement, c'est des Odds ration = P/1-P, avec P, la probabilité ou le risque auquel la modalité est exposée et 1-P la probabilité complémentaire.

III.2.2.2 Les facteurs structurels et ségrégatifs de la pauvreté

Ces sont des facteurs d'ordre naturel qui permettent de catégoriser les ménages.

III.2.2.2.1 L'effet spatial

S'agissant de la dimension spatiale, en milieu rural du Niger, la pauvreté n'est évitable que dans la région de Maradi. C'est la seule région défavorable à la pauvreté, cette région présente un coefficient de signe négatif ($B = - 0,55$), c'est-à-dire que la probabilité pour qu'un ménage soit pauvre est faible par rapport aux autres régions. Cette situation est réellement expliquée par la valeur de Exp. (B) qui est de l'ordre de 0,57 au moment où cette statistique est de l'ordre de 11,07 à Diffa, ce qui signifie que un ménage à Diffa est exposé 11 fois de plus au risque de devenir pauvre que un ménage de Maradi. La significativité de la caractéristique spatiale est expliquée par les valeurs élevées des statistiques de Wald, mais du fait que les probabilités (SIG) assignées à toutes les régions sont nulles. Nous précisons tout de même que le taux de pauvreté est plus élevé dans la région de Maradi qu'ailleurs.

III.2.2.2.2 Le statut matrimonial

Les signes des paramètres des modalités de la variable statut matrimonial sont positifs, ce qui signifie que le fait d'appartenir à une de ces modalités ne modifie pas le sens positif de la fonction de la probabilité d'être pauvre ou non. Seulement les probabilités diffèrent d'une modalité à une autre. En effet, les célibataires ou les jamais mariés sont plus exposés au risque de la pauvreté, ce fait s'explique par le coefficient plus élevé ($B = 1,50$) pour les célibataires, mais aussi de la valeur de la statistique Exp. (B) estimée à 4,50, ce qui signifie que les ménages se trouvant dans cette situation ont 4 fois plus de risque d'être pauvre que les ménages monogames (Exp. (B) = 1,72), les polygames sont exposés à la pauvreté avec un risque de 2,35 sur 3. Les modalités de cette variable sont toutes significatives (à 5%).

III.2.2.2.3 La taille du ménage

Les résultats de l'estimation montrent que la pauvreté est une fonction croissante de la taille du ménage. En d'autres termes plus le nombre de personnes dans ménage augmente plus le ménage est pauvre. Les modalités de la variable (Taille) sont tous significatives. Mais les ménages de petite taille (1 à 2 personnes) sont plus exposés au risque de pauvreté (Exp. (B) = 23,79), ce qui signifie que sur environs 24 chances d'échapper à la pauvreté, ils ne peuvent espérer que 0,21 chance. Ce qui n'est pas surprenant dès lors que en milieu rural le nombre de personnes travaillant aux champs constitue le premier facteur de production, donc de richesse, on peut alors, comprendre aisément que les ménages de petite taille soient les plus exposés au risque de devenir pauvre.

III.2.2.2.4 Les secteurs d'activité

En milieu rural du Niger, les modalités du secteur d'activité ne sont pas du tout significatives, les probabilités de significativité (SIG) sont tous supérieur à 5%. Néanmoins, le fait d'appartenir à un secteur d'activité se traduit par une baisse de la probabilité d'être pauvre, ce qui s'explique par les signes négatifs des paramètres des modalités, sauf ce qui sont dans l'administration publique (santé, éducation et administration), chose facile à comprendre dès lors qu'on sait que les travailleurs de cette catégorie sont sous payés (contractuels de l'éducation et les appelés au services civiques). De plus, la probabilité de devenir pauvre est plus élevée dans ces secteurs, Exp. (B) est de 1,44 pour santé/éducation et de 2,69 pour l'administration ; les moins exposés sont ceux qui travaillent dans le secteur services, Exp. (B) est de 0,44 représentant le risque le plus faible.

III.2.2.3 Les facteurs liés aux ressources productives et les services sociaux de base

Ces facteurs constituent possibilités et les capacités du ménage à faire face à ces besoins, ils sont surtout d'ordre matériel et humain.

III.2.2.3.1 La possession de bétail

Le fait de posséder du bétail en milieu rural est un moyen de contourner la pauvreté. La pauvreté évolue en sens inverse avec le fait de posséder du bétail, qui est un actif très important en milieu rural. Les signes des paramètres sont négatifs, seulement la modalité petit bétail n'est pas significatif (SIG = 0,14 > à 5% et 1%). En plus les ménages qui comptent sur leur possession de petit bétail sont plus exposés au risque de pauvreté que ceux ayant de gros bétail, la valeur de Exp. (B) est respectivement 0,8 et 0,6. Sur une chance de ne pas devenir pauvre, les ménages possédant de gros bétails saisissent 0,4 alors que ceux disposant de petits bétails n'en saisissent que 0,2 ; nous précisons que la modalité possession des deux types constitue la référence.

III.2.2.3.2 L'accès aux services de la micro finance

Paradoxalement, en milieu rural, ceux qui ont axé à la micro finance ne sont pas épargnés de la pauvreté. En effet, la pauvreté croit dans le même sens que l'utilisation de la micro finance, le signe du paramètre utilisation est positif, la modalité non utilisation de la micro finance étant choisie comme référence. Ce-ci peut s'expliquer par le fait que les crédits obtenus sont peut être utilisés pour la consommation. Pour que la microfinance réduit la pauvreté, il faut nécessairement que le pauvre l'utilise pour une activité génératrice de nouvelle richesse, si non il payera la dette et les intérêts dans ses propres ressources qui sont déjà insuffisantes. Cette situation entraînera un ménage déjà pauvre dans une pauvreté plus aigüe qu'il l'était avant le crédit. Sur 2 chances de ne pas devenir pauvre, l'utilisation par le pauvre en milieu rural, ne garantit que 0,36 chances d'échapper à la pauvreté.

III.2.2.3.3 Le niveau d'instruction du chef de ménage

A priori, la pauvreté est une fonction décroissante du niveau d'instruction du chef de ménage. Plus le niveau d'instruction est élevé moins le chef de ménage est pauvre. Les signes des paramètres (B) de toutes les modalités sont négatifs mais, elles ne sont pas significatives, les probabilités assignées (SIG. Proches de 1) sont toutes supérieures à 5%. Il est alors important de constater que le niveau d'instruction ne discrimine pas la situation de pauvreté en milieu rural. Les valeurs des Exp. (B) sont relativement nulles.

III.3 Les recommandations de politique économique

Dans une perspective d'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté, il est toujours nécessaire de trouver un cadre spécifique des politiques nationales de développement. Nos travaux de recherche nous ont conduit à identifier les contraintes, les atouts et les limites de l'environnement socioéconomique et politique du Niger, qui expliquent l'état, la nature et les caractéristiques de la pauvreté en milieu rural.

Tout en reconnaissant que le cadre d'orientation général doit être en grande partie spécifique au Niger, au regard de ses objectifs et priorités de développement. Il existe toutefois des éléments communs de stratégies liés principalement au programme d'ajustement structurels et à sa mise en œuvre. A ce niveau nous ferons aussi cas des composantes de l'ajustement visant une stratégie de croissance dans l'optique de faire reculer la pauvreté.

En milieu rural du Niger, les pauvres constituent 65,7% de la population. Les résultats de nos recherches ont montré qu'on les trouve dans les divers groupes socio-économiques. Le déficit est donc pour le Gouvernement du Niger, de savoir comment valoriser les activités économiques des pauvres, et de mettre en œuvre des réformes répondant aux besoins de ceux-ci et acceptées par eux. Nous proposons au gouvernement nigérien trois principales routes permettant aux politiques d'atteindre les pauvres, il s'agit de :

- de rechercher plus activement des moyens d'appuyer les stratégies de survie des pauvres en encourageant les bénéficiaires à participer à la planification et à la mise en œuvre de la planification et à la mise en œuvre des réformes ;

- d'examiner les éléments des réglementations publiques qui ont le plus d'impact direct sur les pauvres, afin d'atténuer les effets des règles et règlements qui entravent les opportunités qui peuvent s'offrir aux pauvres dans l'exercice quotidien de leurs activités économiques et rémunératrices ;
- d'étudier les options d'identification des pauvres confrontés à des situations critiques et d'appuyer un meilleur ciblage des populations vulnérables.

III.3.1 ciblage des pauvres et politique de réduction de la pauvreté

Les pauvres doivent être ciblé suivant des critères de priorité pour atténuer ou lutter efficacement contre la pauvreté.

III.3.1.1 Les régions prioritaires

L'analyse spatiale de la pauvreté en milieu rural du Niger, nous a conduit à préciser que la région de Maradi présente plus de pauvres (81%) suivie de Zinder (70,8%), Tillabéry (69,5%) et Dosso (69%), en matière de politique de réduction du nombre de pauvres, ces régions doivent être prioritaires, pour atteindre l'objectifs du millénaire, à savoir réduire le taux de pauvreté de 50% d'ici 2015. Et la somme nécessaire pour soustraire un individu de la pauvreté dans ces zones est en moyenne et par an de l'ordre de 40% du seuil de pauvreté soit **42.330FCFA**, cette somme représente l'écart moyen qui sépare le pauvre du seuil de pauvreté, c'est-à-dire le montant d'argent qui lui manque pour atteindre le seuil de pauvreté. Mais le problème fondamental est de savoir, le mécanisme de transmission de cette somme de manière continue et soutenue (toute chose égale par ailleurs) à un pauvre de ces régions. Il faut nécessairement une politique de redistribution respectant les critères économiques, à travers une croissance redistributive et durable, surtout pas appauvrissante.

III.3.1.2 Les secteurs d'activité prioritaires

Une stratégie réussie pour combattre la pauvreté et la faim en milieu rural du Niger doit commencer par reconnaître que l'agriculture est au cœur de l'existence des ruraux.

L'agriculture est le principal moteur de l'économie rurale au Niger. La dépendance vis-à-vis de l'agriculture pour la croissance économique et les gains à l'exportation augmente avec l'incidence de la faim, de même que la proportion des personnes qui sont tributaires de l'économie rurale. Les ménages du secteur agriculture contribuent à hauteur de 68% à la pauvreté rurale, et ils représentent plus de 63% de la population. Pour réduire les pauvres suivant les secteurs d'activités, il est nécessaire de développer le secteur agricole et offrir des opportunités de diversification et de développement des activités comme le commerce et les services (les petits métiers comme la forge, l'artisanat, etc.) qui sont aussi des secteurs offrant des chances d'émergence aux ruraux.

III.3.1.3 Les ressources productives à valoriser

Nous avons vu que en milieu rural du Niger, plus de 65% de la population est analphabète. Et ils contribuent à plus de 66% à la pauvreté rurale. Le Niger doit alors, non seulement développer le système éducatif mais aussi que des possibilités soient offertes à ceux qui ont des initiatives pour mettre en œuvre leur savoir faire.

Le développement d'un système financier peut contribuer à l'amélioration des revenus des pauvres en milieu rural, mais à condition que les bénéficiaires soient sensibilisés du rôle du crédit, mais également de son utilisation. Nous suggérons que le micro crédit soit octroyé après avoir identifier l'activité des utilisateurs (par exemple aux artisans, les propriétaires des grandes exploitations, les éleveurs, etc.) dans un processus de créer de l'emploi pour ceux qui n'en ont pas. Nous avons vu que la pauvreté est fonction croissante de l'utilisation de la micro finance, c'est normal, dès lors que le microcrédit dans le processus actuel, cible des individus et non les activités des individus. Il sera difficile de créer du travail pour soit avec du crédit, il faut d'abord posséder une activité, après vient son financement. Nous l'avons dit un peu plus haut que le pauvre sans activité peut directement utiliser l'emprunt pour des fins de consommation.

III.3.1.4 L'amélioration des conditions du statut matrimonial

En milieu rural du Niger, les célibataires sont les plus exposés au risque de pauvreté. Mais aussi, le taux de pauvreté est plus élevé chez les ménages ayant au moins une femme. Ce qui fait penser que les ménages célibataires sont certainement des cas sociaux, orphelins sans le soutien des proches, ou des révolutionnaires indépendants. Car il serait difficile d'être chef de ménage célibataire en milieu rural du Niger pour des considérations traditionnelles. Les politiques sociales doivent alors en tenir compte des orphelins et ceux qui ne trouvent pas leur compte dans la vie en grande famille et qui souhaitent leur indépendance. Ce sont des phénomènes souvent dus à des problèmes de famille surtout dans les ménages polygames. La taille du ménage qui apparaît caractéristique de grande pauvreté instaure un dilemme : faut-il nécessairement réduire les naissances, alors que en milieu rural pour produire beaucoup il faut disposer d'une main d'œuvre abondante?

La réduction de la pauvreté rurale dépend des perspectives d'amélioration de la productivité des pauvres - tandis que la plupart des approches des problèmes de la pauvreté urbaine reposent sur des mesures de protection sociale. L'augmentation des ratios travailleurs/enfants ouvre des possibilités en matière de réduction de la pauvreté. Pour les pauvres des zones rurales, la dématérialisation des femmes et l'amélioration de l'éducation et de la santé sont nécessaires pour faire baisser les taux de fécondité. L'aide est de plus en plus canalisée vers les secteurs non ruraux, or ce ne sont pas ceux où vivent et travaillent la plupart des pauvres.

III.3.1.5 L'utilisation du système de suivi

Un système de suivi doit définir les acteurs fonctionnels tels que :

- les acteurs du suivi ;
- le niveau géographique du suivi ;
- la période de suivi et
- les indicateurs.

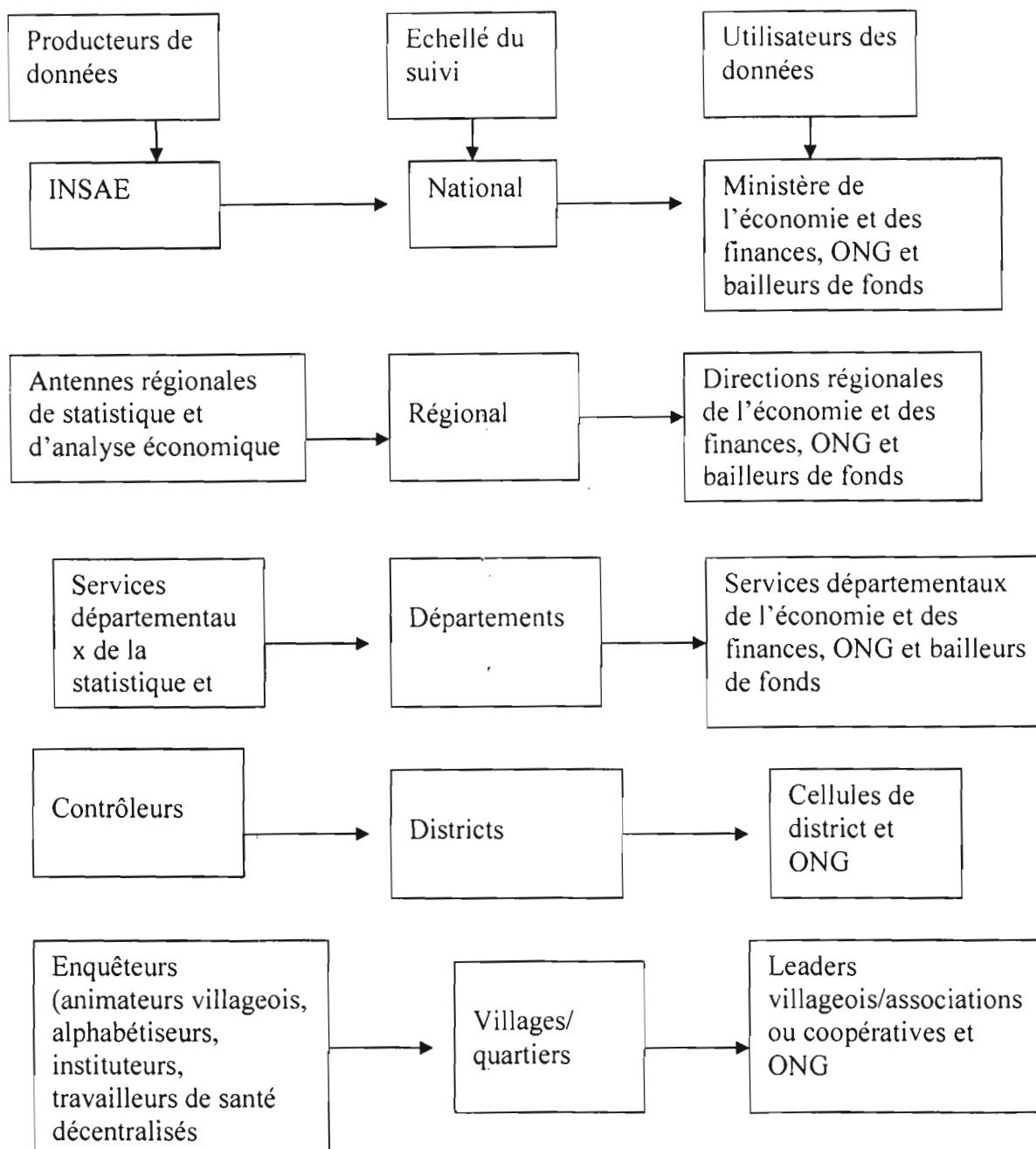
Les acteurs du suivi peuvent se situer d'une part au niveau des producteurs de données et d'information, mais aussi des utilisateurs. On peut en citer les services techniques des organismes de collectes de données, les services techniques chargés du suivi, les populations qui participent à la collecte des données selon une approche participative. Les utilisateurs potentiels seront les

services décentralisés de l'Etat, au niveau central ce sera le Ministère de l'économie et des finances, et à tous les niveaux, on retrouvera les organismes de financement (ONG et bailleurs de fonds).

La définition du niveau géographique du suivi dépend de plusieurs contraintes, notamment financières, et de pilotage dans un premier temps. Il serait préférable d'adopter un système léger de suivi qui identifiera les zones les plus touchées, d'y asseoir des sites de surveillance qui mobiliseront d'abord l'information pour les remonter au niveau central. Pour rendre le suivi plus opérationnel, il est indispensable de permettre aux autorités locales d'avoir des instruments de suivi des impacts de leurs politiques au niveau décentralisé.

La périodicité quant à elle, se situera dans l'intervalle d'au moins une année, avec plusieurs passages, au moins deux fois au courant, d'une année, pour permettre d'avoir des données saisonnières.

III.3.1.6 Schéma d'un cadre institutionnel performant



Le système de suivi doit être suffisamment léger pour être opérationnel. Mais pour être utilisable par les décideurs politiques et élus locaux, il faut qu'il colle au découpage administratif approprié en vigueur dans le pays. De commun accord avec l'administration, une recherche pourrait se faire pour trouver le niveau administratif le plus approprié dans ce sens.

Conclusion générale

L'éradication de la pauvreté qui est bien sûr l'objectif ultime des OMDs, sera extrêmement difficile eu égard à la persistance d'une pauvreté généralisée surtout en milieu rural au Niger.

Le Niger est compté parmi les pays les plus pauvres du monde en termes de revenu réel et d'accès aux services sociaux de base.

Les causes de cette pauvreté de masse sont très complexes au Niger et les conséquences exacerbent souvent les problèmes des Nigériens. Ce qui oblige, une réflexion approfondie afin de maîtriser les déterminants et les solutions possibles pour lutter contre la pauvreté en milieu rural du Niger. C'est dans ce contexte que nos travaux de recherche se sont intéressés à explorer les déterminants de la pauvreté en milieu rural du Niger. Plus spécifiquement, nous avons mesuré la pauvreté, identifié les caractéristiques et le pauvre lui-même. A cet effet, nous avons abordé la pauvreté à partir des dépenses annuelles (alimentaires et non alimentaires) des ménages, ce qui a conduit à l'élaboration d'un seuil de pauvreté monétaire. Par conséquent, nous avons retenu un seuil de 105 827 FCFA pour le milieu rural et 144 750 FCFA pour le milieu urbain, ressortant ainsi 62,1% de pauvres au plan national et 65,7% de pauvres en milieu rural. Les indices de pauvreté (FGT 1984) nous ont permis de mesurer et comparer la pauvreté entre les régions et suivant les caractéristiques socioéconomiques des ménages.

La pauvreté est inégalement répartie dans les régions, et la région rurale de Maradi est la plus pauvre au Niger avec un taux de pauvreté de 81,5% suivie de Zinder et de Tillabéry. Elle est plus sévère à Maradi et à Dosso.

Par la suite, une modélisation logistique, nous a permis de relever les facteurs de pauvreté en milieu rural du Niger. Le Tableau n°12 met en évidence le rôle du niveau d'instruction du chef de ménage, la possession de bétail, le secteur d'activité, l'accès aux services de la microfinance, la région de résidence, la taille du ménage, le statut matrimonial pour expliquer la pauvreté. Mais certaines modalités de ces variables comme le niveau d'instruction, le secteur d'activité se sont retrouvées non significatives.

Cependant, une politique de réduction de la pauvreté nécessite l'amélioration des revenus des pauvres et le renforcement de leurs moyens d'existence. Par conséquent, il convient d'encourager expressément la croissance des revenus des pauvres. Il faut que les profils de croissance contribuent à augmenter la production, à créer de l'emploi et à ouvrir plus largement l'accès des pauvres aux services sociaux de base dans le milieu rural du Niger.

La question qui se pose est la suivante: dans quelles conditions la croissance des revenus est-elle axée sur les besoins des pauvres? La réponse la plus évidente est que la croissance économique issue du développement agricole peut réduire la pauvreté à condition de ne pas se produire dans un contexte caractérisé par de fortes inégalités. Les ménages ruraux tirent leurs revenus de l'agriculture ou d'emplois non agricole. Le revenu agricole est issu de la production de subsistance, de la vente des produits agricoles ou d'emplois dans l'agriculture. Le secteur rural non agricole fournit des biens et services liés à l'agriculture, tels que la préparation des intrants, la réparation des outils, la transformation, le transport et la commercialisation des produits. Les revenus tirés des activités agricoles créent une demande pour la production des petites entreprises rurales. Il faut très peu de spécialisation pour créer une telle entreprise ou y travailler; elles sont donc à la portée des pauvres. En fin, Le handicap de productivité causé par la faim doit être traité directement pour faire en sorte que le développement rural suive son cours normal. Il s'impose alors, une synergie entre les mesures agissant directement sur le problème de la faim et les mesures destinées à stimuler l'agriculture et le secteur rural.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Agénor, P. - R., Izquierdo, A. et Fofack, H. (2001). IMMPA : un cadre macroéconomique Average and Stochastic Frontier Production Fonctions. Centre for the Study of African.

Banque mondiale (2000),: *Attacking Poverty.*, Washington, World Development Report 2000/1.

Barrett, C. B, (2003), "Rural Poverty Dynamics: Development Policy Implications" paper Books, Distributed by Harvester Press, Brighton, Sussex.

Birahim Bouna NIANG, « les dépenses publiques d'éducation sont elles pro-pauvres? Analyse au cas du Sénégal », CORNELL/CREA/ Conférence régionale sur l'éducation en Afrique de l'Ouest, Novembre 2005.

Cabinet Bosari, Rapport de l'enquête participative sur la pauvreté, Juin 2002.

Carter M. May J. (1999), "One Kind of Freedom: Poverty Dynamics in Post-Apartheid South Africa",

Castro-Lela, F., Dayton, J., Demery, L. and Mehra, K. (1999). Public Spending in Africa: Do Centre, Technical Papers n°3.

Chambas, Gérard ; Kerhuel, Antoine. - La réforme de l'Etat : implications des Cadres stratégiques de réduction de la pauvreté. - *Afrique contemporaine* <P 4° 1982>. - (2001-07/09) n°199, p.78-85.

Chia, N. - C., Wahba, M. S. and Whalley, J. (1992). A General Equilibrium Based - Social Colombia. New York. Oxford University Press.

Christian GOURIEROUX, *Econométrie des variables qualitatives*, 2^{ème} édition, Economica 1989.

Christian GOURIEROUX, *Théorie des sondages*, Economica 1981.

CISSE F., *La pauvreté rurale au Sénégal : profils et déterminants*, Mémoire de DEA-PTCI, 1997.

Datt, G. and Ravallion, M, (1992), "Growth and Redistribution Components of Changes in Distribution in Indonesia: A Social Accounting Matrix Application. OECD, document de travail No 122.

Dollar D., Kraay A. (2000), "Growth is Good for the Poor", draft, World Bank, march *Econometrica*, 52(3): 761-776.

E.Oti Boateng et al (1990), un profil de pauvreté au Ghana, 1987-88, document de travail n°5 Banque Mondiale Washington, D.C.

Foster, J. Greer, J. and Thorbecke, E., (1984), "A class of Decomposable Poverty Measures", *Econometrica*, vol. 52, no. 3, pp.761-776.

Gaiha, R. (1989): "Are the chronically poor also the poorest in rural India?", *Development and Change*, vol. 20 p.295-322.

Ghatak, S. and Ingersent, K., (1984), "Agriculture and Economic Development", *Wheatshaf*

Glewwe P., Hall G. (1995): "Who is most vulnerable to macroeconomic shocks? Hypothesis tests using Health and Education Externalities: A CGE Applied to Benin. Cahier du Centre de Recherche

Herrera, J. (2001): "Poverty dynamics in Peru, 1997-1999". Document de travail DIAL 09-2001, 56 pages.

Inégalités et politiques publiques en Afrique : pluralité des normes et jeux d'acteurs / Gérard Winter coordonnateur. - Paris : IRD : Karthala, 2000. (Economie et développement).

Jalan, J., Ravallion, M. (1998): "Transient poverty in postreform rural China", *Journal of Comparative*

Jenkins S. (1998), "*Modelling household income dynamics*", Colchester, draft, University of Essex.

Justino, P., Litchfield, J. (2002): "Poverty dynamics in rural Vietnam: winners and losers during reform".

Kazianga Harounan (1996), *Analyse de la demande rurale et impact des réformes de politiques économiques sur les ménages : évidences empiriques au Burkina Faso*, Thèse de Doctorat de 3ème Cycle, université de Ouagadougou.

Keuning, S. and Thorbecke, E. (1989), *The Impact of Budget Retrenchment on Income*.

Lanjouw, P. and Ravallion, M. (1998), *Benefice Incidence and the Timing of Program Capture*. The World Bank Research Group. *Poverty and Human Ressources*. Policy Research Working Paper n°1956.

Mamadou Alpha BARRY, *WADE sa pensée économique : l'Afrique reprend l'initiative*, éd. Hachette, Février 2006.

Mbaya KANKWENDA et al, *La lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne*, *Economica*, 1999

McCulloch, N., Baulch B. (1999): "Distinguishing the chronically from the temporarily poor: Evidence from rural Pakistan", *IDS Working Paper n°97*.

McCulloch, N., Calandrino, M. (2002): "Poverty Dynamics in Rural Sichuan Between 1991 and 1995", IDS Working Papers n°151.

Ravallion, M. (1996), "Comparaison de la pauvreté", Concepts et méthodes. LSMS, document de travail No 122.

RAYNAUT C., 1990. "Inégalités économiques et solidarités sociales : exemples Haoussa au Niger", in : Sociétés, Développement et Santé (D. Fassin et Y. Jaffré eds.), Paris, Agence universitaire de la francophonie, pp. 50-66.

République du Niger, Cabinet du Premier Ministre, Stratégie de Réduction de la pauvreté (SRP), DSRP Janvier 2002.

République du Niger, Cabinet du Premier Ministre, Stratégie de Réduction de la pauvreté (SRP), Rapport de mise en œuvre, Juin 2003.

République du Niger, Ministère de l'économie et des finances, Institut National de la Statistique (INS), les Comptes économiques de la nation, Février 2006.

République du Niger, Rapport national sur Développement Humain, 1998.

Savado, K., Jean-Bernard, O. et T. Taladidia, (1995), "Profil de la pauvreté au Burkina Faso", Une approche qualitative et quantitative, Université de Ouagadougou.

Sen, A.K. (1976), "Poverty: An Ordinal Approach to Measurement", *Econometrica*, vol. 44, no. 2, March, pp.219-231.

Thiombiano T., Ouali K. S., Kazianga, H. et J.P. Sawadogo, (1997), "Pauvreté au Burkina Faso" : Revue de littérature et extensions.

Van de Walle, D. (1996). Assessing the Welfare Impact of Public Spending. The World Bank.

Walker, T., J. Ryan (1990): Village and household economies in India's semi-arid tropic.

Yacub S. (2000), "Poverty dynamics in developing countries", mimeo, University of Sussex.

ANNEXE 1 : Les résultats de l'estimation Logistique

1.1 Résumé du modèle

Case Processing Summary			
Unweighted Cases(a)		N	Percent
Selected Cases	Included in Analysis	3525	75,4818
	Missing Cases	1145	24,5182
	Total	4670	100
Unselected Cases		0	0
Total		4670	100

a If weight is in effect, see classification table for the total number of cases.

Dependent Variable Encoding	Internal Value
Original Value	Internal Value
pauvre	1
non pauvre	0

1.2 Tableau de contingence: teste de Hosmer et Lemeshow

Contingency Table for Hosmer and Lemeshow Test						
		statut pauvreté = pauvre		statut pauvreté = non pauvre		Total
		Observed	Expected	Observed	Expected	
Step 1	1	1137	1137	464	464	1601
	2	522	522	382	382	904
	3	264	264	503	503	767
	4	40	40	213	213	253
Step 2	1	314	309,108	42	46,8924	356
	2	224	229,793	64	58,2073	288
	3	142	153,709	56	44,291	198
	4	282	279,939	95	97,0607	377
	5	313	310,266	151	153,734	464
	6	224	213,008	142	152,992	366
	7	156	153,458	138	140,542	294
	8	148	147,156	211	211,844	359
	9	97	102,598	255	249,402	352
	10	63	63,9652	408	407,035	471
Step 3	1	306	303,102	40	42,8982	346
	2	295	299,269	72	67,7306	367
	3	266	263,661	78	80,3393	344
	4	197	204,434	90	82,5663	287
	5	264	259,327	128	132,673	392

	6	211	200,421	132	142,579	343
	7	171	176,389	200	194,611	371
	8	123	133,397	229	218,603	352
	9	85	84,8806	274	274,119	359
	10	45	38,1191	319	325,881	364
Step 4	1	315	307,36	33	40,6402	348
	2	277	292,659	80	64,3408	357
	3	212	213,643	64	62,3574	276
	4	259	254,703	90	94,2966	349
	5	236	234,724	117	118,276	353
	6	231	225,26	154	159,74	385
	7	178	173,099	176	180,901	354
	8	130	135,447	232	226,553	362
	9	80	86,2617	274	267,738	354
	10	45	39,8442	342	347,156	387
Step 5	1	315	306,694	32	40,306	347
	2	274	292,47	80	61,5303	354
	3	273	273,491	80	79,5085	353
	4	249	252,484	105	101,516	354
	5	247	234,795	113	125,205	360
	6	219	206,596	146	158,404	365
	7	151	152,887	174	172,113	325
	8	122	130,347	237	228,653	359
	9	73	78,5382	270	264,462	343
	10	40	34,6968	325	330,303	365
Step 6	1	313	307,267	33	38,7332	346
	2	269	283,879	74	59,1211	343
	3	279	275,391	74	77,6086	353
	4	249	256,046	107	99,9544	356
	5	238	229,174	112	120,826	350
	6	217	203,178	137	150,822	354
	7	169	172,937	198	194,063	367
	8	119	126,248	234	226,752	353
	9	79	79,65	280	279,35	359
	10	31	29,231	313	314,769	344
Step 7	1	320	316,721	36	39,2788	356
	2	271	289,88	80	61,1204	351
	3	287	275,406	66	77,5943	353
	4	243	252,872	110	100,128	353
	5	238	231,047	116	122,953	354
	6	209	201,578	145	152,422	354
	7	171	163,032	181	188,968	352
	8	117	125,542	236	227,458	353
	9	76	77,8633	278	276,137	354
	10	31	29,0597	314	315,94	345

1.3 Tableau des classifications et des pourcentages de prédictions correctes

Classification Table (a)					
	Observed		Predicted		
			statut pauvreté		Percentage Correct
			pauvre	non pauvre	
Step 1	statut pauvreté	pauvre	1659	304	84,5135
		non pauvre	846	716	45,8387
	Overall Percentage				67,3759
Step 2	statut pauvreté	pauvre	1635	328	83,2909
		non pauvre	668	894	57,2343
	Overall Percentage				71,7447
Step 3	statut pauvreté	pauvre	1576	387	80,2853
		non pauvre	582	980	62,7401
	Overall Percentage				72,5106
Step 4	statut pauvreté	pauvre	1620	343	82,5267
		non pauvre	610	952	60,9475
	Overall Percentage				72,9645
Step 5	statut pauvreté	pauvre	1645	318	83,8003
		non pauvre	626	936	59,9232
	Overall Percentage				73,2199
Step 6	statut pauvreté	pauvre	1619	344	82,4758
		non pauvre	596	966	61,8438
	Overall Percentage				73,3333
Step 7	statut pauvreté	pauvre	1612	351	82,1192
		non pauvre	590	972	62,2279
	Overall Percentage				73,305

a The cut value

1.4 Les signes des paramètres et la significativité des modalités des variables retenues

Variables in the Equation								95,0% C.I. for EXP (B)	
	B	S.E.	Wald	df	Sig.	Exp(B)		Lower	Upper
Step 1(a)	taillegr		401,4	3	1E-86				
	taillegr(1)	2,568677	0,181	201,6	1	9E-46	13,049	9,153	18,602
	taillegr(2)	1,540905	0,094	269,5	1	1E-60	4,6688	3,884	5,6118
	taillegr(3)	0,584017	0,087	45,07	1	2E-11	1,7932	1,512	2,1266
	Constant	0,277136	0,052	28,55	1	9E-08	1,3193		
Step 2(b)	region		333,3	6	6E-69				
	region(1)	0,962399	0,183	27,67	1	1E-07	2,618	1,829	3,7472
	region(2)	2,406552	0,191	159	1	2E-36	11,096	7,633	16,129
	region(3)	0,700066	0,143	23,92	1	1E-06	2,0139	1,521	2,6661
	region(4)	-0,51267	0,12	18,13	1	2E-05	0,5989	0,473	0,7583
	region(5)	1,191889	0,129	85,53	1	2E-20	3,2933	2,558	4,2396
	region(6)	0,31393	0,117	7,237	1	0,0071	1,3688	1,089	1,7206

	taillegr			389	3	5E-84			
	taillegr(1)	2,703285	0,19	201,8	1	9E-46	14,929	10,28	21,678
	taillegr(2)	1,681872	0,103	267,4	1	4E-60	5,3756	4,394	6,5763
	taillegr(3)	0,641556	0,094	46,43	1	9E-12	1,8994	1,579	2,2844
	Constant	0,606679	0,06	100,6	1	1E-23	1,8343		
Step 3(c)	region			324,8	6	4E-67			
	region(1)	0,987763	0,185	28,39	1	1E-07	2,6852	1,867	3,8618
	region(2)	2,400754	0,198	147,7	1	6E-34	11,031	7,49	16,247
	region(3)	0,69989	0,146	23,03	1	2E-06	2,0135	1,513	2,6797
	region(4)	-0,53284	0,122	18,98	1	1E-05	0,5869	0,462	0,7459
	region(5)	1,237219	0,131	89,48	1	3E-21	3,446	2,667	4,453
	region(6)	0,363298	0,119	9,327	1	0,0023	1,4381	1,139	1,8157
	sectav			65,47	9	1E-10			
	sectav(1)	-0,69906	0,401	3,037	1	0,0814	0,4971	0,226	1,0911
	sectav(2)	-0,0807	0,457	0,031	1	0,8597	0,9225	0,377	2,2577
	sectav(3)	-0,27479	0,475	0,335	1	0,5629	0,7597	0,299	1,9273
	sectav(4)	-0,73263	0,484	2,295	1	0,1298	0,4806	0,186	1,24
	sectav(5)	-0,37036	0,658	0,317	1	0,5737	0,6905	0,19	2,5091
	sectav(6)	-0,22515	0,412	0,299	1	0,5847	0,7984	0,356	1,79
	sectav(7)	-0,86876	0,451	3,708	1	0,0542	0,4195	0,173	1,0157
	sectav(8)	1,343365	0,523	6,605	1	0,0102	3,8319	1,376	10,675
	sectav(9)	1,388293	0,949	2,138	1	0,1437	4,008	0,623	25,766
	taillegr			393	3	7E-85			
	taillegr(1)	2,745755	0,193	203,1	1	5E-46	15,576	10,68	22,724
	taillegr(2)	1,72817	0,105	273,3	1	2E-61	5,6303	4,587	6,9106
	taillegr(3)	0,674	0,095	49,89	1	2E-12	1,9621	1,627	2,3656
	Constant	1,12636	0,134	70,5	1	5E-17	3,0844		
Step 4(d)	betail			32,81	2	8E-08			
	betail(1)	-0,23565	0,135	3,057	1	0,0804	0,7901	0,607	1,0289
	betail(2)	-0,53189	0,093	32,5	1	1E-08	0,5875	0,489	0,7054
	region			301,1	6	5E-62			
	region(1)	0,923321	0,187	24,5	1	7E-07	2,5176	1,747	3,629
	region(2)	2,347426	0,198	139,9	1	3E-32	10,459	7,088	15,431
	region(3)	0,722985	0,146	24,36	1	8E-07	2,0606	1,546	2,7459
	region(4)	-0,49132	0,123	15,97	1	6E-05	0,6118	0,481	0,7786
	region(5)	1,233065	0,132	87,51	1	8E-21	3,4317	2,65	4,4434
	Region(6)	0,355747	0,12	8,728	1	0,0031	1,4272	1,127	1,8072
	sectav			69,41	9	2E-11			
	sectav(1)	-0,72628	0,408	3,165	1	0,0752	0,4837	0,217	1,0766
	sectav(2)	-0,0959	0,464	0,043	1	0,8362	0,9086	0,366	2,2546
	sectav(3)	-0,3301	0,481	0,471	1	0,4927	0,7189	0,28	1,846
	sectav(4)	-0,70098	0,491	2,035	1	0,1537	0,4961	0,189	1,2997
	sectav(5)	-0,33116	0,661	0,251	1	0,6163	0,7181	0,197	2,6221
	sectav(6)	-0,24166	0,419	0,333	1	0,5641	0,7853	0,345	1,7853
	sectav(7)	-0,88338	0,458	3,726	1	0,0536	0,4134	0,169	1,0137
	sectav(8)	1,433355	0,53	7,315	1	0,0068	4,1927	1,484	11,847
	sectav(9)	1,457818	0,947	2,369	1	0,1238	4,2966	0,671	27,499
	taillegr			410,2	3	1E-88			

	taillegr (1)	2,89979	0,197	216,5	1	5E-49	18,17	12,35	26,738
	taillegr (2)	1,830633	0,107	290,8	1	3E-65	6,2378	5,054	7,6985
	taillegr (3)	0,728707	0,096	57,03	1	4E-14	2,0724	1,715	2,5038
	Constant	1,097694	0,137	64,32	1	1E-15	2,9972		
Step 5(e)	betail			29,05	2	5E-07			
	betail (1)	-0,22298	0,135	2,722	1	0,099	0,8001	0,614	1,0428
	betail (2)	-0,50333	0,094	28,77	1	8E-08	0,6045	0,503	0,7266
	region			308,2	6	1E-63			
	region (1)	0,980922	0,189	27,06	1	2E-07	2,6669	1,843	3,8595
	region (2)	2,363853	0,199	140,8	1	2E-32	10,632	7,195	15,711
	region (3)	0,709091	0,147	23,21	1	1E-06	2,0321	1,523	2,7117
	region (4)	-0,54387	0,124	19,31	1	1E-05	0,5805	0,455	0,7399
	region (5)	1,215359	0,132	84,7	1	3E-20	3,3715	2,603	4,3675
	region (6)	0,34655	0,121	8,163	1	0,0043	1,4142	1,115	1,7937
	sectav			71,6	9	7E-12			
	sectav (1)	-0,72714	0,411	3,129	1	0,0769	0,4833	0,216	1,0817
	sectav (2)	-0,08678	0,467	0,034	1	0,8527	0,9169	0,367	2,2909
	sectav (3)	-0,19314	0,483	0,16	1	0,689	0,8244	0,32	2,1226
	sectav (4)	-0,69392	0,495	1,966	1	0,1608	0,4996	0,189	1,3179
	sectav (5)	-0,39311	0,664	0,351	1	0,5537	0,675	0,184	2,4793
	sectav (6)	-0,21636	0,422	0,263	1	0,6079	0,8054	0,352	1,8405
	sectav (7)	-0,89572	0,461	3,783	1	0,0518	0,4083	0,166	1,0069
	sectav (8)	1,431553	0,534	7,177	1	0,0074	4,1852	1,468	11,928
	sectav (9)	1,499221	0,948	2,498	1	0,114	4,4782	0,698	28,738
	hmstat			21,35	3	9E-05			
	hmstat (1)	1,535712	0,592	6,726	1	0,0095	4,6446	1,455	14,825
	hmstat (2)	0,56082	0,199	7,947	1	0,0048	1,7521	1,186	2,5876
	hmstat (3)	0,87354	0,218	16,02	1	6E-05	2,3954	1,562	3,6743
	taillegr			396,6	3	1E-85			
	taillegr (1)	3,143174	0,209	226,1	1	4E-51	23,177	15,39	34,913
	taillegr (2)	1,974028	0,116	290,9	1	3E-65	7,1996	5,738	9,0328
	taillegr (3)	0,82812	0,101	66,74	1	3E-16	2,289	1,877	2,7921
	Constant	1,294256	0,197	43,12	1	5E-11	3,6483		
Step 6(f)	betail			30,97	2	2E-07			
	betail (1)	-0,21699	0,136	2,564	1	0,1093	0,8049	0,617	1,0498
	betail (2)	-0,52398	0,094	30,79	1	3E-08	0,5922	0,492	0,7126
	region			311,6	6	3E-64			
	region (1)	1,032922	0,189	29,76	1	5E-08	2,8093	1,938	4,0717
	region (2)	2,400069	0,2	144,4	1	3E-33	11,024	7,453	16,305
	region (3)	0,714462	0,149	23,13	1	2E-06	2,0431	1,527	2,7336
	region (4)	-0,52991	0,125	18,04	1	2E-05	0,5887	0,461	0,7517
	region (5)	1,238955	0,133	87,3	1	9E-21	3,452	2,662	4,4766
	region (6)	0,372695	0,122	9,306	1	0,0023	1,4516	1,143	1,8444
	sectav			36,47	9	3E-05			
	sectav (1)	-0,64157	0,416	2,374	1	0,1234	0,5265	0,233	1,1908
	sectav (2)	-0,04093	0,472	0,008	1	0,9309	0,9599	0,38	2,4222
	sectav (3)	-0,0999	0,488	0,042	1	0,8377	0,9049	0,348	2,3537
	sectav (4)	-0,59073	0,5	1,398	1	0,2371	0,5539	0,208	1,4749

	sectav (5)	-0,27512	0,667	0,17	1	0,6801	0,7595	0,205	2,808
	sectav (6)	-0,14137	0,427	0,11	1	0,7404	0,8682	0,376	2,0038
	sectav (7)	-0,8366	0,465	3,234	1	0,0721	0,4332	0,174	1,0781
	sectav (8)	0,418863	0,606	0,477	1	0,4897	1,5202	0,463	4,9893
	sectav (9)	1,032533	1,045	0,976	1	0,3233	2,8082	0,362	21,789
	instrucm			21,96	6	0,0012			
	instrucm(1)	-20,7243	16740	2E-06	1	0,999	1E-09	0	
	instrucm(2)	-20,5298	16740	2E-06	1	0,999	1E-09	0	
	instrucm(3)	-20,6532	16740	2E-06	1	0,999	1E-09	0	
	instrucm(4)	-20,681	16740	2E-06	1	0,999	1E-09	0	
	instrucm(5)	-19,707	16740	1E-06	1	0,9991	3E-09	0	
	instrucm(6)	-18,794	16740	1E-06	1	0,9991	7E-09	0	
	hmstat			20,13	3	0,0002			
	hmstat(1)	1,467412	0,593	6,127	1	0,0133	4,338	1,357	13,865
	hmstat(2)	0,509621	0,201	6,46	1	0,011	1,6647	1,124	2,466
	hmstat(3)	0,83083	0,22	14,3	1	0,0002	2,2952	1,492	3,5303
	taillegr			396	3	2E-85			
	taillegr(1)	3,145079	0,21	225	1	7E-51	23,222	15,4	35,023
	taillegr(2)	1,98459	0,116	291,1	1	3E-65	7,2761	5,793	9,1393
	taillegr(3)	0,821441	0,102	64,75	1	8E-16	2,2738	1,861	2,7774
	Constant	4,489209	2391	4E-06	1	0,9985	89,051		
Step 7(g)	betail			29,36	2	4E-07			
	betail(1)	-0,20054	0,136	2,189	1	0,139	0,8183	0,627	1,0673
	betail(2)	-0,51193	0,095	29,25	1	6E-08	0,5993	0,498	0,7215
	g14n(1)	0,493745	0,155	10,09	1	0,0015	1,6384	1,208	2,222
	region			314	6	8E-65			
	region(1)	1,043186	0,189	30,32	1	4E-08	2,8382	1,958	4,1145
	region(2)	2,404263	0,2	144,8	1	2E-33	11,07	7,483	16,377
	region(3)	0,708	0,149	22,66	1	2E-06	2,0299	1,517	2,7169
	region(4)	-0,55476	0,125	19,59	1	1E-05	0,5742	0,449	0,7341
	region(5)	1,225618	0,133	85,2	1	3E-20	3,4063	2,626	4,4188
	region(6)	0,359462	0,122	8,616	1	0,0033	1,4326	1,127	1,8212
	sectav			35,15	9	6E-05			
	sectav(1)	-0,6352	0,419	2,303	1	0,1291	0,5298	0,233	1,2034
	sectav(2)	-0,05713	0,475	0,014	1	0,9042	0,9445	0,373	2,394
	sectav(3)	-0,08075	0,49	0,027	1	0,8692	0,9224	0,353	2,4112
	sectav(4)	-0,57347	0,502	1,306	1	0,2532	0,5636	0,211	1,5072
	sectav(5)	-0,27448	0,67	0,168	1	0,6818	0,76	0,205	2,823
	sectav(6)	-0,13411	0,429	0,098	1	0,7545	0,8745	0,377	2,0268
	sectav(7)	-0,81263	0,467	3,023	1	0,0821	0,4437	0,178	1,1089
	sectav(8)	0,361409	0,609	0,353	1	0,5527	1,4354	0,435	4,7323
	sectav(9)	0,989824	1,033	0,919	1	0,3379	2,6908	0,355	20,37
	instrucm			20,55	6	0,0022			
	instrucm(1)	-20,5918	16786	2E-06	1	0,999	1E-09	0	
	instrucm(2)	-20,4032	16786	1E-06	1	0,999	1E-09	0	
	instrucm(3)	-20,5748	16786	2E-06	1	0,999	1E-09	0	
	instrucm(4)	-20,5752	16786	2E-06	1	0,999	1E-09	0	
	instrucm(5)	-19,6268	16786	1E-06	1	0,9991	3E-09	0	

ANNEXE 2 : Les indices de pauvreté FGT

2.1 Les indices de pauvreté en milieu rural (pondération individu)

FGT (Poverty) : P0 total rural (pondération individu)

Session Date	
Execution Time	0.094 sec
FileName	NOUFOU Insa.txt
OBS	4670
Variable of interest	PCEXP
Size variable	WTA_HH
Group variable	No Selection
Group Number	

Index	Estimated value
FGT (P0)	0.65681118
Poverty line	105827.00000000
EDE	0.00000000

FGT (Poverty) : P1 total rural (pondération individu)

Session Date	
Execution Time	0.032 sec
FileName	NOUFOU Insa.txt
OBS	4670
Variable of interest	PCEXP
Size variable	WTA_HH
Group variable	No Selection
Group Number	

Index	Estimated value
FGT (P1)	0.25919130
Poverty line	105827.00000000
EDE	27429.45898438

FGT (Poverty) :P2 total rural (pondération individu)

Session Date	
Execution Time	0.016 sec
FileName	NOUFOU Insa.txt
OBS	4670
Variable of interest	PCEXP
Size variable	WTA_HH
Group variable	No Selection
Group Number	

Index	Estimated value
FGT (P2)	0.13291338
Poverty line	105827.00000000
EDE	38581.63210648

2.2 La décomposition des indices de pauvreté (pondération ménage)

2.2.1 Suivant le sexe

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time 0.109 sec
 FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable HGENDER
 Group Number 1-2
 alpha 0
 Estimate (P0) 0.56366360
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P0)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.57030058	0.94198900	0.95308071	0.53721690
2	0.45589098	0.05801100	0.04691929	0.02644669
TOTAL	---	1.0	1.0	0.56366360

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time 0.031 sec
 FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable HGENDER
 Group Number 1-2
 alpha 1
 Estimate (P1) 0.20855592
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P1)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.21234786	0.94198900	0.95911604	0.20002933
2	0.14698249	0.05801100	0.04088401	0.00852660
TOTAL	---	1.0	1.0	0.20855592

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time
 FileName
 OBS
 Variable of interest
 Size variable
 Group variable
 Group Number
 alpha
 Estimate (P2)
 Poverty Line

0.015 se
 c
 NOUFOU Insa.txt
 4670
 PCEXP
 PONDM
 HGENDER
 1-2
 2
 0.10282595
 105827.00000000

Group #	Estimate (P2)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
	0.10486938	0.94198900	0.96070880	0.09878580
	0.06964429	0.05801100	0.03929101	0.00404014
TOTAL	---	1.0	1.0	0.10282595

2.2.2 Selon le statut matrimonial

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time
 FileName
 OBS
 Variable of interest
 Size variable
 Group variable
 Group Number
 alpha
 Estimate (P0)
 Poverty Line

0.016 sec
 NOUFOU Insa.txt
 4670
 PCEXP
 PONDM
 HMSTAT
 1-2-3-4
 0
 0.56366360
 105827.00000000

Group #	Estimate (P0)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.12781633	0.01137316	0.00257898	0.00145368
2	0.55036223	0.68990624	0.67362583	0.37969834
3	0.65916258	0.22678673	0.26521021	0.14948933
4	0.45906386	0.07193387	0.05858501	0.03302224
TOTAL	---	1.0	1.0	0.56366360

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time
 FileName
 OBS

0.032 sec
 NOUFOU Insa.txt
 4670

Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable HMSTAT
 Group Number 1-2-3-4
 alpha 1
 Estimate (P1) 0.20855592
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P1)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.05631636	0.01137316	0.00307109	0.00064049
2	0.19989110	0.68990624	0.66124284	0.13790611
3	0.26218908	0.22678673	0.28510821	0.05946100
4	0.14663963	0.07193387	0.05057806	0.01054836
TOTAL	---	1.0	1.0	0.20855592

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time 0.031 sec
 FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable HMSTAT
 Group Number 1-2-3-4
 alpha 2
 Estimate (P2) 0.10282595
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P2)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.03016499	0.01137316	0.00333643	0.00034307
2	0.09674862	0.68990624	0.64913070	0.06674748
3	0.13523464	0.22678673	0.29826537	0.03066942
4	0.07042750	0.07193387	0.04926891	0.00506612
TOTAL	---	1.0	1.0	0.10282595

2.2.3 Selon le statut dans son activité principale

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time 0.031 sec
 FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable STATUT_A
 Group Number 1-2-3-4-5-6-9
 alpha 0
 Estimate (P0) 0.56366360
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P0)	Proportion	Relative Contribution	Absolute
---------	---------------	------------	-----------------------	----------

				Contribution
1	0.58692974	0.00344717	0.00358945	0.00202324
2	0.57628775	0.85090351	0.86996096	0.49036530
3	0.20629449	0.02448356	0.00896071	0.00505082
4	0.45961842	0.00423290	0.00345156	0.00194552
5	0.53431731	0.00164556	0.00155988	0.00087925
6	0.61663908	0.00256913	0.00281059	0.00158423
9	0.54840517	0.11271814	0.10966685	0.06181521
TOTAL	---	1.0	1.0	0.56366360

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date

Execution Time

FileName

OBS

Variable of interest

Size variable

Group variable

Group Number

alpha

Estimate (P1)

Poverty Line

0.032 sec

NOUFOU Insa.txt

4670

PCEXP

PONDM

STATUT_A

1-2-3-4-5-6-9

1

0.20855592

105827.00000000

Group #	Estimate (P1)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.18872161	0.00344717	0.00311933	0.00065055
2	0.21326786	0.85090351	0.87012810	0.18147037
3	0.05121594	0.02448356	0.00601253	0.00125395
4	0.15006676	0.00423290	0.00304579	0.00063522
5	0.20668805	0.00164556	0.00163082	0.00034012
6	0.12889519	0.00256913	0.00158782	0.00033115
9	0.21180839	0.11271814	0.11447600	0.02387465
TOTAL	---	1.0	1.0	0.20855592

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date

Execution Time

FileName

OBS

Variable of interest

Size variable

Group variable

Group Number

alpha

Estimate (P2)

Poverty Line

0.031 sec

NOUFOU Insa.txt

4670

PCEXP

PONDM

STATUT_A

1-2-3-4-5-6-9

2

0.10282595

105827.00000000

Group #	Estimate (P2)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
	0.07918834	0.00344717	0.00265473	0.00027298
	0.10496154	0.85090351	0.86857599	0.08931215
	0.01760988	0.02448356	0.00419303	0.00043115
	0.08799776	0.00423290	0.00362249	0.00037249
	0.12367512	0.00164556	0.00197921	0.00020351
	0.04929927	0.00256913	0.00123175	0.00012666

9	0.10740986	0.11271814	0.11774305	0.01210704
TOTAL	---	1.0	1.0	0.10282595

2.2.4 Selon le niveau d'instruction

FGT (Poverty Decomposition)

Execution Time	0.015 sec
FileName	NOUFOU Insa.txt
OBS	4670
Variable of interest	PCEXP
Size variable	PONDM
Group variable	INSTRUCM
Group Number	0-2-3-4-5-6-7
alpha	0
Estimate (P0)	0.56366360
Poverty Line	105827.00000000

Group #	Estimate (P0)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
0	0.57566804	0.65396392	0.66789150	0.37646613
2	0.56256187	0.21905626	0.21862809	0.12323270
3	0.59718990	0.02268863	0.02403814	0.01354942
4	0.58654624	0.06965923	0.07248714	0.04085836
5	0.36346456	0.02345737	0.01512591	0.00852592
6	0.08463705	0.01013019	0.00152110	0.00085739
7	0.16627906	0.00104441	0.00030810	0.00017366
TOTAL	---	1.0	1.0	0.56366360

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date	
Execution Time	0.032 sec
FileName	NOUFOU Insa.txt
OBS	4670
Variable of interest	PCEXP
Size variable	PONDM
Group variable	INSTRUCM
Group Number	0-2-3-4-5-6-7
alpha	1
Estimate (P1)	0.20855592
Poverty Line	105827.00000000

Group #	Estimate (P1)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
0	0.21310755	0.65396392	0.66823632	0.13936464
2	0.21414734	0.21905626	0.22492918	0.04691032
3	0.22869330	0.02268863	0.02487936	0.00518874
4	0.20154902	0.06965923	0.06731887	0.01403975
5	0.12098821	0.02345737	0.01360817	0.00283806
6	0.01765687	0.01013019	0.00085765	0.00017887
7	0.03411988	0.00104441	0.00017087	0.00003564
TOTAL	---	1.0	1.0	0.20855592

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date	
Execution Time	0.031 sec
FileName	NOUFOU Insa.txt

OBS 4670
Variable of interest PCEXP
Size variable PONDM
Group variable INSTRUCM
Group Number 0-2-3-4-5-6-7
alpha 2
Estimate (P2) 0.10282595
Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P2)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
0	0.10513361	0.65396392	0.66864038	0.06875358
2	0.10735726	0.21905626	0.22870956	0.02351728
3	0.12018659	0.02268863	0.02651927	0.00272687
4	0.09333538	0.06965923	0.06322986	0.00650167
5	0.05424638	0.02345737	0.01237506	0.00127248
6	0.00462542	0.01013019	0.00045569	0.00004686
7	0.00700128	0.00104441	0.00007111	0.00000731
TOTAL	---	1.0	1.0	0.10282595

2.2.5 Selon le secteur d'activité du CM
FGT (Poverty Decomposition)

Session Date [REDACTED]
Execution Time 0.031 sec
FileName NOUFOU Insa.txt
OBS 4670
Variable of interest PCEXP
Size variable PONDM
Group variable SECTAV
Group Number 0-1-2-3-4-5-6-7-8-9
alpha 0
Estimate (P0) 0.56366360
Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P0)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
0	0.60249621	0.63874710	0.68275243	0.38484266
1	0.51189196	0.02823677	0.02564326	0.01445417
2	0.47522241	0.02177416	0.01835771	0.01034757
3	0.60391033	0.01944185	0.02083003	0.01174113
4	0.44482097	0.00537568	0.00424228	0.00239122
5	0.47846889	0.12081658	0.10255582	0.05780698
6	0.51666903	0.03018047	0.02766422	0.01559331
7	0.15289989	0.01643734	0.00445881	0.00251327
8	0.34074318	0.00183015	0.00110635	0.00062361
9	0.54071087	0.11715993	0.11238911	0.06334965
TOTAL	---	1.0	1.0	0.56366360

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date [REDACTED]
Execution Time 0.047 sec
FileName NOUFOU Insa.txt
OBS 4670

Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable SECTAV
 Group Number 0-1-2-3-4-5-6-7-8-9
 alpha 1
 Estimate (P1) 0.20855592
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
0	0.22413008	0.63874710	0.68644625	0.14316244
1	0.20942962	0.02823677	0.02835506	0.00591361
2	0.16864850	0.02177416	0.01760765	0.00367218
3	0.26517767	0.01944185	0.02472020	0.00515554
4	0.13389744	0.00537568	0.00345131	0.00071979
5	0.16370523	0.12081658	0.09483454	0.01977831
6	0.18084165	0.03018047	0.02616989	0.00545789
7	0.03046030	0.01643734	0.00240073	0.00050069
8	0.06631168	0.00183015	0.00058191	0.00012136
9	0.20548091	0.11715993	0.11543248	0.02407413
TOTAL	---	1.0	1.0	0.20855592

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date [REDACTED]
 Execution Time 0.047 sec
 FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable SECTAV
 Group Number 0-1-2-3-4-5-6-7-8-9
 alpha 2
 Estimate (P2) 0.10282595
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P2)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
0	0.11067218	0.63874710	0.68748724	0.07069153
1	0.10409130	0.02823677	0.02858424	0.00293920
2	0.08297102	0.02177416	0.01756973	0.00180662
3	0.15159735	0.01944185	0.02866331	0.00294733
4	0.05661510	0.00537568	0.00295981	0.00030434
5	0.07823115	0.12081658	0.09191863	0.00945162
6	0.08321553	0.03018047	0.02442461	0.00251148
7	0.00863601	0.01643734	0.00138052	0.00014195
8	0.02020022	0.00183015	0.00035953	0.00003697
9	0.10238128	0.11715993	0.11665327	0.01199498
TOTAL	---	1.0	1.0	0.10282595

2.2.6 Selon la taille du ménage

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date [REDACTED]
 Execution Time 0.015 sec

FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable TAILLEGR
 Group Number 1-2-3-4
 alpha 2
 Estimate (P2) 0.10282595
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P2)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.02166822	0.09569848	0.02016627	0.00207362
2	0.05103440	0.24029122	0.11926092	0.01226312
3	0.09300324	0.25343564	0.22922556	0.02357034
4	0.15811757	0.41057467	0.63134903	0.06491906
TOTAL	---	1.0	1.0	0.10282595

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time 0.031 sec
 FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable TAILLEGR
 Group Number 1-2-3-4
 alpha 0
 Estimate (P0) 0.56366360
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P0)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.20631084	0.09569848	0.03502734	0.01974363
2	0.36663499	0.24029122	0.15629743	0.08809917
3	0.60979509	0.25343564	0.27417737	0.15454380
4	0.73379338	0.41057467	0.53449786	0.30127698
TOTAL	---	1.0	1.0	0.56366360

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable TAILLEGR
 Group Number 1-2-3-4
 alpha 1
 Estimate (P1) 0.20855592
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P1)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.05491072	0.09569848	0.02519647	0.00525487
2	0.11503444	0.24029122	0.13253887	0.02764177
3	0.20273184	0.25343564	0.24635823	0.05137947
4	0.30269719	0.41057467	0.59590632	0.12427980
TOTAL	---	1.0	1.0	0.20855592

2.2.7 Selon les régions

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time 0.015 sec
 FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable REGION
 Group Number 1-2-3-4-5-6-7
 alpha 0
 Estimate (P0) 0.56366360
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P0)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.40005767	0.02105826	0.01494600	0.00842452
2	0.13441882	0.03897113	0.00929358	0.00523845
3	0.61739004	0.10436831	0.11431634	0.06443596
4	0.74238020	0.21261066	0.28002155	0.15783794
5	0.37841490	0.22609086	0.15178584	0.08555615
6	0.59602875	0.18149690	0.19191834	0.10817738
7	0.62205559	0.21540385	0.23771834	0.13399318
TOTAL	---	1.0	1.0	0.56366360

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date
 Execution Time 0.047 sec
 FileName NOUFOU Insa.txt
 OBS 4670
 Variable of interest PCEXP
 Size variable PONDM
 Group variable REGION
 Group Number 1-2-3-4-5-6-7
 alpha 1
 Estimate (P1) 0.20855592
 Poverty Line 105827.00000000

Group #	Estimate (P1)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.11826666	0.02105826	0.01194159	0.00249049
2	0.03335317	0.03897113	0.00623243	0.00129981
3	0.25087564	0.10436831	0.12554650	0.02618347
4	0.31017700	0.21261066	0.31620747	0.06594694

5	0.11472346	0.22609086	0.12436916	0.02593793
6	0.22177892	0.18149690	0.19300430	0.04025219
7	0.21561858	0.21540385	0.22269842	0.04644508
TOTAL	---	1.0	1.0	0.20855592

FGT (Poverty Decomposition)

Session Date

Execution Time

FileName

OBS

Variable of interest

Size variable

Group variable

Group Number

alpha

Estimate (P2)

Poverty Line

0.015 sec

NOUFOU Insa.

4670

PCEXP

PONDM

REGION

1-2-3-4-5-6-7

2

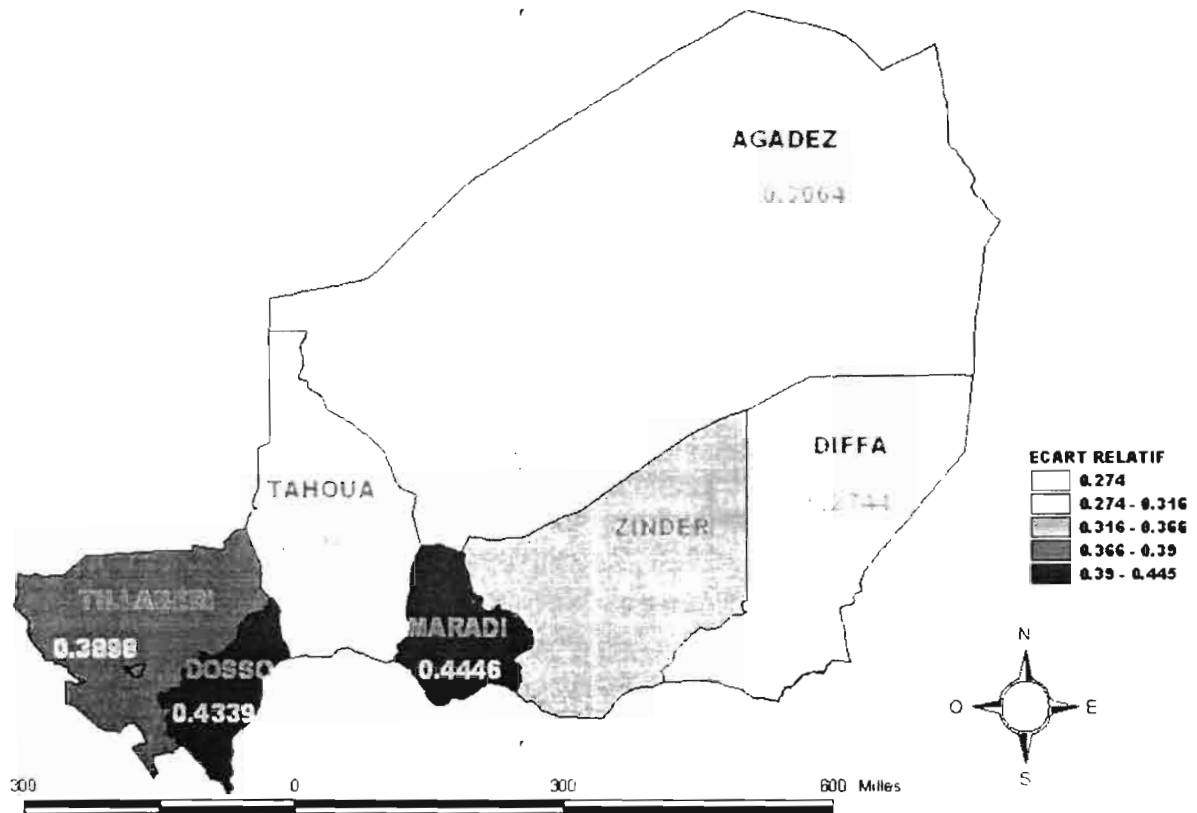
0.10282595

105827.00000000

Group #	Estimate (P2)	Proportion	Relative Contribution	Absolute Contribution
1	0.05395628	0.02105826	0.01104998	0.00113623
2	0.01307058	0.03897113	0.00495376	0.00050938
3	0.12808403	0.10436831	0.13000526	0.01336791
4	0.16163854	0.21261066	0.33421597	0.03436608
5	0.04834663	0.22609086	0.10630325	0.01093073
6	0.11309345	0.18149690	0.19961996	0.02052611
7	0.10208572	0.21540385	0.21385320	0.02198966
TOTAL	---	1.0	1.0	0.10282595

ANNEXE 3: Les cartes de pauvreté

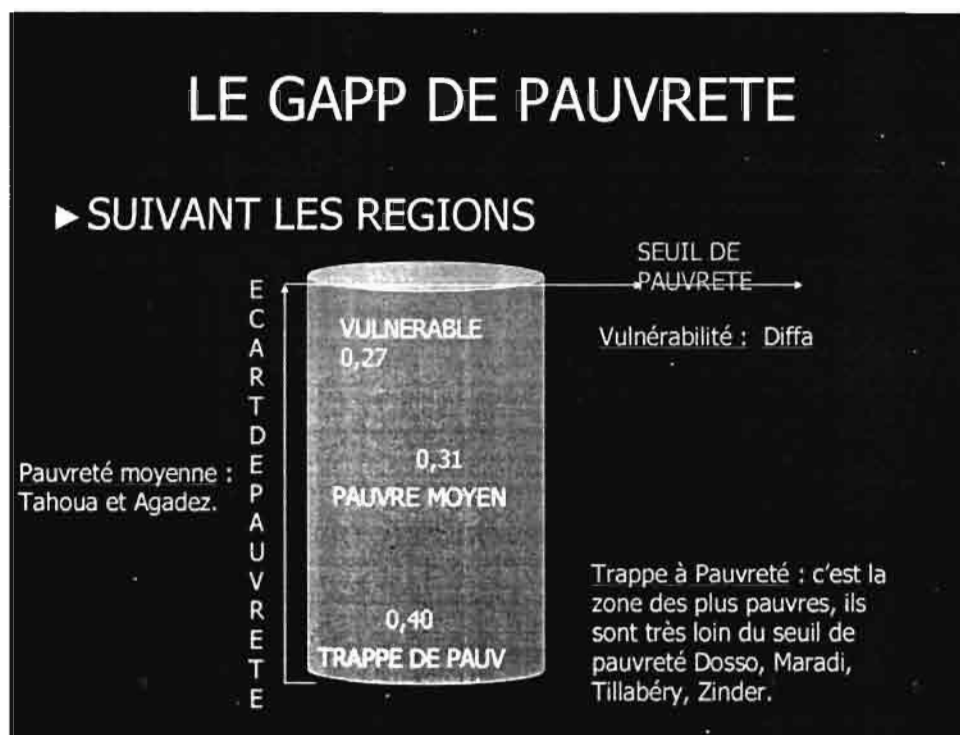
ECART RELATIF DE LA PAUVRETE DANS LES REGION



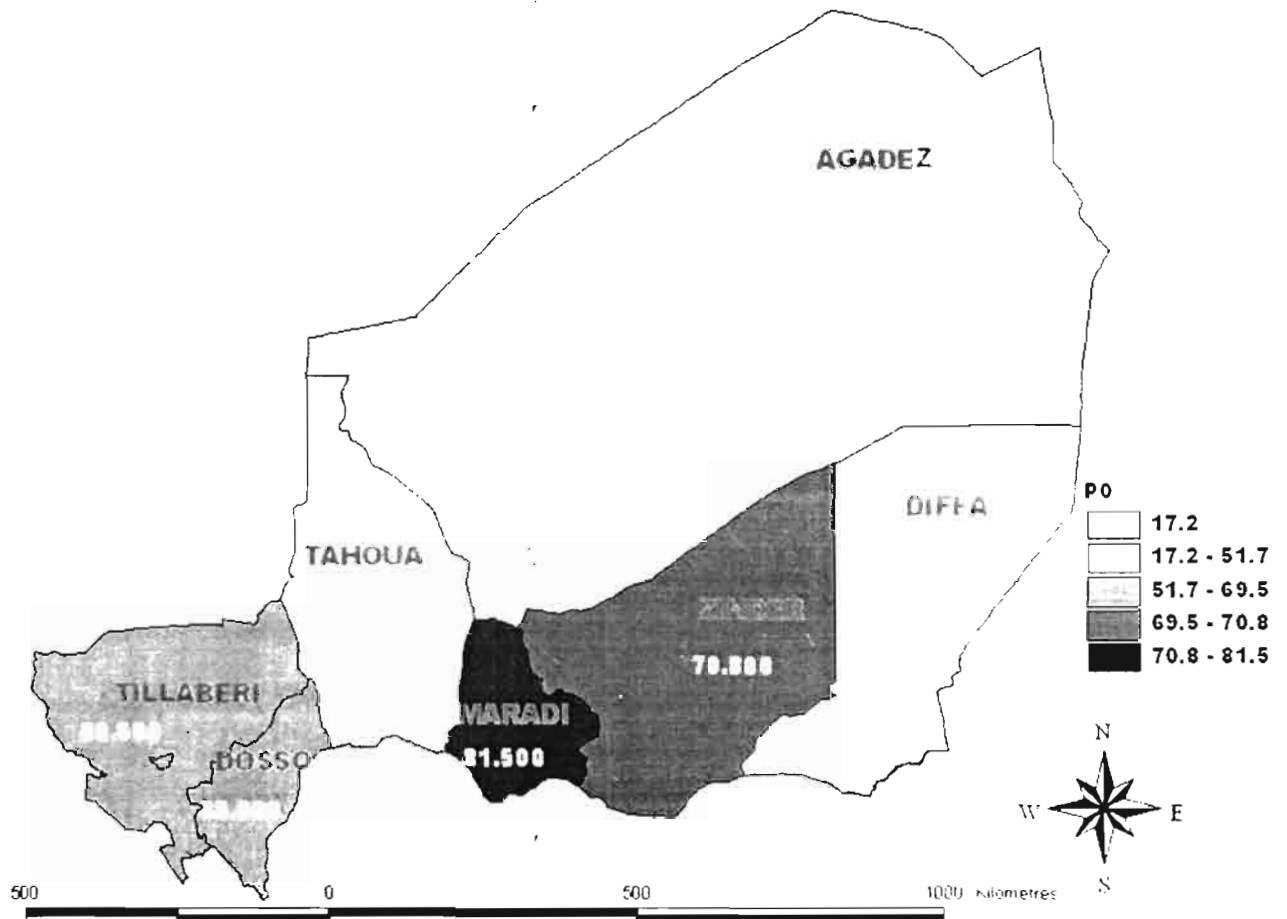
L'ECART RELATIF DE PAUVRETE :

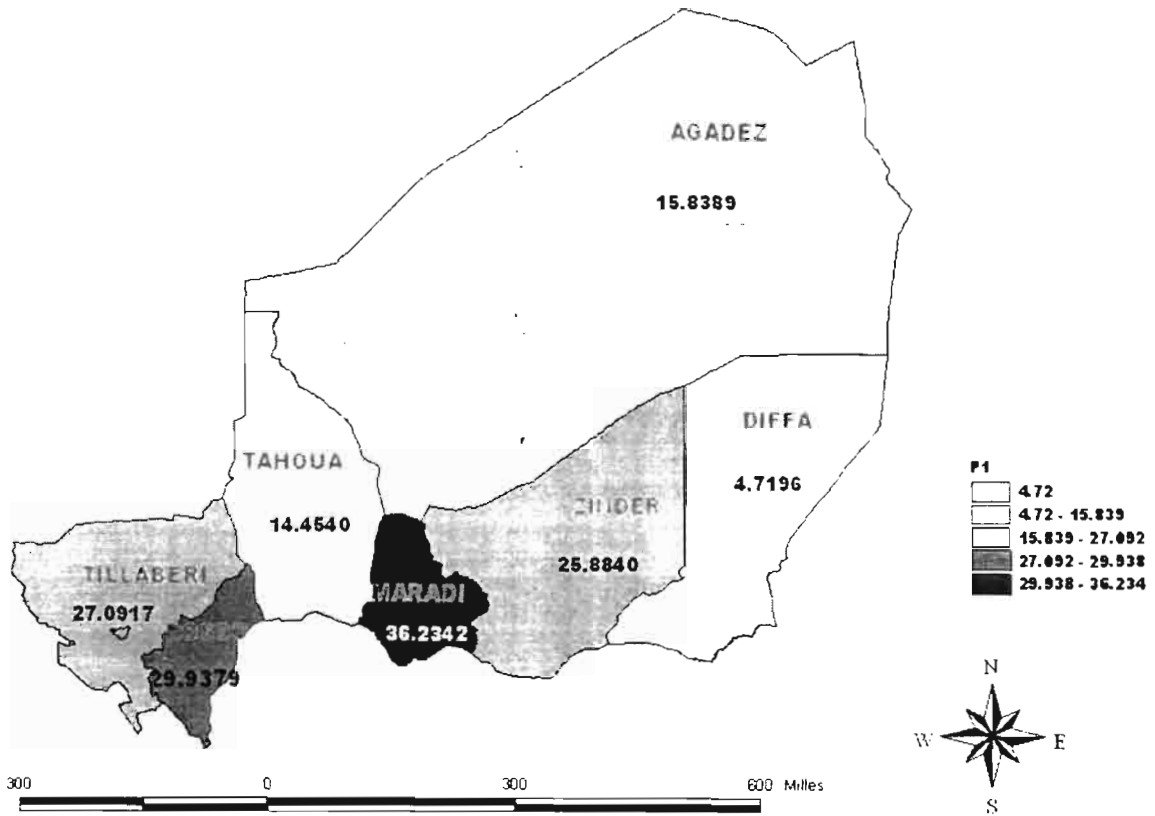
L'écart relatif mesure la distance qui sépare un individu du seuil de pauvreté en pourcentage du seuil.

Les vulnérables constituent les individus qui, par la moindre occasion peuvent sortir ou devenir plus pauvres qu'au paravent.



INCIDENCE DE LA PAUVRETE EN MILIEU RURAL





LA SEVERITE DE LA PAUVRETE SELON LES REGIONS

